

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021

Vu, pour être annexé

à la délibération du

Conseil Communautaire

en date du... 03/02/2021

A Castelsarrasin, le... 16/02/2021

Le Président

Pour le Président  
empêché

Jean-Philippe BISIERS

1<sup>er</sup> Vice-Président



## SOMMAIRE

1 - Préambule : rappel du contexte du Débat d'Orientations Budgétaires	3
2 - Les perspectives économiques et le contexte de marché.....	4
3 - Le plan de relance .....	8
4 - Le projet de Loi de finances pour 2021 .....	8
4.1 - Taxe d'habitation : rappel de la réforme et évaluation de son surcoût .....	8
4.2 - Etablissements industriels : une nouvelle évaluation de leur valeur locative et la modification du coefficient de revalorisation.....	10
4.3 - De nouvelles exonérations de CET pour les créations ou extensions d'entreprises.....	12
4.4 - La DGF des EPCI .....	14
4.5 - Les mesures relatives au FPIC .....	17
4.6 - Un effort massif en faveur de l'investissement.....	17
4.7 - Automatisation du FCTVA.....	18
5 - Les orientations de la Communauté de communes pour 2021 .....	20
6 - Les éléments de prospective budgétaire.....	37
7 - La politique ressources humaines.....	56
8- L'évolution de l'épargne du budget général .....	63
9 - La dette de la collectivité .....	69
10 - Les hypothèses de prospective financière 2021 .....	73



## 1 - Préambule : rappel du contexte du Débat d'Orientations Budgétaires

Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) constitue une étape impérative avant l'adoption du budget primitif dans toutes les collectivités de 3 500 habitants et plus ainsi que les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

La tenue du DOB doit avoir lieu dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

L'article 107 de la loi « NOTRe » du 7 août 2015 et son décret d'application n°2016-841 du 24 juin 2016 apportent des informations quant au contenu, aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires. Le débat d'orientations budgétaires doit faire l'objet d'un rapport conformément aux articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du CGCT.

La partie réglementaire du code général des collectivités territoriales est ainsi modifiée :

1° Après l'article R. 2312-2 du code général des collectivités territoriales, il est ajouté un article D. 2312-3 ainsi rédigé :

### Art. D. 2312-3.-

« A.- Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 comporte les informations suivantes :

1° **Les orientations budgétaires envisagées** par la commune ou les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus, portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

2° **La présentation des engagements pluriannuels**, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

3° **Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée** et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° **devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.**

B.- Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport prévu au troisième alinéa de l'article L. 2312-1, présenté par le maire au conseil municipal, comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :

1° A la structure des effectifs ;

2° Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;

3° A la durée effective du travail dans la commune.



Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune. Ce rapport peut s'appuyer sur les informations contenues dans le rapport sur l'état de la collectivité prévu au dixième alinéa de l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

C.- Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par l'établissement public de coopération intercommunale aux maires des communes qui en sont membres dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public au siège de l'établissement public de coopération, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen. »

4° Après l'article R. 5211-18 du même code, il est inséré un article D. 5211-18-1 ainsi rédigé :

Art. D. 5211-18-1.-

A.- Les dispositions du A de l'article D. 2312-3 sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

B.- Les dispositions du B de l'article D. 2312-3 sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale de plus de 10 000 habitants et qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

C.- Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par l'établissement public de coopération intercommunale aux maires des communes qui en sont membres dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public au siège de l'établissement public de coopération, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen. »

Le présent document a donc vocation à répondre aux exigences du Code Général des Collectivités Territoriales.

## 2 – Les perspectives économiques et le contexte de marché

### 2.1 Le rôle majeur de la Banque centrale européenne sur les marchés

Depuis plusieurs années, les marchés financiers évoluent au rythme des annonces des banques centrales qui, en créant massivement de la monnaie au plein cœur de la crise, sont devenues des acteurs incontournables des marchés.

Pour rappel, le rôle de la BCE est de « gérer la monnaie unique, assurer la stabilité des prix et mener la politique économique et monétaire en Zone Euro ». Dans les faits, la ligne directrice de la BCE est de maintenir l'inflation en Zone Euro à un niveau proche / mais inférieur à 2%. Pour ce faire, la BCE dispose d'un certain nombre d'outils de politique monétaire :

- **Les mesures dites « conventionnelles »** : la banque centrale peut moduler les niveaux de taux auxquels elle prête aux banques mais également le niveau auquel elle rémunère les dépôts des banques auprès de la BCE. L'action de la BCE sur ses taux directeurs a principalement un impact sur les taux courts, c'est-à-dire sur les index Euribor, €STR, Eonia, ... ;

- **Les mesures dites « non-conventionnelles »** : la banque centrale peut également, lorsque la situation économique l'y oblige, créer de la monnaie en rachetant des titres sur le marché secondaire (des obligations d'Etat dans un premier temps puis des titres « corporate » dans un second temps). C'est ce que l'on appelle le Quantitative Easing (QE). Ces mesures peuvent également s'accompagner de prêts au secteur bancaire



classique sur des durées plus longues qu'observées traditionnellement, et à des taux bonifiés si les prêts sont par la suite redistribués dans l'économie réelle. Il s'agit des opérations dites de TLTRO (Targeted Longer-Term Refinancing Operations). Les mesures non-conventionnelles de la BCE pèsent majoritairement sur les taux longs.

## 2.2 Une crise sanitaire toujours au cœur de l'actualité

La crise sanitaire d'ampleur mondiale que nous traversons depuis le début de l'année 2020 constitue depuis son déclenchement un sujet d'actualité de premier plan qui dépasse le cadre sanitaire, et qui s'étend aujourd'hui aux sphères politiques et économiques. Parmi ces impacts, nous pouvons citer la forte chute du prix du baril de pétrole jusqu'à -37 dollar le baril le 20 avril, qui résulte du ralentissement de l'activité économique et de la demande mondiale. Outre ce chiffre inédit, d'autres montants sans précédent peuvent être cités, tels que 750 milliards d'euros, soit l'enveloppe débloquée par la Commission européenne pour venir en aide aux Etats européens en difficulté, ou encore, le chiffre de 20 millions de destructions d'emplois survenues pour le seul mois d'avril aux Etats-Unis.

Malgré ces chiffres inédits, les mesures économiques prises par les gouvernements et les institutions supranationales pour soutenir l'économie semblent avoir permis de limiter l'ampleur de la crise économique dont l'évolution est étroitement corrélée à la résolution de la crise sanitaire.

## 2.3 Politiques de soutien budgétaire et monétaire sans précédent

Pour rappel, parallèlement aux mesures sanitaires visant à contenir l'épidémie de COVID19, les gouvernements et les banques centrales, forts de leurs expériences lors de la crise de 2008, sont intervenus pour soutenir l'économie pendant la période de confinement. Ces plans de soutien visent à répondre à trois objectifs.

**En premier lieu, il s'agit de financer les dispositifs d'indemnisation des entreprises et citoyens** à la suite de l'arrêt de l'activité, avec, par exemple le financement par l'Etat du chômage partiel en France, qui a concerné cinq millions de personnes pour 337 000 entreprises et représenté un volume de 45 milliards d'euros.

**Le second objectif est de conserver un marché des financements fonctionnel**, c'est-à-dire que les banques puissent continuer de se financer et de fournir des liquidités aux différents acteurs économiques. Pour ce faire, des programmes de garanties d'emprunts sont mis en place par les Etats : en France, c'est un programme de 300 milliards de garanties d'emprunts qui a été acté.

Par ailleurs, l'Eurogroupe a annoncé un plan d'urgence à hauteur de 540 milliards d'euros s'articulant en trois points.

- Une enveloppe de 200 milliards d'euros est accordée à la Banque Européenne d'Investissement pour l'octroi de prêts nouveaux aux entreprises,
- La Commission européenne pourra lever 100 milliards d'euros sur les marchés pour aider les Etats membres à financer des mesures sociales et notamment le chômage partiel,
- L'octroi aux pays les plus touchés par le virus de lignes de crédit préventives par le Mécanisme Européen de Stabilité dans la limite de 240 milliards d'euros.

Enfin, **le troisième objectif pour les banques centrales est de permettre aux Etats de pouvoir s'endetter dans les meilleures conditions possibles**. Par exemple, une dette qui serait émise à un taux de 0,00% pourrait se résorber progressivement avec l'inflation. Dans cet objectif, la Banque centrale européenne, en plus de son programme de Quantitative Easing rétabli au mois de novembre dernier (qui vise à racheter 20 milliards d'euros de titres d'Etats et d'entreprises chaque mois), a pris les décisions suivantes :

- La mise en place d'un programme de rachat d'actifs supplémentaire : PEPP (Pandemic Emergency Purchase Programme : programme d'achat d'urgence pandémique) à hauteur de 750 milliards d'euros et s'étalant jusqu'à la fin de l'année 2020 ;
- Le maintien de ses taux directeurs à des niveaux très bas.



Outre-Atlantique, la Réserve fédérale des Etats-Unis (FED) a également pris des mesures exceptionnelles. En effet, la FED a procédé à plusieurs baisses de taux pour un total de 150 points de base de baisse en l'espace de quelques semaines (ceux-ci évoluant entre 0,00% et 0,25% actuellement). De plus, elle a annoncé un programme de 2 300 milliards de dollars visant à soutenir l'économie nationale en offrant ainsi des prêts d'une durée de quatre ans aux entreprises de 10 000 employés maximum et elle achètera directement des obligations émises par les Etats, les comtés et les villes les plus peuplées du pays.

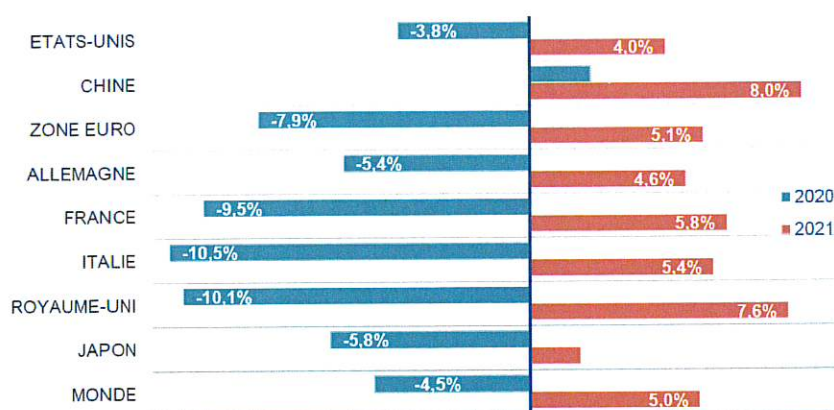
Ces mesures de soutien à l'économie réelle annoncées par les banques centrales ont permis de rétablir la confiance dans les titres d'Etats sur les marchés et ainsi de résorber la hausse de taux des emprunts d'Etats amorcée à la mi-mars.

## 2.4 Une reprise économique attendue pour 2021 ?

Les différents dispositifs de soutien à l'économie mis en place se sont montrés efficaces et ont permis aux économies occidentales de limiter certains effets de la crise, et notamment l'impact social. En Europe, les mesures de chômage partiel ont permis de limiter l'augmentation du taux de chômage, qui n'a augmenté de que 0,6 points entre février et août, en passant de 7,3% à 7,9%. Cette faible évolution a permis une reprise d'activité rapide dès la fin des mesures de confinement. A l'inverse, aux Etats-Unis où le marché de l'emploi est plus flexible et dont le taux de chômage est structurellement plus faible qu'en Europe, de telles mesures de chômage partiel n'ont pas été mises en œuvre. Ainsi, au plus fort de la crise le taux de chômage aux Etats-Unis a été multiplié par quatre en atteignant 14,7%, contre 3,5% observé avant la crise, son plus bas niveau historique. La flexibilité du marché du travail américain a toutefois permis une diminution régulière de ce taux de chômage au rythme de la reprise de l'activité économique pour atteindre le niveau de 8,4% au mois d'août dernier.

Du côté de la croissance économique, le constat a été plus nuancé avec des premières prévisions très pessimistes. Dans ses prévisions de croissance en date du mois de juin, le FMI anticipait une récession à hauteur de 10,2% en 2020 pour la Zone Euro, et 8,0% pour les Etats-Unis. Pour la Chine, aucune récession n'était attendue, mais une croissance atone à 1,0%, son niveau le plus faible depuis plus de 40 ans. Toutefois, après un troisième trimestre plus dynamique qu'anticipé, les analystes ont revu à la hausse leurs prévisions. C'est ce qu'illustrent les chiffres publiés par l'OCDE au mois de septembre avec une récession de 7,9% en Zone Euro pour 2020, de 3,8% pour les Etats-Unis et une croissance de 1,8% pour la Chine. Si ces prévisions sont moins pessimistes, elles restent toutefois négatives pour l'économie mondiale dont le PIB est attendu en recul de 4,5% sur cette même année. Selon les mêmes prévisions, l'activité économique devrait connaître un fort rebond en 2021, avec des chiffres de croissance estimés à 5,1% pour la Zone Euro, 4,0% pour les Etats-Unis, et jusqu'à 8,0% pour la Chine.

Prévisions OCDE de croissance du PIB pour 2020 et 2021



Source : OCDE



Ainsi, malgré le recul de l'activité économique mondiale en 2020, le PIB devrait renouer avec la croissance en 2021 selon les dernières estimations, bien que cette reprise soit fortement conditionnée par l'évolution de la pandémie. Le climat d'optimisme quant à l'évolution de la conjoncture économique peut également s'observer à travers le prisme des indices PMI, « Purchasing Manager's Index » (indice des directeurs des achats), qui se sont fortement améliorés depuis le début de la crise sanitaire. Pour rappel, les indicateurs PMI sont des indicateurs de sentiment obtenus par sondage des responsables d'entreprises au regard du dynamisme économique de la zone étudiée. Une valeur supérieure à 50 traduit un climat optimiste et des prévisions d'expansion économique. A l'inverse, un indicateur en dessous de 50 traduit un pessimisme de leur part et donc des prévisions de contraction de l'activité économique. En Zone Euro, l'indice PMI composite est passé d'un niveau historiquement bas de 11,1 au mois d'avril à 48,5 au mois de septembre, soit un niveau bien plus proche de l'équilibre, ce qui traduit un niveau de confiance plus fort de la part des agents économiques.

## 2.5 Des taux d'intérêts stabilisés à des niveaux très bas

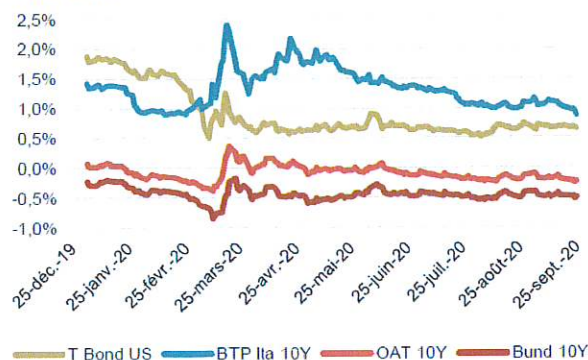
La diminution de l'incertitude résultant notamment de l'interventionnisme des Etats et des banques centrales s'est également étendue sur le marché des taux d'intérêts.

En début de crise sanitaire, l'inquiétude des investisseurs s'est traduite notamment par une défiance vis-à-vis des titres obligataires émis par les Etats européens les plus touchés, tirant à la hausse leurs taux de rendement et pesant sur la soutenabilité de la dette des Etats émetteurs de ces titres. Cette inquiétude a donc en premier lieu engendré une augmentation des *spreads*, c'est-à-dire de l'écart entre le taux de rendement des obligations émises par chacun des Etats européens par rapport au taux de rendement du Bund allemand, l'obligation de référence en Zone Euro. Face à ces tensions sur les dettes souveraines, l'intervention de la BCE via le rachat massif de titres d'Etat européens a donné lieu à un dégonflement progressif des *spreads* en faisant retomber le taux de rendement des titres obligataires sur lesquels s'exerçaient des tensions. Cette retombée des taux obligataires à des niveaux très bas s'est répercutée sur les taux longs du marché interbancaire en Zone Euro qui ont également chuté vers des niveaux faibles, voir négatifs sur des maturités pouvant aller jusqu'à 20 ans.

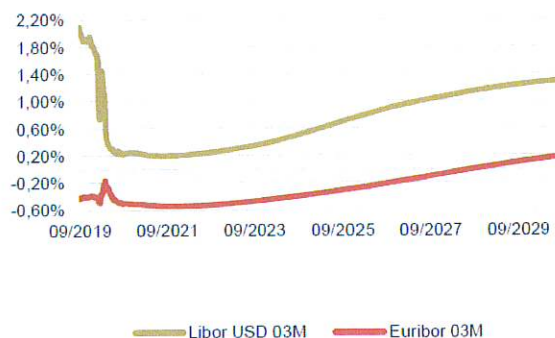
Le coût de la liquidité à court terme, principalement déterminé par les taux d'intérêts directeurs de la Banque centrale européenne, a lui aussi connu quelques fluctuations bien que la BCE ait conservé le statu quo sur ce volet. En effet, l'Euribor 03M stabilisé autour de -0,40% pendant plusieurs mois avant le début de la crise sanitaire est remonté à un niveau supérieur à -0,20% au mois d'avril. Cette remontée momentanée des taux courts du marché monétaire peut s'expliquer en partie par l'absence d'abaissement des taux directeurs de la BCE qu'anticipaient les marchés, mais aussi par la forte demande de liquidité à court terme captée par le secteur privé (avances de trésorerie, décalage d'échéances, prêts garantis par l'Etat), ou encore par un climat d'incertitude incitant les banques à une plus grande prudence.

Ces tensions se sont toutefois résorbées dès l'été au cours duquel les Euribor ont rapidement retrouvé leurs niveaux d'avant crise, et ont même poursuivi leur baisse plus profondément en territoire négatif, atteignant de nouveaux plus bas historiques. A titre d'exemple, l'Euribor 3 mois est passé sous le seuil des -0,50%. Les anticipations de remontée des taux courts ne sont pas en reste puisque le passage anticipé des taux Euribor en territoire positif n'a jamais été aussi éloigné. Toujours pour l'Euribor 3 mois, le franchissement de ce seuil est attendu en fin d'année 2028 !

Evolution des taux souverains en Europe et aux Etats-Unis



Historique / Anticipations des taux courts – US et Zone Euro



Sources : Finance Active et Refinitiv

En Zone Euro, l'abondance de liquidité a permis de retrouver des niveaux de taux d'intérêts stabilisés à des niveaux très bas, plus faibles même que ce qui était observé en fin d'année 2019.

### 3 – Le plan de relance

Présenté le 3 septembre 2020, le **Plan de Relance s'élève à 100 milliards d'euros** consacrés à trois sujets prioritaires :

- La transition écologique
- La compétitivité des entreprises
- La cohésion sociale et territoriale

Les mesures qui impacteront les collectivités sont les suivantes :

- **Rénovation thermique** : 4 milliards d'euros devraient être investis par l'Etat via la DETR, la DSIL et des dotations spécifiques. 500 millions d'euros devraient également être fléchés sur la rénovation thermique du parc de logement social via les collectivités et les organismes HLM.
- **Centre de tri et déchets** : 500 millions d'euros seront consacrés à l'économie circulaire et au traitement des déchets : développement des centres de tri, soutien au tri des déchets recyclables, « via une aide financière aux collectivités locales pour le déploiement du tri sélectif sur la voie publique », soutien à la valorisation des biodéchets, aides financières à l'investissement dans des unités de production d'énergie à partir de combustibles de récupération. Les fonds seront débloqués et versés, via l'Ademe, entre 2020 et 2022.
- **Infrastructures et transports** : 1,2 milliards d'euros seront consacrés aux « mobilités du quotidien », 4,7 milliards d'euros pour le ferroviaire et 550 millions d'euros pour les travaux d'infrastructures.
- **Fiscalité Locale** : baisse des impôts de production : CVAE, CFE et TFB. Ces mesures seront présentées dans les pages suivantes.

### 4 – Le projet de Loi de finances pour 2021

#### 4.1 – Taxe d'habitation : rappel de la réforme et évaluation de son surcoût



## Entrée en vigueur de l'acte II de la réforme de la Taxe d'Habitation

### ➤ Un maintien du calendrier initial de la suppression de la TH

Pour rappel, la loi de finances pour 2020 prévoit une suppression du produit de la TH sur les résidences principales et des compensations fiscales afférentes, pour le bloc communal à partir de 2021.

En 2020, 80% des ménages ne paient d'ores et déjà plus de taxe d'habitation sur les résidences principales. Les 20% des ménages qui restent assujettis à cet impôt, bénéficieront d'un dégrèvement de 30 % en 2021, puis de 65 % en 2022. Ainsi, en 2023, plus aucun foyer ne paiera cette taxe sur sa résidence principale.

### ➤ Quelles compensations pour les collectivités ?

En compensation de la suppression de la TH, les communes et EPCI percevront respectivement la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties et une fraction de TVA. Les régions, devraient bénéficier d'une dotation pour compenser la perte des frais de gestion de la TH. Enfin, les départements seront compensés du transfert de la taxe sur les propriétés bâties aux communes par une fraction de TVA.

A noter, la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties sera répartie entre les communes grâce à un mécanisme de coefficient correcteur visant à leur garantir une compensation à l'euro près, neutralisant ainsi les situations de sur-compensation ou de sous-compensation.

Alors qu'il était initialement prévu dans la loi de finances pour 2020 que les EPCI et les départements bénéficient du dynamisme du produit de TVA perçu par l'Etat en N-1 pour la compensation de la perte du produit de TH et de taxe foncière, ce principe est remis en cause par un amendement gouvernemental. En effet, en raison de la crise sanitaire et du déclin de l'activité économique en 2020, l'Etat anticipe un rebond de l'activité en 2021 et donc une forte hausse du produit de TVA (de l'ordre de 10%), ce qui serait traduit par un net surcoût pour l'Etat en application du mécanisme prévu jusqu'alors. Afin de l'éviter, l'amendement prévoit un nouveau mode de calcul de la compensation avec un **versement dynamique de la TVA l'année en cours et non plus avec un an de retard**. Dommage pour les départements et les EPCI qui auraient pu bénéficier de cet effet d'aubaine estimé à 1 Md€ pour les départements et environ 500 M€ pour les EPCI.

#### Description du calendrier de la réforme pour les collectivités



Sources : LFI 2018 & 2020 et Finance Active

### ➤ Une compensation intégrée dans le calcul du « CoCo » (coefficient compensateur)

Afin de **maintenir la garantie de la compensation à l'euro près de la perte de produit de la taxe d'habitation** sur la résidence principale pour les communes (réforme mise en place dès 2021) l'article 4 prévoit :

- **D'ajuster les modalités de détermination** du montant de prélèvement opéré ou de complément versé,
- **D'ajouter la compensation** versée par l'État en substitution d'une part de TFPB au produit de TFPB servant au calcul de ces montants



## 4.2 – Etablissements industriels : une nouvelle évaluation de leur valeur locative et la modification du coefficient de revalorisation

### 4.2.1 Valeur locative des établissements industriels : modernisation des taux d'intérêts applicables au prix de revient

#### ➤ Exposé de la mesure : Article 4 du PLF 2021

En complément de l'article 3 du PLF 2021 qui prévoit la suppression de la CVAE régionale, l'article 4 du PLF pour 2021 prévoit de moderniser les paramètres de la méthode d'évaluation de la valeur locative (VL) des établissements industriels. Cette modernisation a pour objectif de contribuer à la réalisation de baisse d'environ 10 milliards d'euros des impôts de production.

La **base d'imposition à la cotisation foncière des entreprises (CFE)** et à la **taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)** de la plupart des établissements industriels est calculée selon la méthode dite « comptable », fondée sur la valeur des immeubles inscrite au bilan. Elle consiste à appliquer au prix de revient des différents éléments des établissements industriels des taux dits « d'intérêt ». L'existence et l'application d'une méthode d'évaluation spécifique s'expliquent par l'absence de données pertinentes de loyer et par la volonté que l'évaluation de la valeur locative de ces établissements fortement spécialisés repose sur des paramètres objectifs et incontestables.

Ces paramètres, **qui n'ont pas été actualisés depuis leur détermination en 1973**, ne sont plus adaptés à la réalité économique actuelle et sont à l'origine d'une imposition des établissements industriels plus dynamique que celle des autres locaux des professionnels.

#### ➤ La mise en œuvre de la mesure

Ainsi, l'article 4 du PLF 2021 prévoit de **moderniser les taux d'intérêt applicables au prix de revient des différents éléments des établissements industriels**. Cette modification aura pour conséquence une **réduction de moitié des cotisations d'impôts fonciers** pour environ 32 000 entreprises exploitant 86 000 établissements sur le territoire français. La CFE baissera en 2021 de 1,75 milliards d'euros pour les entreprises industrielles et la TFPB de 1,54 milliards d'euros.

### 4.2.2 Modification du coefficient de revalorisation de la valeur locative

#### ➤ Exposé de la mesure : Article 4 du PLF 2021

L'article 4 du PLF 2021 prévoit également de **modifier la règle de revalorisation annuelle de la valeur locative des établissements industriels**. L'objectif est de la rapprocher de la méthode applicable aux locaux professionnels, révisée depuis le 1er janvier 2017.

#### ➤ La mise en œuvre de la mesure

La modernisation des paramètres de la méthode d'évaluation de l'assiette foncière des établissements industriels s'inscrit dans la **démarche du Gouvernement de baisser les impôts de production telle qu'annoncée dans le plan de relance**.

L'objectif de cette modernisation est d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises et l'attractivité du territoire en affectant favorablement les décisions d'implantation.



### Baisse de moitié des impôts fonciers pour les entreprises industrielles subissant la concurrence des pays étrangers

#### Modernisation des paramètres de la méthode d'évaluation de la VL des EI

<b>Objectifs</b>	<p>Réduire de moitié les cotisations d'impôts fonciers pour environ 32 000 entreprises industrielles (exploitant 86 000 établissements)</p> <p>Soit une baisse de : 1,75 Mds€ (CFE) + 1,54Mds€ (TFB)</p>
<b>Modalités</b>	<p>Actualisation des valeurs locatives des entreprises industrielles (non actualisés depuis 1973) et des taux d'intérêt applicables au prix de revient des différents éléments des établissements industriels</p>

Sources : PLF 2021

## 4.2.3 Neutraliser les effets de cette modernisation des paramètres

L'article 4 du PLF 2021, vise également à neutraliser les effets de cette modernisation des paramètres de la méthode comptable sur les ressources des collectivités locales :

### ➤ Compensations aux communes et EPCI

En son sein, l'article prévoit l'institution d'un **prélèvement sur les recettes** (PSR) de l'État destiné à **compenser** aux communes, aux EPCI (à fiscalité propre) et à la métropole de Lyon la **perte de recettes** résultant de la révision des taux d'intérêt.

- Il s'agira d'une **compensation dynamique** (estimée à environ 3,3 Mds€ par la DGCL)
- Elle sera égale au **produit obtenu** en multipliant, chaque année, la **perte de bases** résultant de la mesure par le **taux de TFPB et de CFE appliqué en 2020** dans la commune ou l'EPCI.

### ➤ Pas de modification des recettes des territoires qui accueillent des immobilisations industrielles

Il est également précisé que les immobilisations industrielles et leur poids relatif seront maintenus (évaluées selon la méthode comptable) dans la clé de répartition du produit CVAE.

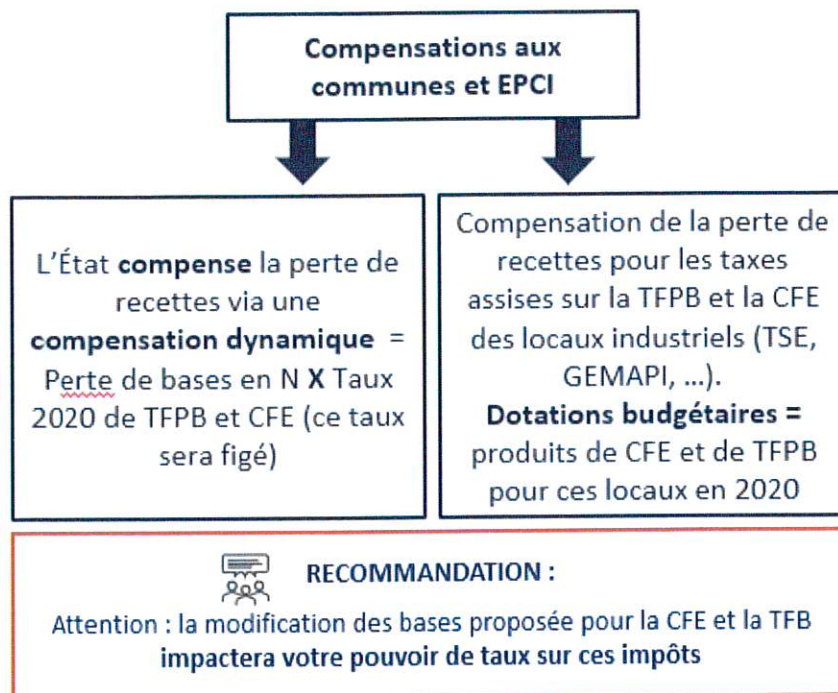
Ainsi, les **recettes des territoires qui accueillent des immobilisations industrielles et en subissent les externalités négatives ne seront pas modifiées.**

## 4.2.4 Mise en place de dotations budgétaires

Enfin, l'article 4 du PLF 2021, préserve dans la répartition des taxes additionnelles, le poids de chacune des taxes locales et maintient un équilibre entre les différentes catégories de redevables.

Il y aura donc des **compensations de la perte de recettes des taxes assises sur la TFPB et la CFE des locaux industriels** (TSE, GEMAPI, contributions fiscalisées...).

Ces compensations prendront la forme de **dotations budgétaires** égales aux produits de CFE et de TFPB de ces locaux en 2020



Sources : PLF 2021

## 4.3 - De nouvelles exonérations de CET pour les créations ou extensions d'entreprises

*Cette proposition vise à relancer l'économie en favorisant l'investissement foncier productif des entreprises. Ainsi, l'Etat propose via cet article 42 du PLF 2021 de permettre aux collectivités concernées par la contribution économique territoriale (CET) d'exonérer temporairement les créations ou extensions d'entreprises.*

### ➤ Un processus déjà établi dans le Code général des impôts mais très limité

En réalité, le Code général des impôts (CGI) via ses articles 1464 et 1466 notamment, intègre d'ores-et-déjà de nombreuses exonérations d'impôts de production. Ces exonérations peuvent s'appliquer de plein droit, ou de façon facultative.

Les exonérations facultatives sont applicables soit en cas de vote d'une délibération favorable de l'EPCI concerné par le territoire d'implantation de l'entreprise concernée, soit par absence de délibération.

Ces exonérations sont également temporaires ou permanentes selon les cas.

Le plus souvent, les exonérations temporaires sont applicables de 2 à 5 ans suite à la création de l'entreprise afin de favoriser son implantation dans le paysage économique local avant une éventuelle taxation.

Ces exonérations peuvent concerner les taxes suivantes : la CFE, la TFB et/ou la CVAE.

Les conditions d'octroi de ces nombreuses exonérations sont le plus souvent les suivantes :

- L'activité de l'entreprise : ici sont visées les activités industrielles, commerciales ou artisanales. Sont exclues du champ d'application les entreprises exerçant une activité bancaire, financière, d'assurance, de gestion immobilière, etc...



- L'implantation géographique de l'entreprise. L'Etat souhaite favoriser l'implantation d'entreprises dans les zones sensibles : zones d'aide à finalité régionale (ZAFR), zones urbaines sensibles (ZUS), zones de redynamisation urbaine (ZRU), zones franches urbaines (ZFU), bassins d'emploi à redynamiser (BER), etc...
- Le nombre de salariés : un nombre maximum de salariés pour s'appliquer PME locales
- Un plafond maximum de chiffre d'affaire pour bénéficier de ces différentes possibilités d'exonérations

➤ **Une possibilité d'exonération mais dans quel but ?**

La politique fiscale française est souvent critiquée et qui plus est concernant la fiscalité des entreprises. En effet, quand on reprend les chiffres des dernières années, on observe que la France se distingue dans le classement des Etats européens appliquant le plus d'impôts de production sur les entreprises.

En 2018, d'après les chiffres du PLF 2021, le produit global d'impôts de production s'élevait à 77 Mds€ soit 3,2% du produit intérieur brut (PIB). Si l'on compare avec les autres pays de l'Union Européenne, ce poids fiscal des impôts de production se limite en moyenne à 1,6% du PIB. L'Etat français applique donc un prélèvement fiscal égal au double de la moyenne européenne.

Au vu de ce constat, l'Etat propose dans ce PLF 2021 de faire participer les collectivités qui perçoivent une partie de ces impôts sur la production afin de les limiter, et ainsi de contribuer au rebond de l'activité économique nationale via une baisse de fiscalité.

**L'Etat demande donc aux collectivités de participer à la relance économique de leur territoire via ces exonérations si elles le souhaitent.**

➤ **Comment mettre en place cette exonération sur le territoire ?**

Ce dispositif, sera conditionné à une délibération qui visera à accorder aux entreprises qui souhaitent s'installer ou s'agrandir sur le territoire de la collectivité (via des investissements fonciers), une exonération temporaire de CFE.

Cette délibération de l'EPCI (non obligatoire) prolongera de trois ans la durée au cours de laquelle les créations et extensions de foncier bâti d'entreprise ne sont pas intégrées dans le calcul de la CFE.

Les entreprises pourront bénéficier de cette exonération si et seulement si les services fiscaux observent « une augmentation nette de la base d'imposition par rapport à celle de l'année précédente » c'est-à-dire si cette extension ou création donne bien lieu à de nouvelles bases d'imposition économique.

Cette exonération porte sur la totalité de la part d'imposition revenant à la commune ou EPCI à fiscalité propre de référence.

Conformément aux règles applicables en matière de CET, cette exonération qui sera applicable aux créations et aux agrandissements d'entreprises intervenues à compter du 1er janvier 2021, sera applicable également à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour les mêmes exercices fiscaux.

Afin de bénéficier de cette exonération, les entreprises devront en adresser la demande au service des impôts dont relève chacun des établissements concernés l'année suivant celle de la création de l'entreprise au plus tard le deuxième jour ouvré suivant le 1er mai (comme prévu à l'article 1477 du Code général des impôts). A défaut du dépôt de cette demande dans les temps, l'exonération ne sera pas accordée au titre de l'année concernée

L'exonération d'impôts locaux : Un dispositif déjà en place, utilisé par l'Etat afin d'encourager la création d'entreprises dans les zones sensibles.

#### Dispositifs d'exonération existants (CFE, CVAE et TFB) Dans un objectif de redynamisation de l'activité économique

Exonérations de plein droit ou facultatives (soumises au vote de l'EPCI ou applicables par absence de délibération)

Exonérations permanentes ou temporaires (selon les cas de 2 à 5 ans)

Conditions d'éligibilité : selon l'activité exercée, lieu d'implantation (zones sensibles), nombre de salariés, seuil de chiffre d'affaires ...

#### Proposition du PLF 2021

Extension du dispositif aux créations et extensions d'entreprises

Exonération temporaire (de 3 ans) et facultative (soumise au vote d'une délibération)

Une exonération de CFE pour encourager les créations et extensions d'entreprises sur la collectivité

Un processus transposable à la CVAE

1. Une volonté affichée par l'Etat d'associer les collectivités à l'effort de reprise économique via l'instauration d'une nouvelle exonération
2. Nécessité d'améliorer l'attractivité des territoires et de soutenir l'emploi local grâce à des avantages fiscaux accordés aux entreprises
3. Une mesure qui a pour objectif de faire gagner en compétitivité les entreprises françaises subissant « le poids des impôts de production »

Sources : PLF 2021, CGI (art 1464 B et C et 1466 A), CCI de Paris, [impots.gouv](http://impots.gouv)

## 4.4 – La DGF des EPCI

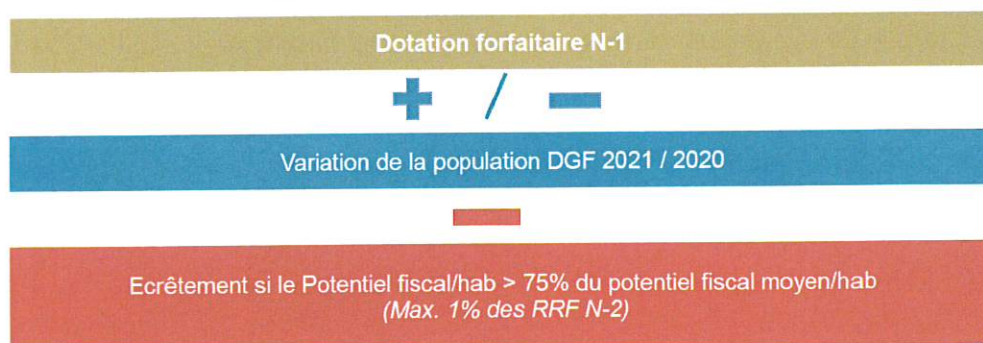
La DGF des communes comprend la dotation forfaitaire (DF) et les dotations de péréquation verticale (DSU, DSR et DNP). La Loi de Finances 2021 n'apporte aucune modification notable à ces dotations. En effet, le calcul de la dotation forfaitaire reste inchangé (variation de population et écrêtement en fonction de l'écart à la moyenne du potentiel fiscal). Ainsi, bien que ne tenant plus compte de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP) depuis l'année 2018, la DF demeure toutefois soumise au mécanisme d'écrêtement.

L'écrêtement de la dotation forfaitaire des communes permet notamment de financer les abondements d'enveloppes de péréquation verticale. Ils sont identiques dans ce PLF 2021 à ceux de l'année dernier.

**Point d'attention** : La crise sanitaire de 2020 et dans une moindre mesure de 2021 aura une influence sur le potentiel fiscal de chaque collectivité durant les prochaines années. Une évolution de l'écrêtement peut être constatée à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution comparée de la richesse fiscale des autres communes du pays.

### ➤ Calcul de la dotation forfaitaire en 2021

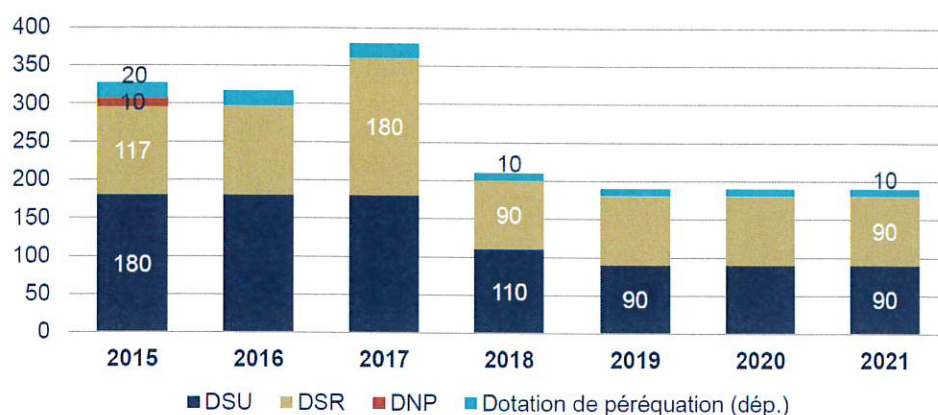
Pour 2021, le mode de calcul de la Dotation Forfaitaire est le même que celui de l'année dernière :





➤ **Péréquation verticale : abondements identiques à ceux de 2020**

Détail des abondements des dotations de péréquation verticale (en M€)

➤ **La dotation d'intercommunalité des EPCI**

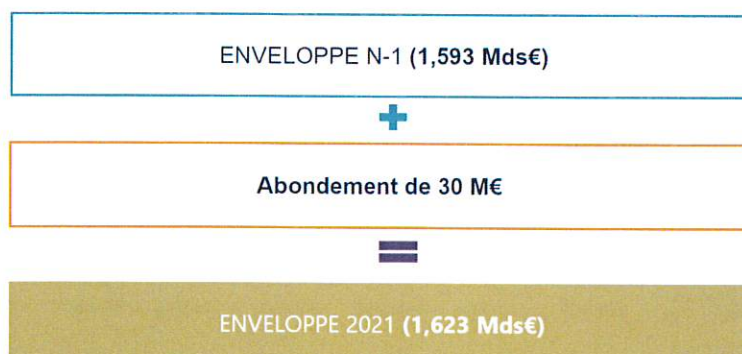
Pour rappel, la DGF des EPCI est composée de deux parts : la dotation d'intercommunalité (dotation de base + dotation de péréquation) et la dotation de compensation (compensation part salaires). La LFi pour 2019 a réformé en profondeur la dotation globale de fonctionnement des EPCI. Elle a en effet fait l'objet l'an dernier de quatre mesures :

- La suppression des enveloppes par catégories d'EPCI,
- Une globalisation de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP),
- L'instauration d'un mécanisme de complément pour les EPCI dont la DI est inférieure à 5€/hab,
- L'introduction du revenu par habitant dans le calcul de la part péréquation.

La Loi de Finances pour 2021 s'inscrit dans la continuité de la réforme de l'an passé.

**Abondement renouvelé de 30M€ et un calcul inchangé**

La Loi de finances pour 2019 a supprimé la notion d'enveloppe par catégories d'EPCI. En 2021 on retrouve également une seule enveloppe globale répartie sur l'ensemble des intercommunalités.



Cette enveloppe est à nouveau abondée à hauteur de 30 M€ en 2021. Cet abondement devrait désormais s'appliquer tous les ans sauf si le gouvernement décide à nouveau de changer les règles.

## Pérennisation du complément pour les EPCI dont la DI est inférieure à 5 €/hab

Ce complément instauré en 2019 pour les intercommunalités dont la dotation par habitant est inférieure à 5 € devait en principe être exceptionnel. Il visait les EPCI à DI négative et à DI très faible. Le principe est d'ajouter 5 € par habitant à la dotation d'intercommunalité des EPCI concernés. Ainsi, une collectivité qui percevait en 2018, -2 € par habitant, elle a reçu en 2019, 3 € par habitant (-2 € + 5 € = 3€).

La Loi de Finances pour 2021 pérennise ce complément, mais un EPCI ne peut en profiter qu'une seule fois. Ainsi, cela concernera les EPCI qui étaient exclus du mécanisme l'année dernière du fait de leur potentiel financier par habitant supérieur à 2 fois celui de la strate.

## Maintien des mécanismes de garantie

Les garanties d'évolution n'évoluent pas dans la Loi de Finances pour 2021. Elles sont identiques depuis 2019.

Garantie d'évolution de la DI de droit commun
<ul style="list-style-type: none"> <li>• DI/hab. minimum : 95% de la DI/hab. N-1</li> <li>• DI/hab. maximum : 110% de la DI/hab. N-1</li> </ul>
Garanties pour les EPCI les plus intégrés
<ul style="list-style-type: none"> <li>• DI/hab. minimum: 100% de la DI/hab. N-1</li> <li>• DI/hab. maximum: 110% de la DI/hab. N-1</li> </ul>

On retrouve donc la garantie d'évolution de droit commun, applicable à tous les EPCI, qui leur permet de bénéficier d'au moins 95% de la dotation d'intercommunalité par habitant de N-1, et un plafond de 110% de l'année précédente.

S'ajoute également une garantie de non-baisse pour les métropoles, communautés urbaines et communautés d'agglomération dont le CIF est supérieur à 0,35 et pour les communautés de communes dont le CIF est supérieur à 0,5. Elle s'applique également pour les EPCI dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 60% de la moyenne de la strate.

## L'écèlement de la dotation de compensation

Ces mesures liées à la réforme de la dotation d'intercommunalité de 2019 seront toujours financées par un prélèvement sur la seconde part de la DGF des EPCI qui est la dotation de compensation. Depuis 2012, cette dernière est uniformément écelée chaque année sur la base d'un taux décidé par le comité des finances locales (CFL). Cet écellement a pour objectif de financer notamment la hausse de population sur le territoire national et la hausse des coûts liés à l'intercommunalité.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Montant total de l'écèlement annuel	119,6M€	103,8M€	146,1M€	106,8M€	114,9M€	89,4M€	84M€
Taux d'écèlement annuel	-2,18%	-1,94%	-2,78%	-2,09%	-2,30%	-1,83%	-1,86%

Sur la base de nos estimations, l'écèlement 2021 devrait être supérieur à celui de 2020 en raison de :

- La reprise des fusions de communes et EPCI
- Le maintien des abondements de péréquation
- Une base écelée qui diminue chaque année



## 4.5 – Les mesures relatives au Fonds de Péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales (FPIC)

### FPIC : Une enveloppe globale toujours maintenue à 1 Md d'euros

L'enveloppe globale du FPIC ne connaît pas de modification en 2021 et reste, cette année encore, figée à 1 milliard d'euros comme décidé en Loi de Finances pour 2019. Cependant, ce maintien ne signifie pas pour autant une absence de changements du montant perçu par le bloc communal localement.

Voici la liste des modifications qui pourraient avoir comme conséquence une variation du montant du FPIC prélevé ou versé pour votre entité :

- L'ensemble des transferts de compétences (impactant le CIF)
- Toute modification de la population DGF
- Toute modification du potentiel financier par habitant
- Toute modification de la carte intercommunale au niveau national

## 4.6 – Un effort massif en faveur de l'investissement

### ➤ Un soutien à l'investissement local renforcé

1/ Le FCTVA qui est la principale aide de l'Etat aux collectivités territoriales en matière d'investissement devrait progresser de 546M€ par rapport à 2020 soit au total 6,5 Mds€ pour 2021. Cela est lié au rythme d'investissement des collectivités qui a été en hausse ces deux dernières années (en corrélation avec le cycle électoral). Cela reste à confirmer avec l'établissement des comptes administratifs 2020 au vu du contexte sanitaire actuel et du ralentissement économique.

2/ La LFR 3 pour 2020, qui prévoit l'abondement exceptionnel de la DSIL d'1Mds€, permettra de financer des investissements dès le dernier trimestre 2020 et en 2021. Ces autorisations d'engagements doivent accorder une priorité aux projets contribuant à la résilience sanitaire, à la transition écologique et à la rénovation du patrimoine public bâti et non bâti.

L'enveloppe des autres dotations reste stable à hauteur de 2 Mds€.

Récapitulatif des concours financiers au soutien de l'investissement local en 2020 et pour 2021 :

	2020	PLF 2021
FCTVA	6 Mds€	6,5 Mds€
DSIL	570 M€	570 M€
DSIL abondement exceptionnel	1 Mds€	
DETR	1,046 Mds€	1,046 Mds€
DPV	150 M€	150 M€
DSID	212 M€	212 M€
<b>TOTAL</b>	<b>9 Mds€</b>	<b>8,5 Mds€</b>

## ➤ Eligibilité des dotations d'investissement

	DSIL	DPV	DETR	DSID
Eligibilité	Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR	Communes défavorisées et présentant des dysfonctionnements urbains	Communes et EPCI < à 20 000 hab. + PF par hab. < à 1,3 fois PF par hab. moyen de la strate	Départements de métropole et d'Outre Mer, métropole de Lyon et collectivités à statut particulier
Objet	Rénovation thermique, transition énergétique, mise aux normes ; développement du numérique, équipements liés à la hausse du nombre d'habitants	Education, culture ; emploi, développement économique, santé ; sécurité, social...	Économique, social, environnemental et touristique, pour développer ou maintenir les services publics	Dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural
Attribution	Par le préfet de région	Par le préfet de département	Par le préfet de département	Par le préfet de région

## 4.7 – Automatisation du FCTVA

Le PLF 2021 prévoit dans son article 57, l'application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA. Repoussée lors des lois de finances pour 2019 et 2020, la première phase débutera dès janvier 2021.

## ➤ Rappel du fonctionnement du FCTVA

Le dispositif est régi par les articles L1615-1 à 1615-12 du CGCT.

Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) est un prélèvement sur recettes de l'Etat destiné à assurer une compensation de la charge de TVA que les collectivités supportent sur leurs dépenses d'investissement. Il constitue la principale aide de l'Etat aux collectivités territoriales en matière d'investissements : 5,949 Md€ en 2020. Pour 2021, le fonds devrait progresser de 546 M€. Pour rappel : le taux de FCTVA est de 16,404% appliqué au montant TTC.

Les différents régimes de versement du FCTVA :

Versement N+2	Régime de versement droit commun. Il prévoit une perception du FCTVA 2 ans après la réalisation de la dépense.
Versement N+1	Régime dérogatoire notamment pour les communes qui se sont engagées en 2009 dans une convention de progression d'investissement.
Versement N	Seuls les EPCI ont la possibilité de percevoir le fonds l'année de la réalisation de la dépense.

Les dépenses sont éligibles en fonction de leur nature : « Les ressources du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée des collectivités territoriales comprennent les dotations ouvertes chaque année par la loi et destinées à permettre progressivement le remboursement intégral de la taxe sur la valeur ajoutée acquittée par les collectivités territoriales et leurs groupements sur leurs dépenses réelles d'investissement ainsi que sur leurs dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie payées à compter du 1er janvier 2016. » (L 1615-1 CGCT).

Le dispositif exposé dans l'article 57 du PLF 2021, vise à dématérialiser l'ensemble de la procédure d'instruction, de contrôle et du versement du FCTVA avec plusieurs bénéfices associés :

- Davantage de fiabilité dans les montants prévisionnels de FCTVA permettant de renforcer la qualité des prévisions budgétaires des collectivités.

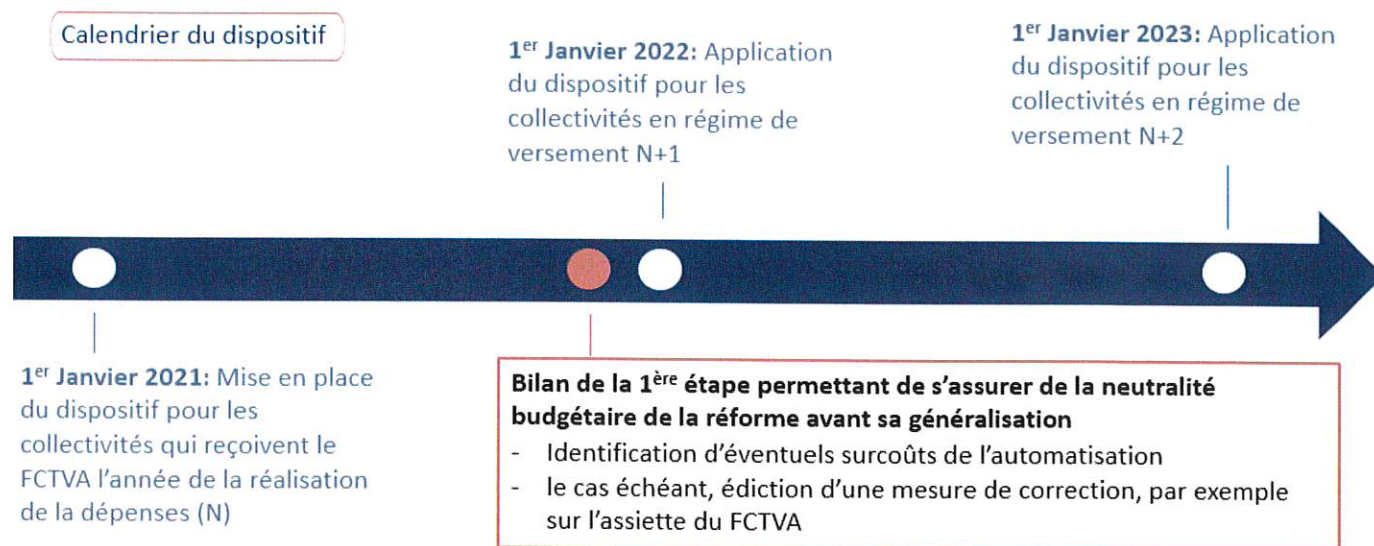


- Une gestion moins lourde pour les collectivités comme pour les services de l'État permettant de raccourcir le délai de versement

### ➤ Une mise en place progressive de la réforme

La loi de finances pour 2020 avait prévu un report de l'entrée en vigueur de la réforme, dans un objectif de respect de la neutralité budgétaire de l'automatisation. Les analyses menées démontrent qu'il demeure un surcoût résiduel pour l'Etat pouvant aller jusqu'à 235 M€ par an, c'est pour cela que le gouvernement souhaite privilégier une mise en œuvre progressive.

Calendrier de la mise en place du dispositif :



Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'automatisation sera mise en place pour les collectivités qui perçoivent le FCTVA l'année de la réalisation de la dépense. Un premier bilan sera établi à l'issue de la première phase permettant de s'assurer de la neutralité budgétaire de la réforme avant de généraliser le processus aux autres collectivités. Le bilan permettra d'identifier les surcoûts et le cas échéant d'appliquer des mesures de corrections. Cette mesure sera couplée à une amélioration des contrôles effectués par les préfetures et les postes comptables.

Une application dédiée au traitement et au versement automatisé du FCTVA a été développée (ALICE).

### ➤ Une modification de la base d'éligibilité

La mise en place de l'automatisation du fonds conduit à utiliser la nomenclature comptable des dépenses engagées comme base d'éligibilité et non plus la nature.

L'article prévoit également la modification de l'article L1615-1 du CGCT qui définit le FCTVA : l'expression « remboursement intégral » est supprimée au profit de « compenser ». Il semble donc que les attributions du FCTVA risquent d'être réduites.

Un décret viendra préciser l'application du dispositif, mais d'ores et déjà, les fonds de concours versés par des collectivités territoriales et EPCI pour des dépenses d'investissement sur leur domaine public routier, ne seront plus éligibles au FCTVA à compter des nouvelles dépenses de l'exercice 2021

Dans ce contexte mondial et national, la communauté de communes Terres des Confluences doit établir ses orientations budgétaires.

## 5 - Les orientations de la Communauté de communes pour 2021

### Rappel des orientations budgétaires 2020 et prospective pour l'année 2021

La Communauté de communes compte 7 budgets :

- 1 budget principal
- 1 budget annexe collecte et traitement des déchets
- 1 budget annexe assainissement non collectif
- 4 budgets de zones d'activités

### Les lignes directrices de construction du budget 2020

- Pour les dépenses de fonctionnement :

Libellé	Indicateur de suivi	Observations
Maitrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement avec pour <b>cible une augmentation de 2%</b> .	😊	
Les attributions de compensation en 2020 ont été révisées avec : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le RAM intercommunal qui a eu son exercice en année pleine</li> <li>• Le cout réel de 2019 du service instruction qui a impacté les AC des communes concernées d'après les dépenses constatées sur l'exercice 2019</li> </ul>	😊	

- Pour les recettes de fonctionnement :

Libellé	Indicateur de suivi	Observations
La fiscalité directe : Taux de taxe d'habitation stable entre 2019 et 2020 suite à la Loi de Finances 2020 Evolution de 2% des Taxes Foncières bâties et non bâties	😊	TH 2019 et 2020 : 9.76%  TFB 2019 : 1.08 % TFB 2020 : 1.1 %  TFNB 2019 : 6.64 % TFNB 2020 : 6.77 %
Réévaluation du coefficient de la TASCOT de 0.05	😊	Tascom 2019 : 1.10  Tascom 2020 : 1.15
Taux de CFE stable	😊	Taux : 33.14%
Produit de la taxe GEMAPI pour 2020 : 100 000 €	😊	Montant de 100 000 € voté au moment du budget
Le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales : par prudence, le budget 2020 avait été établi avec la répartition dérogatoire n°1 , à savoir montant de droit commun + 30 %	😊	Objectif dépassé grâce à l'adoption à l'unanimité des votants  Montant pour la CC : 493 611 € (au lieu de 340 906.80€ prévus)



## ➤ Pour les dépenses d'investissement :

Les principales dépenses d'investissement prises en compte lors du vote du budget 2020 ont été les suivantes :

Libellé	RAR 2019	Inscriptions supplémentaires 2020	Observations	Indicateur
Centre aquatique intercommunal (*)	171 253.28	2 800 000	Le lancement du marché de travaux, initialement prévu fin 2020, va glisser sur 2021 Réalisé 2020 : 607 697.89 €	☹
Avec recette fonds de concours Castelsarrasin		750 000		😊
Avec recette fonds de concours Moissac		750 000		😊
Terrains du centre aquatique		600 000	« Livraison à soi-même ». Terrains transférés de la Zone d'activité de Fleury vers le budget principal pour 451 808.07 €	😊
Cuisine centrale	389 762.41	1 850 000	Réalisé 2020 : 1 030 051.89 € Le marché de travaux a été notifié le 5 août 2020. L'avance forfaitaire aux entreprises, à hauteur de 5% dans le code de la commande publique, a été relevée à 30% afin de soutenir financièrement les entreprises	😊
Extension 2 maison de l'intercommunalité	842 717.03		Extension terminée en 2020.	😊
Développement de modes de déplacement doux			Cette ligne, initialement à 100 000 €, du PPI a été mise à zéro car cela sera inclus dans la requalification des zones d'activités.	
Développer des itinérances		3 000	Réalisé 2020 : 606.36 €	😊
Fonds de concours aux communes financées par le PETR	165 923.03	200 000	Montant attribué 2020 : 85 909.90 €. <b>Les 114 090.10 € non utilisés (200 000 € - 85 909.90 €) seront rajoutés au budget 2021.</b>	😊
Numérique		15 000	<b>Participation annuelle de 7442.12 € jusqu'en 2035</b>	😊
OPAH et pilotage et suivi de la politique en matière d'habitat	80 195.00	200 000	Compte tenu de la crise sanitaire et du report des élections, le marché a été prolongé sur 2021.	😊
PLU des communes membres		50 000	Réalisé : 17 379.19 €	☹
Programme d'aide à l'immobilier d'entreprise		300 000	Aides COVID versées en 2020 : 359 250 € Aides à l'immobilier d'entreprise : 23 180.97 € (39 383.03 € en RAR)	😊
Requalification de l'aire de Laverdoullette		600 000	Le montant prévisionnel de 1 000 000 € initialement prévu a été revu lors de la clause de revoyure des attributions de compensation et ramené à 600 000 €.  Le marché de travaux sera lancé en 2021	☹
Zone de Barrès		1 443 000	Les travaux sont reportés à 2021 en raison du retard pris dans l'instruction du dossier environnemental par les services de l'Etat (dossier déposé début janvier 2019).	☹
Mise aux normes et modernisation des déchetteries	26 580.00	398 000	Le marché de travaux sera lancé en 2021.	☹
<b>Total</b>	<b>1 676 460.75</b>	<b>8 459 000.00</b>		

Concernant la GEMAPI, une dépense de 90 000 € a été inscrite pour 2020 correspondant à une étude de Danger. Cela correspond à la réalisation d'études de danger des systèmes de protection de Lizac, Moissac et Castelsarrasin.

Cette étude a été inscrite en investissement car elle peut déboucher sur des travaux.

Le porteur du projet de programme d'actions est un groupement de commande représenté par l'EPCI du Grand Montauban Communauté d'Agglomération (GMCA) et des Communautés de Communes Terres des Confluences (TDC), Coteaux et Plaines du pays Lafrançaisain (CPPL) et Grand Sud Tarn-et-Garonne (GSTG).

➤ Pour les recettes d'investissement :

Libellé	Indicateur de suivi	Observations
Versement des fonds de concours en investissement pour le centre aquatique intercommunal : <ul style="list-style-type: none"> <li>Commune de Castelsarrasin : 750 000 €</li> <li>Commune de Moissac : 750 000 €</li> </ul>	😊	Versement effectué sur 2020.
Emprunt : 3 000 000 €	😞	Emprunt non réalisé en 2020. Sera réalisé en 2021.
Solde de clôture (excédents de fonctionnement et d'investissement dégagés par les exercices antérieurs)	😊	<p>Le résultat de clôture de l'année N-1 doit être repris dans le budget de l'année suivante. Il est calculé, pour chaque section (fonctionnement et investissement), sur la base des éléments suivants :</p> <p><i>Résultats reportés de N-1 - Résultats de l'exercice (Recettes – dépenses)</i></p> <p>Pour mémoire, les résultats de clôture 2019 repris sur le budget principal de 2020 ont été de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 9 269 287.06 € en fonctionnement</li> <li>➤ 1 770 076.50 € en investissement</li> </ul>
Recettes d'investissement (subventions, FCTVA)	😊	<p>FCTVA : 492 603 €</p> <p>Taxe d'aménagement : 43 219.61 €</p> <p>Subvention en annuité du département :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Cuisine centrale : 7 837.47 €</li> <li>Maison de santé : 26 509.25 €</li> </ul> <p>Subventions autres : 213 981.71 €</p>

Le budget 2020 a été établi avec les orientations suivantes :

**Les orientations 2019-2020 :** Poursuivre les investissements pour développer l'attractivité du territoire, tout en préservant la bonne santé financière de la communauté de communes.

**Quatre priorités ont été données :**

- Rééquilibrer le modèle de développement du territoire en augmentant la part des activités productives et du tourisme dans son revenu ;
- Offrir des services adaptés aux parcours de vie des habitants comme aux attentes des touristes et des nouveaux arrivants ;
- Offrir à tous un cadre de vie de qualité par un aménagement durable du territoire et une mobilité facilitée ;
- Travailler ensemble efficacement en recherchant des réponses collectives.



**Pour répondre à ces priorités, sept chantiers ont été identifiés** comme prioritaires pour le territoire Terres des Confluences.

Pour rappel, le budget 2020 a été établi sur la base du projet de territoire validé en 2015 et identifiant 4 priorités, déclinées en 7 chantiers.

### Premier chantier - Créer un écosystème favorable à l'installation de nouvelles entreprises et à leur pérennisation (zones d'activité économiques, pépinières d'entreprises)

### Deuxième chantier - Augmenter la valeur ajoutée des filières (hors tourisme)

Après avoir approuvé le schéma de développement économique et touristique de la communauté de communes en février 2019, véritable feuille de route en matière de développement économique et touristique pour le territoire pour les 10 années à venir, la Communauté de communes poursuit depuis 2 ans, la concrétisation des actions engagées dans ce cadre.

L'année 2020 a également été marquée par la crise sanitaire du COVID, qui a eu un impact fort sur l'activité économique et a donc modifié les actions de la Communauté de Communes dans ce domaine.

En effet, afin d'accompagner les entreprises dans ces moments difficiles, la Communauté de Communes a débloqué une enveloppe financière de 500.000 € prises sur une partie des fonds dédiés aux aides à l'immobilier d'entreprises (peu consommée en 2020 : 2 dossiers attribués, 5 en cours d'instruction en lien avec la Région, 1 rejet) et sur les dépenses imprévues d'investissement afin d'animer, aux côtés de la Région, des dispositifs d'aides d'urgence et d'accompagnement à la relance des entreprises.

En complément, et plus spécifiquement à destination des petits commerces locaux, une opération « chèque cadeau » a également été lancée avec le déblocage d'une enveloppe financière de 100.000 € afin d'inciter les habitants à consommer dans les commerces du territoire.

**L'année 2021 va donc être fortement marquée par la poursuite de l'accompagnement des entreprises, au travers de ces dispositifs et dont les financements ont été engagés en 2020.**

Néanmoins, l'année 2021, sera également marquée par l'aménagement de la ZA de **Barrès 3 qui doit permettre** d'accueillir des activités à vocation industrielles et artisanales sur une surface cessible d'environ 8 hectares.

Après plusieurs années d'études, notamment environnementales, imposées par la règlementation, les travaux, initialement prévus sur 2019, vont être lancés en 2021 du retard ayant été pris dans l'instruction du dossier environnemental par les services de l'Etat puis lors du lancement de l'enquête publique décalée en raison de la crise sanitaire du COVID et du report des élections municipales. En parallèle de son aménagement, des actions de communication et de commercialisation seront lancées.

Les études en ce qui concerne la **zone de Fleury Est se poursuivront également**. Elle sera aménagée pour pouvoir accueillir des services, commerces et équipements. Les travaux sont décalés en 2022 - 2023.

Des actions de communication et d'animations, notamment en lien avec le Tiers-lieu de Moissac, seront également développées, en s'adaptant à l'évolution du contexte sanitaire : petit déjeuner économique, forum entreprises, création d'une newsletter économique, etc.

**L'ouverture d'un 2ème tiers-lieu dit « de proximité », en partenariat avec la Poste est également envisagé à La Ville Dieu du Temple.**

Les actions à destination des commerces en centre-ville, si l'animation reste de compétence communale, la Communauté de communes continue et accroît son intervention en ce qui concerne le financement d'outils de dynamisation : poursuite de l'opération « chèque cadeaux », **boutiques à l'essai**, mutualisation du logiciel AGDE, bourse des locaux vacants.



Enfin, dans la continuité de ce qui est prévu dans le PPI, une enveloppe pour les aides financières aux entreprises sera inscrite dans le budget 2021 à hauteur de 300.000 €.

### **Troisième chantier - Créer les conditions pour faire du tourisme un levier de développement (création d'un office de tourisme intercommunal)**

Puisque la notoriété d'un territoire passe aussi par son attractivité touristique, le schéma de développement économique et touristique prévoit également des actions en matière de développement touristique.

Un des premiers objectifs a été d'optimiser l'organisation touristique sur le territoire pour gagner en efficacité, notamment par la création de l'office de tourisme intercommunal Moissac-Terres des Confluences en 2018. Une convention financière et d'objectifs liait la Communauté de Communes et l'Office de Tourisme Intercommunal autour du développement d'un projet commun pour la période 2018-2020. Ces 3 premières années ont été marquées par la structuration de l'Office de Tourisme, la mise en place de la taxe de séjour intercommunale, l'obtention de différentes labellisations et classements (Grand Site, Catégorie 1, marque qualité, etc.)

L'office de tourisme a également mis en place, depuis 2019, des actions pour fédérer et professionnaliser les acteurs du tourisme du territoire afin de répondre au mieux aux nouvelles attentes des touristes venant découvrir notre territoire, et notamment :

1. Eductours ;
2. Des Ateliers autour de la « Taxe de séjour »
3. Les Ateliers « simulation outil gestion de la taxe de séjour » en mai et en juillet 2019 ;
4. Développement du réseau Ambassadeurs,
5. Le déploiement du projet des « chuchoteurs »

Le secteur du tourisme n'a pas été épargné par la crise sanitaire du COVID, et notamment au cours des mois d'avril, mai, juin, octobre et novembre. Cette baisse de fréquentation se ressent sur la collecte de la taxe de séjour : 56 341.22 € à ce jour collecté en 2020 contre 74 226.87 € collectés en 2019.

Pour la poursuite des actions dans le cadre de ce domaine de compétence, le conseil communautaire a fait le choix de renouveler, pour une année, la convention qui la lie avec l'office de tourisme intercommunal, le temps pour les nouveaux élus communautaires de faire le point sur les actions nouvelles à engager dans le cadre de la nouvelle mandature.

**Néanmoins, plusieurs enjeux sont d'ores et déjà identifiés dans son cadre : le déplacement de la partie « accueil » de l'office de tourisme de Moissac sur les flux touristiques, à proximité immédiate de l'Abbaye, la construction d'une destination « Sport, détente, bien être, culture et loisirs » et l'amélioration de la visibilité du territoire par la promotion numérique.**

Enfin, le projet de labellisation de chemins de randonnées sera relancé.

### **Quatrième chantier - Doter le territoire en services et équipements attractifs (construction d'une cuisine centrale, construction d'une piscine, construction d'une maison de santé, participation au développement du haut débit sur le territoire).**

Le constat est partagé pour dire que le territoire est un pôle commercial et de services, toutefois il manque d'équipements structurants de qualité et l'accès aux services, notamment médicaux, est inégal selon le lieu de vie.

La communauté de communes a donc une politique volontariste pour prendre en compte l'évolution des besoins des habitants actuels et futurs.

### **Le centre aquatique intercommunal est le projet emblématique.**



L'année 2018 a permis d'acter un certain nombre de financements, notamment de la part des communes de Castelsarrasin, de Moissac et du département via les enveloppes communales.  
En 2019 le projet est entré dans sa phase opérationnelle avec notamment le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre Po & Po.

Voici le visuel de l'opération :





L'objectif du projet est d'offrir un équipement de qualité et d'un coût d'usage maîtrisé pour répondre aux besoins d'apprentissage de la natation en milieu scolaire, aux usages sportifs, familiaux et de détente. Le centre aquatique sera situé sur la ZAC Fleury – à Castelsarrasin, pour une emprise foncière de 13 513 m<sup>2</sup>.

### L'opération comprend la réalisation :

- D'un bâtiment de 3130,3 m<sup>2</sup> décomposé de la façon suivante :
  - 333,5 m<sup>2</sup> pour l'espace accueil et personnel
  - 656,4 m<sup>2</sup> pour l'espace vestiaire
  - 1 340,6 m<sup>2</sup> pour l'espace piscine avec un bassin sportif de 315,5 m<sup>2</sup> et 5 couloirs de nage, un bassin apprentissage de 197 m<sup>2</sup> et un toboggan
  - 120 m<sup>2</sup> pour l'espace bien-être
  - 628.8 m<sup>2</sup> pour les locaux techniques
- L'aménagement des espaces extérieurs avec une aire de jeux d'eau de 130 m<sup>2</sup>, des espaces de détente et des zones de stationnement, accès et espaces verts.

### Rappel des étapes de validation à ce jour :

- ⇒ Validation du programme et lancement du concours de maîtrise d'œuvre le 12/02/2019 par le conseil communautaire
- ⇒ Jurys de concours le 9 mai 2019 pour sélectionner les 3 candidats et le 27 septembre de la même année pour choisir le lauréat du concours
- ⇒ Notification de la décision du président pour le choix du maître d'œuvre le 17 octobre 2019.
- ⇒ Validation de l'avant-projet définitif (APD), autorisation du président à déposer le permis de construire et validation du plan de financement lors du Conseil Communautaire du 6 février 2020
- ⇒ Dépôt du permis de construire fin mars 2020
- ⇒ Lancement consultation entreprises en août 2020 (22 lots)
- ⇒ Demandes de subventions au printemps 2020
- ⇒

### Prochaines étapes importantes à venir :

- ⇒ La Commission d'Appel d'Offre se réunit le 26 janvier 2021 pour l'attribution des marchés de travaux
- ⇒ Notification des marchés en février 2021 **avec un démarrage des travaux en avril 2021** (car 2 mois de préparation du chantier)

Avec pour objectif une ouverture de l'équipement à l'été 2022.

Une réflexion sera à mener concernant le choix du mode de gestion de ce nouvel équipement : un accompagnement par un bureau d'étude sera nécessaire pour mettre en place le mode de gestion choisi. Cela est proposé au budget 2021

**Le montant total de l'opération s'élève à 11 132 950 € HT.**

**Le montant des financements obtenus à ce jour s'élève à 7 013 034 €** et se décompose de la façon suivante :

- Agence Nationale du Sport (ANS) : 600 000 €
- Etat dossier Gros Œuvre (Contrat de ruralité) : 715 200 €
- Région (aide au titre de la construction ou rénovation d'équipements sportifs) : 1 200 000 €
- Région (aide au développement des chaufferies biomasse énergie) : 92 423 €
- Département – enveloppes communales 2016-2020 : 985 392 € (en annuités)
- Département – enveloppe Communauté de communes : 420 019 € (en annuités)
- Commune de Moissac : 1 500 000 € (déjà versé)
- Commune de Castelsarrasin : 1 500 000 € (déjà versé)



Soit près de 63% du coût du projet global. Les montants d'aides obtenues sont supérieurs aux prévisions et ont un impact positif sur la prospective financière de la communauté.



## L'ouverture de la maison de santé pluridisciplinaire de St Nicolas de la Grave et la signature du Contrat Local de Santé Terres des Confluences

L'accès aux soins est également une priorité. Les travaux de la **maison de santé pluridisciplinaire de Saint-Nicolas se sont achevés en août 2019**. L'établissement a donc ouvert ses portes en septembre 2019 comme prévu, regroupant des médecins, des kinésithérapeutes et des infirmières.



La volonté de la Communauté des communes Terres des Confluences est de donner de la cohérence à l'action en matière de santé en liant toutes les initiatives existantes. Pour cela, elle s'est lancée dans une démarche d'élaboration d'un **Contrat Local de Santé (CLS)** qui a mis en synergie une centaine d'acteurs de santé du territoire. Depuis le 28 août 2019, Terre des Confluences est signataire de son CLS avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) ainsi que les signataires associés : Caisse Primaire d'Assurance Maladie, Mutualité Sociale Agricole, Conseil Départemental, Centre Hospitalier Intercommunal, Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP).

Depuis janvier 2020, le CLS est animé par un coordinateur dont le poste est financé par Terres des Confluences et l'ARS. Le coordinateur est l'interlocuteur et le relais des institutions signataires pour le déploiement des politiques publiques sur le territoire, dans le cadre des axes validés du CLS :

- Organisation des soins primaires
- Prévention et promotion de la santé
- Protection des populations : santé environnementale
- Parcours vieillissement
- Parcours santé mentale
- Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux soins des plus démunis (PRAPS)



La gouvernance du CLS est partagée, elle s'organise selon trois niveaux :

1/ Comité de pilotage qui mobilise le Président de la communauté de communes et le Directeur Départemental de l'ARS est l'instance stratégique et opérationnelle. Il veille à la pérennisation du dispositif et des actions engagées. Il s'est réuni le 28 août 2020.

2/ Comité de suivi qui mobilise les signataires associés est une instance consultative, il s'est réuni le 03 juin 2020. Il contribue à la mise en œuvre du programme de travail. Il possède une fonction d'expertise permanente.

3/ Réunion des porteurs d'actions du CLS, elle s'est tenue le 25 février 2020 et le 19 novembre 2020. Il s'est agi de restituer l'état d'avancement et de mise en œuvre de leurs actions. De nombreuses actions ont été adaptées au contexte de crise sanitaire avec notamment des actions de prévention Covid 19 et de dépistages.

Actions CLS	Date
Action prévention COVID Moissac	02-juil-20
Action prévention COVID Castelsarrasin	23-juil-20
Action prévention moustique tigre Moissac	05-sept-20
Action dépistage COVID La-Ville-Dieu-du-Temple	25-août-20
Action dépistage COVID Saint-Porquier	27-août-20
Action dépistage COVID aire de Laverdoulette	20-oct-20

### La construction d'une nouvelle cuisine centrale intercommunale :

Ce projet est également entré dans sa phase opérationnelle en 2019 puisque l'équipe de maîtrise d'œuvre a été retenue, il s'agit de Laborerie Taulier/OTEIS. Ainsi, les travaux ont débuté en août 2020 pour une ouverture programmée en septembre 2021.

**Afin de favoriser l'aide aux entreprises et de renflouer leur trésorerie, l'avance forfaitaire sur les travaux de cet équipement a été portée à 30 % (au lieu de 5% prévu au Code de la Commande Publique).**

Ce nouvel équipement doit permettre de développer les circuits courts et d'aller au-delà des exigences de la loi Alimentation votée en 2018 par l'assemblée nationale.

La nouvelle Cuisine centrale sera située à la ZAC BARRES I sur une parcelle de 4 332 m<sup>2</sup>.

Voici le visuel de l'opération :









L'opération comprend la réalisation :

- D'un bâtiment de 681 m<sup>2</sup> pour une capacité de production de 2 500 repas jours (contre 1 800 aujourd'hui) et une capacité de stockage équivalent à 3 000 repas. Les repas seront produits en liaison froide : repas scolaires et portage de repas à domicile.
- L'aménagement des espaces extérieurs (stationnement, accès, espaces verts).

**Le montant des travaux s'élève à 2 404 602.66 € HT (soit 2 885 523.19 € TTC).**

**Le montant des financements obtenus à ce jour s'élève à 1 672 200 € et se décompose de la façon suivante :**

- Etat DETR : 324 000 €
- Etat (Plan de relance) : 412 200 €
- Région (Contrat territorial 2020 Occitanie) : 636 000 €
- Département : 300 000 € (en annuités)



La cuisine centrale actuelle est gérée en Délégation de Service Public (DSP) jusqu'au 31/08/2021. Un groupe de travail a été créé au conseil communautaire de septembre 2020 afin de mener une réflexion sur le choix du mode de gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021. Les membres du comité de pilotage ont souhaité maintenir le fonctionnement en place à savoir :



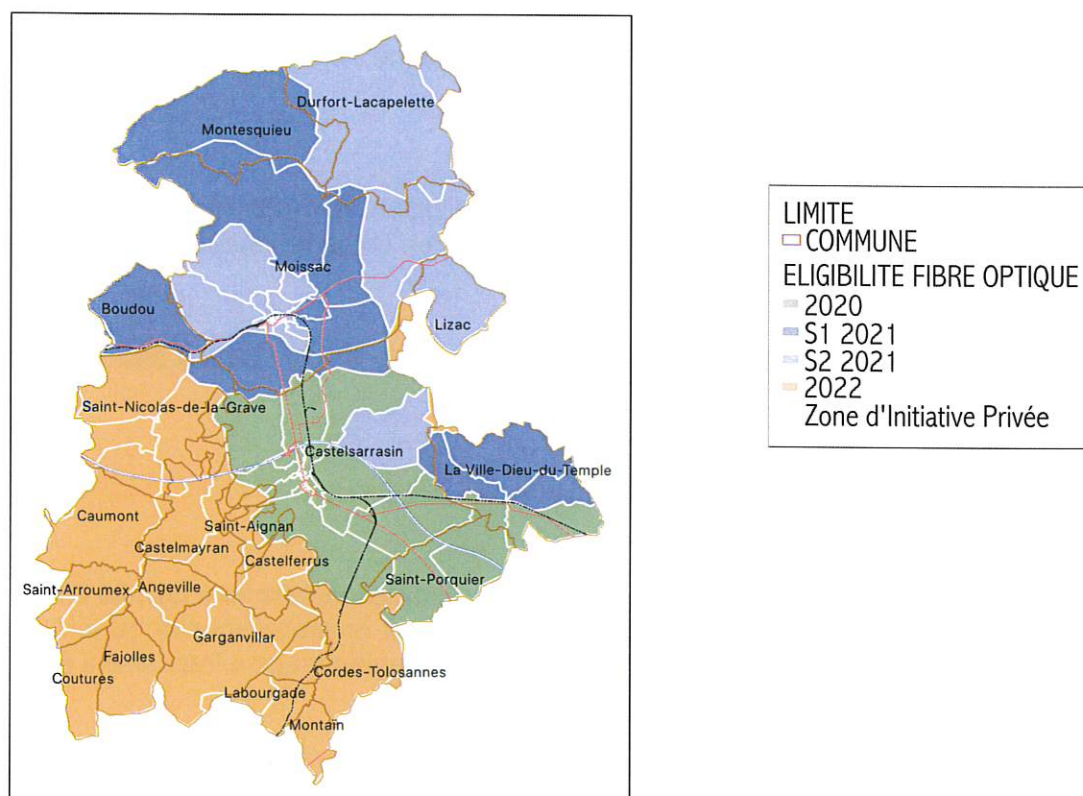
- Facturation des usagers par les communes et CCAS ;
- Gestion des offices de restauration par du personnel communal ;

Par conséquent, un accord-cadre à bons de commande sera mis en place fin janvier 2021 dans lequel la Communauté de Communes est désignée coordonnateur du groupement. Les membres du groupement étant les communes bénéficiaires du service : Castelsarrasin, Moissac, Boudou, Montesquieu.

Le marché de prestation de services devra être lancé en janvier février pour une attribution en juin 2021.

### Le développement de la fibre

La Communauté de communes continuera à soutenir Tarn-et-Garonne Numérique pour donner accès à la fibre optique à tous d'ici 2022.



#### ➤ Point d'étape du déploiement de la fibre

Télétravail, téléconsultations, école à domicile, loisirs, culture, lien social... La crise sanitaire de 2020 a eu pour effet d'accentuer soudainement et massivement nos besoins en services numériques performants.

Dans ce contexte, le déploiement de la fibre optique engagé sur notre territoire par Tarn-et-Garonne Numérique et Octogone Fibre apporte la meilleure réponse aux premiers milliers de foyers éligibles et permettra à tous de disposer d'un **service Internet/Télévision/Téléphonie Fixe à très haut débit d'ici 2022**.



Malgré les retards de réalisation des travaux liés à la crise sanitaire, le calendrier maintient un **objectif de couverture de 100% du territoire à échéance 2022**.

Après l'installation des trois centraux optiques (Moissac, Castelsarrasin et Saint Aignan) et la mise en place des tronçons structurants, place au déploiement du réseau de distribution pour permettre à plus de 23 000 foyers, entreprises et sites publics de la Communauté de communes de bénéficier de la fibre optique.



*Pose du central optique à Saint-Aignan le 18/06/2020*

L'ouverture du service est séquentielle au fur et à mesure de la mise en service des 58 sous-répartiteurs optiques (SRO) installés sur le territoire, et qui concentrent chacun environ 400 abonnés. Après ouverture, il faut compter jusqu'à 5 à 6 mois pour que l'ensemble des abonnés d'un même SRO soient éligibles, le temps de finaliser le réseau de distribution.

Une quinzaine de SRO sont d'ores et déjà ouverts à la commercialisation fin 2020 sur les secteurs de Castelsarrasin et La Ville-Dieu-du-Temple soit près de 6 000 logements en cours de raccordement.

**En 2021, plus de 9 000 prises supplémentaires seront construites, puis en 2022 les 8 000 dernières sur le secteur sud de la Garonne.**

### **Cinquième chantier – Réduire l'impact environnemental du territoire par le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)**

**L'élaboration du PCAET a été lancée par délibération du conseil communautaire le 5 juin 2018.**

Ce document a vocation à déterminer les actions visant à réduire l'impact environnemental du territoire ; enjeu essentiel à l'heure où la Région Occitanie ambitionne de devenir la première région française à énergie positive.

Véritable outil de planification, le PCAET constitue un programme local de développement durable concernant tous les domaines d'activité (aménagement, économie, agriculture, transports, déchets...) et mobilisant tous les acteurs du territoire (personnes publiques, habitants, entreprises, associations...).

Il a pour objectif de réduire les impacts du territoire à la fois :

- Sur le climat (impacts globaux) : réduction des émissions de gaz à effet de serre et adaptation du territoire au changement climatique
- Sur l'air (impacts locaux) : réduction des polluants atmosphériques avec pour principal levier d'action l'énergie, via notamment : la sobriété énergétique (changement des comportements), l'efficacité énergétique (bâtiments/équipements/technologies plus performants) et le développement des énergies renouvelables

De plus, l'élaboration du PCAET doit obligatoirement faire l'objet **d'une concertation avec la population et les acteurs du territoire**. Sur cet aspect, la communauté de communes Terres des Confluences a été innovante : elle a fait le choix de mettre en place **un groupe citoyen**.

L'objectif de ce groupe est de permettre aux citoyens, qui se sont portés volontaires, de participer à l'élaboration du PCAET en émettant des avis et des propositions à chaque étape de la démarche.

Ce groupe, composé de 38 citoyens, s'est réuni trois fois entre octobre 2019 et février 2020.

Une première réunion s'est tenue le 10 octobre 2019 et une autre le 12 décembre 2019. Lors de la dernière réunion, le 24 février 2020, le groupe a émis un avis plus approfondi sur la stratégie et une première version



des actions à mener. Ce groupe citoyen est animé par les techniciens de la communauté de communes en charge de l'élaboration du PCAET et par un bureau d'études. Les citoyens membres ont un lien avec le territoire (domicile, travail, loisirs...), ils interviennent en leur nom personnel, et non en tant que représentants d'une association constituée, et ils ne doivent pas avoir le statut d'élu.

La communauté de communes est accompagnée par un bureau d'études pour l'élaboration de son PCAET depuis le 8 février 2019 (date d'attribution du marché).

- La première phase relative à la réalisation d'un diagnostic du territoire a été finalisée en septembre 2019.
- La deuxième phase relative à l'élaboration de la stratégie (définition des objectifs à atteindre sur le territoire à l'horizon 2030 en matière de transition énergétique et climatique) a été validée en février 2020.
- **La dernière et troisième phase relative à l'élaboration du plan d'actions est en cours. L'approbation définitive du PCAET est prévue fin 2021.**

Les 8 grands axes retenus pour la stratégie du PCAET sont les suivants :

- Accompagner les habitants dans la construction, la rénovation et les usages de leurs logements
- Développer une diversité d'énergies renouvelables en maîtrisant les projets
- Aménager le territoire en intégrant les enjeux air-énergie-climat
- Faciliter l'essor d'une mobilité alternative
- Préparer le territoire aux changements climatiques à venir
- Faire de l'agriculture de qualité et de la forêt des piliers de lutte contre le changement climatique
- Favoriser de nouveaux modes de production et de consommation
- Être exemplaire dans la gestion du patrimoine et l'exercice des compétences et mobiliser autour du PCAET

**Les premières actions pourraient ainsi être concrétisées dès 2021 notamment en matière de lutte contre la précarité énergétique des logements (lien avec l'étude pré-opérationnelle en cours, portée par la Communauté de communes).**

### **Sixième chantier - Mettre en place le cadre d'un aménagement cohérent et de qualité (OPAH, PLUI-H)**

Dès 2015, bien que la loi ne l'imposait pas, la Communauté de communes Terres de Confluences a pris la compétence planification afin de repenser l'aménagement du territoire et introduire davantage de cohérence à l'échelle intercommunale selon des principes d'aménagement durable et respectueux de l'environnement. Suite à la fusion, la nouvelle communauté a maintenu ce cap.

L'élaboration lancée en 2017 et en cours, du **Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat** (PLUI-H) va permettre de se doter d'outils opérationnels pour répondre à ces objectifs d'aménagement cohérent. Ce document **a été arrêté le 6 février 2020**. Le projet a été soumis à la phase de consultation administrative, prolongée par l'état d'urgence et s'est terminé en octobre 2020. Les différents avis reçus lors de cette phase, notamment les avis défavorables ou avec prescriptions des services de l'ETAT (Commission Départementale de Préservations des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers, avis du préfet sur la demande de dérogation à l'urbanisation limitée, comité régional de l'Habitat et de l'Hébergement), vont probablement entraîner un nouvel arrêt de projet. La phase d'approbation (enquête publique et délibération d'approbation) va donc être retardée.

Parallèlement au PLUI, la question de l'**habitat** prend une place centrale à l'échelle intercommunale : une **étude pré-opérationnelle** pour l'Amélioration Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ou d'un Programme d'Intérêt Général (PIG) a été lancé en décembre 2019 afin de mettre en place, les premières actions pour lutter contre la précarité énergétique de certains logements, pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, ...**Suite à l'état d'urgence cette étude a été retardée. Le dispositif sera probablement mis en place fin 1<sup>er</sup> semestre 2021.**



Sur le sujet du logement, par arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2019, la Communauté de Communes s'est dotée d'une Conférence intercommunale du logement (CIL).

Co-présidée par le Président de l'EPCI et le Préfet, elle est composée de 3 collèges : un collège de représentants des collectivités territoriales dont les maires sont membres de droit, un collège de représentants des professionnels intervenant dans le champ des attributions (bailleurs sociaux, réservataires...) et un dernier collège de représentants des usagers ou des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement. La CIL adopte des orientations et des objectifs quantitatifs et qualitatifs concernant :

- Les attributions et les mutations sur le patrimoine locatif social présent ou prévu sur le territoire ;
- Les modalités de relogement des personnes relevant des accords collectifs (départemental ou intercommunal), déclarées prioritaires au titre du Droit Au Logement Opposable (DALO) ou relevant des projets de renouvellement urbain ;
- Les modalités de coopération inter-partenariale.

Les orientations de la CIL sont déclinées dans la convention intercommunale d'attribution qui fixe des engagements chiffrés aux différents partenaires et devra être annexée au contrat de ville de Moissac, conformément à l'article 8 de la loi Ville du 21 février 2014.

Après plus d'un an de travail réalisé en étroite collaboration avec les partenaires, la Conférence intercommunale du logement réunie le 4 juillet 2019 a adopté le document-cadre et la Convention Intercommunale d'Attribution puis approuvé en Conseil communautaire en novembre 2019.

**Suite aux deux décrets parus en 2020 qui donnent l'obligation de gérer l'attribution des logements sociaux en flux et l'obligation de créer une grille de cotation de la demande, la communauté de communes, accompagnée du bureau d'étude AATIKO, a organisé des réunions de travail avec les différents partenaires (communes, Etat, réservataires, bailleurs) afin de répondre à cette obligation qui sera applicable pour septembre 2021.**

La convention intercommunale d'attribution sera donc modifiée et complétée à l'issue de ces travaux. Un projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs a également été élaboré et sera soumis à consultation et à approbation.

Sur la question de l'habitat enfin, d'importants travaux de réhabilitation de l'aire d'accueil des gens du voyage de Laverdoulette devront être réalisés afin de moderniser cet équipement et en faciliter la gestion.

Le maître d'œuvre est Prima Ingénierie Sud-Ouest.

L'Avant-Projet Sommaire a été présenté en octobre 2020.

**Une réalisation des travaux est programmée à la fin du deuxième semestre 2021. Les travaux porteront notamment sur l'installation d'un nouveau système de télégestion et la sécurisation de l'accès au site.**

De plus, un travail sur l'offre d'habitat adapté pour la sédentarisation, qui est le besoin majoritaire sur le territoire s'est engagé en 2020 avec l'identification de terrains familiaux. La CCTC a versé au diagnostic du nouveau schéma départemental d'accueil des gens du voyage son étude menée au printemps 2019 afin de trouver des solutions de sédentarisation notamment des terrains familiaux.

**Septième chantier - Construire et animer les solidarités territoriales (mise aux normes déchetterie de Moissac, entretien et renouvellement voirie pour Sère Garonne Gimone – Lavilledieu et Saint Porquier)**

La Communauté de communes a vocation à garantir un équilibre territorial et une modernisation des services et des équipements sur l'ensemble du territoire intercommunal.



## Les travaux programmés :

Les **travaux de mises aux normes des déchetteries** du territoire seront réalisés à partir de 2021 et se poursuivront en 2022 (le marché de maîtrise d'œuvre a été attribué fin 2019).

Le montant des travaux est estimé à 665 640 € HT.

Une subvention de l'ADEME à hauteur de 63 900 € a été accordée.

Des subventions ont été sollicitées auprès de l'Etat, la Région et le Département.

## Les transferts de compétences :

Pour 2021, il n'est pas prévu de transferts de compétences. Les attributions de compensation seront révisées pour prendre en compte le coût réel de 2020 du service commun d'instruction des demandes d'urbanisme

## Les actions de mutualisation :

### a) Les mises à disposition

La diminution des dotations de l'Etat devra inciter chaque collectivité à développer des **actions de mutualisation**. Pour cette raison, en 2019, suite à la définition de l'intérêt communautaire de la voirie, les services techniques des communes ayant nouvellement transféré leur compétence voirie à la communauté ont mis à disposition partiellement leurs agents techniques afin de rationaliser le fonctionnement sur cette compétence.

Les actions de mutualisation déjà initiées en 2018 ont également été poursuivies : service marchés publics de Castelsarrasin, directrice financière de Castelsarrasin, géomaticien, afin de tendre vers toujours plus d'optimisation des ressources présentes sur le territoire.

En outre, la mutualisation sous forme de prestations de service sera formalisée concernant le service informatique de la ville de Castelsarrasin.

### b) Mutualisation des achats et de projets

Des groupements de commande sont en cours, et de nouveaux ont été lancés en 2019 pour une bonne gestion des deniers publics :

- Achat d'électricité et/ou gaz combustibles et de services en matière d'efficacité énergétique avec comme coordonnateur de groupement de commande : le Syndicat Départemental d'Energie de Tarn et Garonne (SDE).  
Le marché regroupe 190 membres à l'échelle du Tarn et Garonne dont 157 communes et 33 acheteurs publics autres que des communes (Communautés de communes, syndicats, collèges...). Ce marché sera effectif jusqu'au 31/12/2021.
- Travaux de signalisation horizontale et divers marquages au sol : Ce nouveau groupement de commande a été attribué fin 2019. Il est conclu entre les communes d'Angeville, Boudou, Castelferrus, Castelmayran, Caumont, Coutures, Cordes-Tolosannes, Durfort-Lacapelette, Fajolles, Garganvillar, Labourgade, Lafitte, La Ville-Dieu-du-Temple, Lizac, Montaïn, Montesquieu, Saint Aignan, Saint Arroumex, Saint Nicolas de la Grave et la Communauté de Communes Terres des Confluences, cette dernière étant coordonnateur du groupement).  
Avec l'accord des 19 communes adhérentes, ce marché a été résilié en 2020 pour motif d'intérêt général, le cahier des charges n'étant pas favorable aux communes et à la communauté de communes. Il sera donc relancé début 2021.
- Rénovation, extension, exploitation et maintenance des installations d'éclairage public, d'éclairage d'équipements sportifs et de signalisation tricolore : groupement de commandes entre la Commune de Castelsarrasin (coordonnateur) et la Communauté de Communes Terres des Confluences.  
Ce nouveau groupement de commande a été attribué en juillet 2019 pour une durée maximale de 48 mois.

- **Groupement de commande pour la restauration collective en 2021 entre la communauté de communes Terres des Confluences (coordonnateur du groupement), les communes de Castelsarrasin, Moissac, Boudou, Montesquieu, les CCAS de Castelsarrasin et Moissac.**  
Ce nouveau groupement de commande sera attribué en juin pour un démarrage au 1<sup>er</sup> septembre 2021 sur une durée de 4 ans.

Dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), la réalisation d'un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (P.A.P.I.) dans le cadre de la Stratégie locale de Gestion des risques Inondation (SLGRI) du Tarn aval, regroupe 4 EPCI avec la communauté d'agglomération du Grand Montauban comme coordonnateur du groupement de commande

### Autre action de solidarité envers les communes : les Fonds de concours

La Communauté de communes a prévu une enveloppe annuelle de 200 000 € dédiée à la mise en place d'une politique de fonds de concours à destination des communes membres pendant 6 ans, sous forme d'AP/CP (Autorisation de Programme, Crédit de Paiement).

Cette politique de fonds de concours a été définie, par un règlement intérieur, fruit d'un travail commun entre la communauté de communes et les communes. Adopté en conseil communautaire en juillet 2019, il détermine les principes généraux, les modalités et conditions d'octroi des fonds de concours et la procédure de demande de fonds de concours. Ce dispositif a été mis en œuvre depuis 2019.

Pour rappel, en 2019 18 communes ont sollicité des fonds de concours pour un montant total de 168 421,07 € soit 84% de l'enveloppe budgétisée.

Pour cette année 2020, et à la date de la rédaction de ce document, ont été alloués les fonds de concours suivants :

**Au total, 8 communes ont sollicité des fonds de concours auprès de la communauté de communes pour un total de 85 909.90 € soit 43% de l'enveloppe budgétisée.**

Les travaux financés sont les suivants :

- Restauration de l'église Saint-Martin à Coutures
- Création d'un espace propreté à Angeville
- Installation de panneaux photovoltaïques sur un bâtiment communal de Lizac
- Réhabilitation de l'ancienne mairie de Saint-Aignan en locaux professionnels
- Installation d'un système de géothermie à l'école maternelle de Ducau de Castelsarrasin
- Travaux de busage de fossés et création d'un chemin piétonnier à La-Ville-Dieu-Du-Temple

L'enveloppe non consommée sera reportée sur le budget 2021.

### Le pacte fiscal et financier

Le pacte financier et fiscal est un outil de gestion du territoire. Dans un contexte de raréfaction de la ressource publique, il vise à mieux connaître son territoire du point de vue financier et fiscal et d'en analyser les capacités budgétaires pour réaliser des projets du bloc communal constitué des communes et de l'EPCI. Il s'articule au projet de territoire et au schéma de mutualisation en identifiant les modalités de mise en commun des moyens financiers et fiscaux.



Un travail sur la mise en place d'un tel outil de solidarité est à envisager pour le mandat qui débute.

**Le présent document a été élaboré dans la continuité des projets déjà engagés, en cours. Toutefois, le renouvellement électoral du printemps 2020 va être l'occasion de retravailler collectivement la feuille de route 2020 2026.**

Pour cela, une méthodologie a été présentée à l'ensemble des élus municipaux. Quinze ateliers prospectifs sont programmés sur les thématiques suivantes :

#### **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :**

- 1/ Accueil des entreprises : une complémentarité à trouver entre centre-ville, périphérie et centres bourgs.
- 2/ Animations économiques et attractivité : quelles actions mettre en place ? Avec quels acteurs ? Quelles thématiques à privilégier ?

#### **TOURISME :**

Tourisme et attractivité : vers la construction d'une destination « Sport-Culture-Bien-être ».

#### **CADRE DE VIE :**

- 1/ Vers une agriculture plus vertueuse et plus qualitative. Favoriser les circuits courts. Fédérer les producteurs locaux. Repenser la politique d'aides à destination des nouvelles installations.
- 2/ Environnement : quel niveau d'exigence pour notre territoire ? Qualité de l'eau.
- 3/ Déchets : schéma de collecte.
- 4/ Assainissement non collectif.
- 5/ Habitat / construction neuve performante et rénovation énergétique des bâtiments.
- 6/ Comment lutter contre la désertification médicale ?
- 7/ Mobilité : quelle orientation donnée à l'échelon intercommunal ?

#### **ACTIONS DE SOLIDARITE TERRITORIALE / QUELLE VOLONTE POLITIQUE ?**

- 1/ Bilan du plan pluriannuel d'investissement 2017-2021 et des actions de solidarité financière. Lancement d'un pacte de solidarité fiscale et financière.
- 2/ Marchés publics et groupements de commande.
- 3/ Mutualisation des moyens humains : quelle orientation ?

#### **COMMUNICATION :**

Quelle communication pour le mandat 2020-2026 ?

#### **DEVELOPPEMENT SOCIAL :**

Quel développement social intercommunal ?

A l'issue de ces rencontres, un séminaire réunira les élus du territoire pour répondre à la question : quels projets pour le mandat 2020 2026 ?

## 6 - Les éléments de prospective budgétaire

Au regard des contraintes et du contexte très incertain pesant sur les finances des collectivités, les budgets des exercices successifs ne peuvent plus être conçus indépendamment les uns des autres, mais doivent au contraire s'inscrire dans une démarche et une vision pluriannuelles.

Il est donc nécessaire de donner de la lisibilité au regard des projets en cours, afin d'apprécier les marges de manœuvre pour le nouveau mandat.

Pour rappel, en juillet 2017, à l'occasion d'une rencontre avec les élus municipaux, à la vue des projets ambitieux intégrés au projet de territoire, la prospective financière faisait apparaître la nécessité d'une hausse de la fiscalité de **8%, d'ici 2020**, des 4 taux (TH, TFB, TFNB et CFE) et une hausse de 6% de ces mêmes taux en 2021, **soit une hausse des 4 taux entre 2017 et 2021 de 14% pour pouvoir financer le PPI ce qui aurait généré 2,4 millions de recettes sur la période. Or sur la période 2017-2020 les évolutions de fiscalité ont été les suivantes :**

- Taxe d'Habitation : +4%
- Taxes Foncières +6%
- CFE+0%

**Soit un produit fiscal supplémentaire sur la période 2017-2020 de 505 491 € au lieu de 2,4 millions.**

La prospective 2020-2026 a été actualisée et présentée de manière consolidée (budget principal et budgets annexes) lors de la conférence des Maires du 22 septembre 2020. Pour pallier l'absence, sur le précédent mandat, des évolutions des recettes fiscales nécessaires à la réalisation du PPI, plusieurs scénarii ont été présentés. Ces scénarii prenaient en compte la réduction du PPI avec notamment la suppression de la construction de la Maison de l'Intercommunalité, de la pépinière d'entreprises et le décalage de l'aménagement de la zone de Fleury.

La synthèse faisait apparaître la nécessité de faire évoluer les recettes de fonctionnement de l'ordre de 800 k€ par an pour préserver une situation financière saine, permettre la réalisation du PPI réduit et envisager le financement de nouveaux projets.

Les orientations budgétaires se sont basées sur ce PPI révisé et réduit. Le niveau d'investissement reste ambitieux et obligera la communauté de communes à recourir à l'emprunt en 2021 pour le financement des nouveaux chantiers structurants et notamment le centre aquatique.

Toutefois, afin de ne pas dégrader les indicateurs financiers de la communauté, il sera nécessaire de combiner le recours à l'emprunt et la dynamisation des recettes de fonctionnement. Il est notamment envisagé une **dynamisation des recettes fiscales par la hausse du taux de foncier bâti à 3% (moyenne régionale = 3,39%)**.

Les projets structurants seront achevés en 2021 pour la cuisine centrale, et en 2022 pour le centre aquatique, puis entreront en phase d'exploitation engendrant des charges de fonctionnement importantes.

L'année 2021 sera une année charnière pour cela ; l'objectif étant de ne pas fragiliser davantage les épargnes nette et brute de la communauté.

### **En 2021, quelles sont les forces et les faiblesses des finances intercommunales ?**

L'analyse financière met en avant les points clés suivants :

- 😊 Indicateurs favorables :
  - un autofinancement élevé ;
  - une absence de risques externes (pas de dette garantie).
- 😐 Indicateurs moyens :



- un endettement faible à ce jour mais qui va augmenter au cours de l'année avec le recours à l'emprunt pour les projets structurants et une capacité de désendettement qui va se détériorer. Néanmoins, compte tenu du contexte financier, la collectivité pourra bénéficier des taux d'intérêt très faibles pour ces emprunts
- ☹ Indicateurs défavorables :
  - le poids du budget annexe sur le budget principal de la communauté de communes :
    - Barres Fleury Borderouge :
      - pour la dette : le capital restant dû au 31/12/2020 est de 2 998 984,03 € ;
      - pour le déficit : 3 344 471,83 € fin 2020.
    - Terre Blanche :
      - pour le déficit : 2 790 € fin 2020.
    - Zone du Luc :
      - pour le déficit : 90 615,88 € fin 2020.
    - Trabesses Saint-Aignan :
      - pour le déficit : 140 087,88 € fin 2020.
  - Des recettes de fonctionnement peu dynamiques
  - La Taxe d'Habitation sera remplacée par une partie de la TVA ce qui implique une perte de pouvoir sur le taux, et fragilise les ressources.
  - un environnement économique local peu dynamique.

#### 4.1 Les principales recettes de fonctionnement :

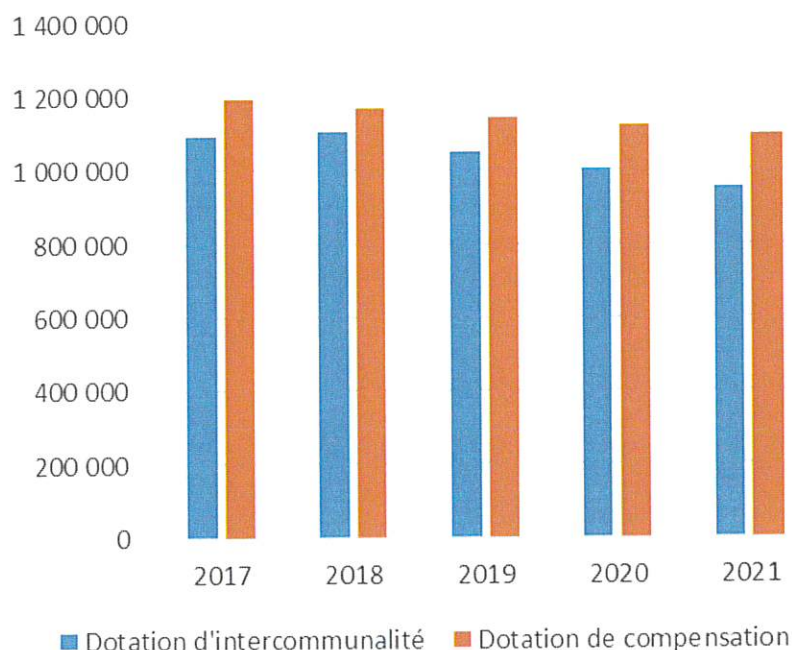
	Rétrospective			Prospective	
	2017	2018	2019	2020 *	2021
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>15 159 195</b>	<b>15 081 686</b>	<b>15 347 422</b>	<b>15 809 969</b>	<b>16 137 286</b>
Dont Produit des contributions directes	7 787 931	8 201 427	8 285 633	8 436 441	9 062 717
Dont Fiscalité transférée	2 019 304	1 935 685	2 105 575	2 005 336	2 149 820
Dont Fiscalité indirecte	608 037	752 890	719 362	824 512	712 836
Dont Dotations	2 982 308	2 918 188	2 921 123	3 051 527	2 849 264
Autres recettes d'exploitation	1 761 615	1 273 496	1 315 729	1 492 153	1 362 649

\*Compte administratif prévisionnel de 2020

Toutefois, il est nécessaire de prendre chaque poste de recettes afin de montrer les déséquilibres qui s'opèrent.

#### A. Les dotations, subventions

Une DGF en diminution constante.



Sur la dotation d'intercommunalité, deux éléments entrent en ligne de compte :

- La réforme de la dotation d'intercommunalité qui n'est pas favorable à la communauté de communes Terres des Confluences, cette dernière ayant, jusqu'alors, peu contribué au redressement des finances publiques (ces recettes réelles de fonctionnement étant faibles) ;
- La fin des effets de la fusion ; ayant fusionné en 2017, l'EPCI a bénéficié, la première année de sa fusion, d'une garantie d'une Dotation d'Intercommunalité (DI) au minimum égale à 105% de la moyenne des DI des anciens EPCI, puis l'année suivante d'une DI minimum correspondant à 100% du montant perçu la première année de la fusion (montants déterminés hors contribution au redressement des finances publiques).

Dès 2019, la dotation d'intercommunalité de la communauté est calculée sur la base d'un coefficient d'intégration fiscale réel de la communauté (0,20 et non plus 0,31). C'est donc, de nouveau, la garantie de droit commun qui s'applique : la collectivité ne peut percevoir au minimum que 95% de sa DI N-1 étant donné qu'elle a un CIF inférieur à 0,5.

**Par conséquent, une réduction de 5% par an est prise en compte jusqu'en 2026.**

Evolution de la dotation d'intercommunalité											
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total perte 2020-2026
Dotation d'intercommunalité	1 091 681	1 104 421	1 051 858	1 003 730	953 544	905 866	860 573	817 544	776 667	737 834	- 314 024
Evolution / N-1 en €		12 740	- 52 563	- 48 128	- 50 187	- 47 677	- 45 293	- 43 029	- 40 877	- 38 833	- 314 024
Evolution / N-1 en %		1%	-5%	-5%	-5%	-5%	-5%	-5%	-5%	-5%	-30%

La dotation de compensation est quant à elle écartée tous les ans afin de financer les mouvements de hausse au sein de l'enveloppe normée (abondements des dotations de péréquation des communes notamment). Une baisse de 2 % par an est alors anticipée sur la période.

Evolution de la dotation de compensation											
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total perte 2020-2026
Dotation de compensation	1 193 393	1 168 473	1 141 644	1 120 771	1 098 356	1 076 388	1 054 861	1 033 763	1 013 088	992 826	- 148 818
Evolution / N-1 en €		- 24 920	- 26 829	- 20 873	- 22 415	- 21 967	- 21 528	- 21 097	- 20 675	- 20 262	- 148 818
Evolution / N-1 en %		-2%	-2%	-2%	-2%	-2%	-2%	-2%	-2%	-2%	-13%

**En global, entre 2020 et 2026, une perte d'environ 462 000 euros de dotations doit être prise en compte par la communauté.**

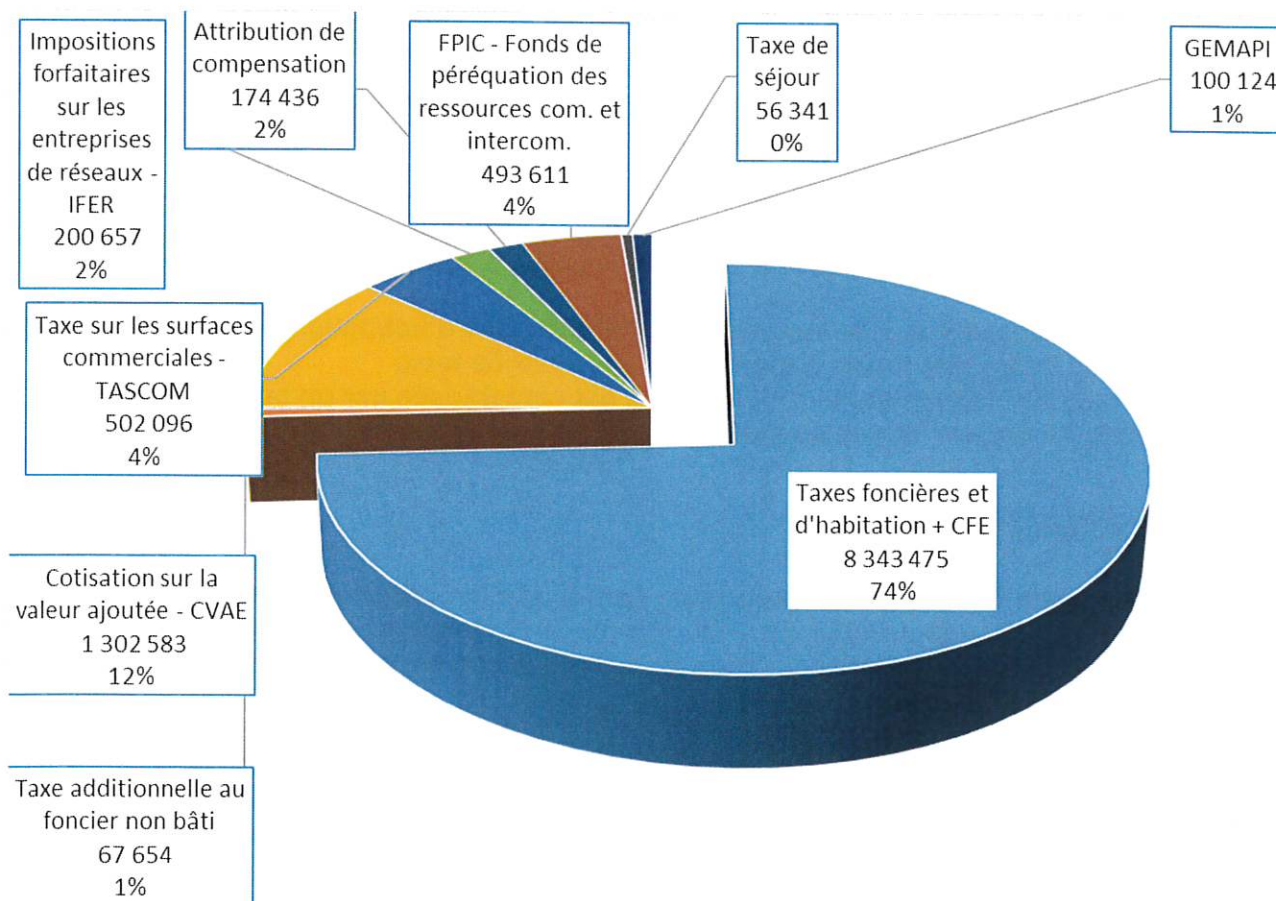


## B. Les recettes fiscales

## 1. Pour mémoire, voici les résultats perçus depuis 2017 :

Désignation	2017	2018	2019	2020
Taxes foncières et d'habitation + CFE	7 658 707	7 937 061	8 192 299	8 343 475
Taxe additionnelle au foncier non bâti	68 243	68 652	69 082	67 654
Rôles supplémentaires (CFE / TF)	60 981	195 714	24 252	25 312
<b>Produit des contributions directes</b>	<b>7 787 931</b>	<b>8 201 427</b>	<b>8 285 633</b>	<b>8 436 441</b>
Cotisation sur la valeur ajoutée - CVAE	1 323 678	1 292 821	1 379 566	1 302 583
Taxe sur les surfaces commerciales - TASCOT	526 943	461 958	533 554	502 096
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux - IFR	168 683	180 906	192 455	200 657
<b>Fiscalité transférée</b>	<b>2 019 304</b>	<b>1 935 685</b>	<b>2 105 575</b>	<b>2 005 336</b>
Attribution de compensation	178 954	208 920	175 913	174 436
FPIC - Fonds de péréquation des ressources com. et	428 968	436 866	419 028	493 611
Taxe de séjour	0	56 999	74 227	56 341
Prélèvement sur les produits des jeux	115	76	88	0
GEMAPI	0	50 028	50 106	100 124
<b>Impôts et taxes (chap 73)</b>	<b>10 415 272</b>	<b>10 890 002</b>	<b>11 110 570</b>	<b>11 266 289</b>

## 2. Le poids respectif de chaque recette fiscale (CA prévisionnel de 2020)



### 3. Retour sur les évolutions depuis 2017 des principales recettes fiscales

	2017	2018	2019	Prévisionnel 2020
<b>Taxe professionnelle</b>				
Base cotisation foncière (CFE)	10 242 658	10 586 032	10 636 000	11 011 759
Taux de CFE (ex TP)	33.1400%	33.1400%	33.1400%	33.1400%
<b>Produit de la CFE (ex TP)</b>	<b>3 394 417</b>	<b>3 508 211</b>	<b>3 524 770</b>	<b>3 649 297</b>
<b>Taxe d'habitation</b>				
Base nette imposable taxe d'habitation	40 909 893	41 584 692	42 756 000	43 039 033
Taux taxe d'habitation	9.3800%	9.5700%	9.7600%	9.7610%
<b>Produit de la taxe d'habitation</b>	<b>3 837 348</b>	<b>3 979 655</b>	<b>4 172 986</b>	<b>4 201 040</b>
<b>Taxe sur le foncier bâti</b>				
Base nette imposable taxe foncière sur le bâti	32 408 558	33 627 642	36 784 000	35 813 000
Taux taxe foncière sur le bâti	1.0400%	1.0600%	1.0800%	1.1000%
<b>Produit de la taxe foncière sur le bâti</b>	<b>337 049</b>	<b>356 453</b>	<b>397 267</b>	<b>393 943</b>
<b>Taxe sur le foncier non bâti</b>				
Base nette imposable taxe foncière sur le non bâti	1 408 981	1 424 608	1 465 000	1 464 998
Taux taxe foncière sur le non bâti	6.3800%	6.5100%	6.6400%	6.7710%
Produit de la taxe foncière sur le non bâti	89 893	92 742	97 276	99 195
<b>Produit des taxes directes (73111)</b>	<b>7 658 707</b>	<b>7 937 061</b>	<b>8 192 299</b>	<b>8 343 475</b>
Taxe additionnelle au foncier non bâti (- 731)	68 243	68 652	69 082	67 654
Rôles supplémentaires	60 981	195 714	24 252	25 312
<b>Produit des contributions directes</b>	<b>7 787 931</b>	<b>8 201 427</b>	<b>8 285 633</b>	<b>8 436 441</b>

La recette fiscale « Ménage » la plus importante est bien la taxe d'habitation sur laquelle le projet en cours de refonte de la fiscalité locale supprime tout pouvoir de taux.

La collectivité conserve celui-ci sur la CFE mais qui est caractérisée par un taux de pression important et sur la TF qui, en termes de montants, est beaucoup moins significative.

#### 1. La taxe d'habitation

Représentant la recette fiscale la plus importante perçue par la Collectivité, il n'est plus possible de faire évoluer le taux de TH depuis 2020. En effet, l'année 2020 était une année charnière qui doit servir de référence pour le calcul de la compensation de la TH. Aucune évolution des bases n'est prévue suite à la réforme de la taxe d'habitation.

Le projet de loi de finances prévoit enfin que les collectivités ayant augmenté leur taux de TH en 2018 et/ou 2019 seront prélevées du produit supplémentaire lié à l'augmentation du taux sur les douzièmes mensuels 2020. La communauté de communes a augmenté son taux de TH en 2018 et 2019 de 2% chaque année. Le produit attendu en 2021 devrait rester identique à celui perçu en 2020.

**Le produit de TH 2021 devrait être égal à celui perçu en 2020 soit 4 201 040 €.**

**Les seules opportunités restantes sur cette taxe pour la Communauté sont relatives à la TH sur les résidences secondaires et locaux vacants.**

A l'échelle régionale ce sont surtout les collectivités du massif pyrénéen qui concentrent les taux les plus importants de résidences secondaires.



## 2. Les taxes foncières

Pour 2021, pour les ressources fiscales liées à la TFB et la TFNB, un coefficient devrait être appliqué correspondant à l'inflation constatée de Novembre 2019 à Novembre 2020.

Il est **de +0.2%**

En parallèle, suite à la mise à jour de la prospective financière et des différents scénarii proposés, il sera proposé à l'assemblée délibérante de voter **un taux de foncier bâti de 3% et de maintenir le taux de foncier non bâti de 2020 soit 6,77%**

Pour rappel, six scénarii de perspectives ont été présentés en conférence des Maires le 22 septembre 2020. Le premier scénario « au fil de l'eau avec équilibre sur l'emprunt » c'est-à-dire sans évolution de la fiscalité faisait ressortir une capacité d'autofinancement qui s'amenuise rapidement et qui devient négative dès 2023 pour finir à près de **- 607 252 €** à horizon 2026. De plus, ce scénario démontrait que sans dynamisation des recettes, la section de fonctionnement serait fragilisée en raison de l'augmentation plus rapide des dépenses de fonctionnement que des recettes. Le besoin d'emprunt était estimé à 18,5 millions d'euros sur la période 2020-2026. Dès 2021, la Communauté dépasserait largement le seuil critique de durée de désendettement (PM 12 ans) pour avoisiner les 88 ans en 2026 et ce, en ayant renoncé à deux projets inscrits au PPI et en se limitant uniquement aux projets déjà engagés.

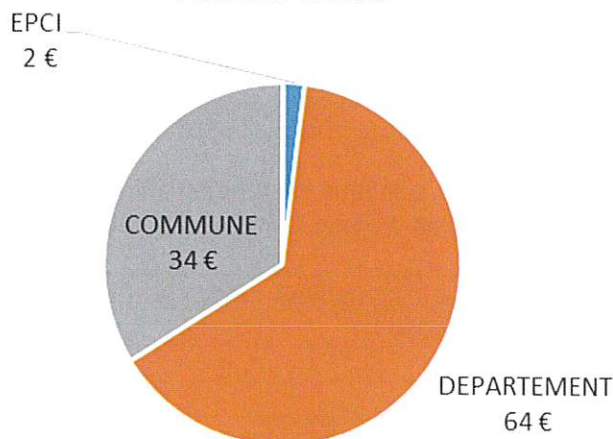
Il est donc impératif de dynamiser les recettes de fonctionnement, et donc la fiscalité, dès 2021. Sans cela, la capacité de désendettement atteindrait 19 ans dès cette année (seuil critique étant fixé à 12 ans)

### Zoom sur la taxe foncière sur les propriétés bâties

Répartition de la pression fiscale de la TFPB pour

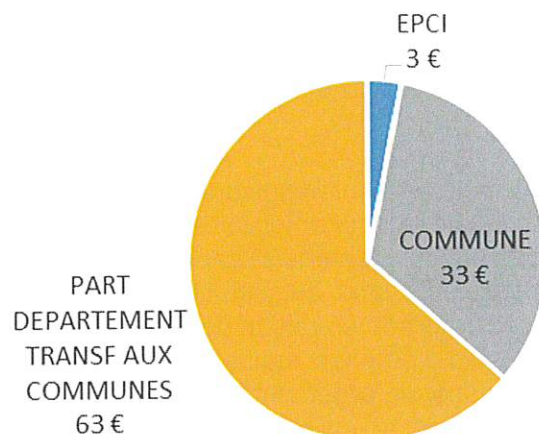
100 €

Année 2020



## Répartition de la pression fiscale de la TFPB pour 100 €

Année 2021 avec augmentation du taux à 3%



### Taux des taxes foncières sur les propriétés bâties appliqués dans les différents EPCI du département :

	Population	Taux 2019 de Foncier sur les propriétés bâties	Classement
CC des deux Rives	19 254	20.04%	1
CC Pays de Serres en Quercy	8 742	9.26%	2
CC Côteaux et Plaines Pays Lafrançaisain	11 254	8.81%	3
CC quercy Caussadais	20 876	7.69%	4
CC Quercy Rouergue Gorges Aveyron	7 808	5.17%	5
CC Grand Sud de Tarn-et-Garonne	41 930	4.77%	6
CA Grand Montauban	79 428	3.47%	7
CC Lomagne Tarn-et-Garonne	10 279	2%	8
CC Terres des Confluences	41 983	1.08%	9

La Communauté Terres des Confluences a le taux de foncier bâti le plus faible des EPCI du département et est très en-deçà des moyennes constatées comme le montre le tableau ci-après :

Taux de Foncier sur les propriétés bâties des EPCI (données 2019)		
Moyenne départementale	3.42%	1
Moyenne régionale	3.39%	2
Moyenne nationale	3.14%	3
Communauté Terres des Confluences	1.08%	4

En termes de projection, l'augmentation du taux foncier bâti apporterait dès 2021 un produit supplémentaire d'environ **657 K€**.

Concernant les impacts sur les ménages, les taux appliqués par commune seront différents, suite au lissage en cours suite à la fusion de 2017 (source DDFIP). En effet, en 2017, suite à la fusion des deux communautés, les taux des taxes ménages (TH et TF) ont été harmonisés selon le taux moyen pondéré avec une période de lissage de 12 ans ; ce qui signifie que les taux sont différents et lissés pendant 12 ans.



Compte-tenu de ce lissage en cours, les taux de foncier appliqués par commune seront les suivants (source DDFIP) :

	TFPB 2020	Simulation TFPB 2021
Angeville	0.3732%	2.25%
Boudou	1.2400%	3.12%
Castelferrus	0.3732%	2.25%
Castelmayran	0.3732%	2.25%
Castelsarrasin	1.2400%	3.12%
Caumont	0.3732%	2.25%
Cordes-Tolosannes	0.3732%	2.25%
Coutures	0.3732%	2.25%
Durfort-Lacapelette	1.2400%	3.12%
Fajolles	0.3732%	2.25%
Garganvillar	0.3732%	2.25%
Labourgade	0.3732%	2.25%
Lafitte	0.3732%	2.00%
La-Ville-Dieu-Du-Temple	0.3640%	0.575%
Lizac	1.2400%	3.12%
Moissac	1.2400%	3.12%
Montain	0.3732%	2.25%
Montesquieu	1.2400%	3.12%
Saint-Aignan	0.3732%	2.25%
Saint-Arroumex	0.3732%	2.25%
Saint-Nicolas-De-La-Grave	0.3732%	2.25%
Saint-Porquier	0.3640%	0.575%

L'impact moyen par foyer et par an d'un taux de taxe foncière bâti à 3% (contre 1.1% aujourd'hui) est estimé, selon les communes, entre 6 € et 65 € soit entre 2 et 6 € par mois. L'impact est progressif en fonction du montant des bases.

Dans le cadre de cette variation, nous avons saisi la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) afin d'obtenir des bases moyennes par commune pour un même type de bien. Compte-tenu de l'incidence de la révision des locaux professionnels toujours en cours, les simulations ne sont pas possibles. Par contre, la DDFIP préconise des bases moyennes pour les locaux d'habitation en partant d'une maison récente construite après 1980, en très bon état et d'une superficie habitable comprise entre 100 et 115 m<sup>2</sup>.

- ⇒ **Pour les communes de Castelsarrasin et de Moissac** : une base moyenne de 2 036 € correspondant à une Valeur Locative (VL) de 826.
- ⇒ **Pour les communes de La-Ville-Dieu-Du-Temple et Saint-Porquier** : une base moyenne de 1 478 € soit une VL 70 de 600.
- ⇒ **Pour les communes rurales** : une base moyenne de 1 163 € soit une VL 70 de 472.

D'après ces bases moyennes, l'impact par foyer est estimé entre + 22 € et + 39 € soit entre + 1,84 € et + 3,23 € par mois.

	Bases moyennes 2021	Cotisation TFPB 2020 au titre de l'EPCI (taux 1.10%)	Cotisation TFPB 2021 au titre de l'EPCI (taux 3%)	Ecart 2020/2021 Impact annuel sur le contribuable	Ecart 2020/2021 Impact mensuel sur le contribuable
CASTELSARRASIN / MOISSAC	2 036	22.35 €	61.08	38.73	3.23
LA-VILLE-DIEU-DU-TEMPLE/ SAINT-PORQUIER	1 478	16.23 €	44.34	28.11	2.34
COMMUNES RURALES	1 163	12.77 €	34.89	22.12	1.84

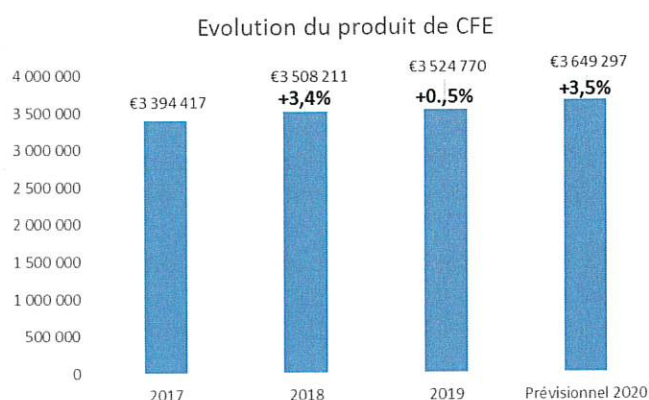
La taxe foncière est supportée par les propriétaires. En parallèle, pour les foyers s'acquittant encore de la taxe d'habitation, ces derniers bénéficieront d'un dégrèvement de 30%. Ce dégrèvement permet d'après ces bases moyennes pour uniquement la part reversée à l'EPCI sur la fiscalité additionnelle entre -33 € et moins 59 € par an soit entre - 2,83 € et - 4,96 € par mois.

	Bases moyennes 2021	Cotisation TH 2020 au titre de l'EPCI (taux 9,76%)	Cotisation TH 2021 au titre de l'EPCI (dégrèvement de 30%)	Ecart 2020/2021 Impact annuel sur le contribuable	Ecart 2020/2021 Impact mensuel sur le contribuable
CASTELSARRASIN / MOISSAC	2 036	198.32 €	138.82	- 59.50	- 4.96
LA-VILLE-DIEU-DU-TEMPLE/ SAINT-PORQUIER	1 478	143.96 €	100.78	- 43.19	- 3.60
COMMUNES RURALES	1 163	113.28 €	79.30	- 33.98	- 2.83

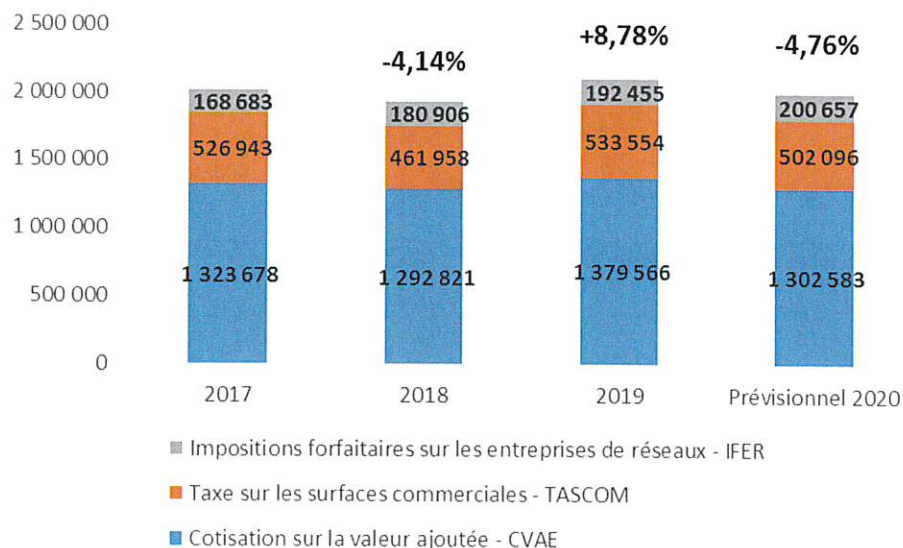
En parallèle, pour le secteur économique, avec la réforme à venir en 2021 sur la modernisation des taux d'intérêts évoquée en page 10 de ce rapport, les entreprises verront leurs taxes foncières diminuer...

### 3. La fiscalité économique

La CFE : elle a représenté 43.74 % des recettes fiscales en 2020 s'établissant à 3 649 297 € contre 3 524 770 € en 2019. Son taux est figé depuis la fusion à 33.14 % ce qui est un taux relativement important et qui rend difficile sa revalorisation. **Il n'est pas envisagé de faire progresser ce taux dans les années à venir.**







### La CVAE

La CVAE est égale à 1,5 % de la valeur ajoutée produite par les entreprises du territoire au cours de l'année au titre de laquelle l'imposition est due. Celle-ci est prévue à la baisse de -5.58% en 2020. Elle devrait évoluer de 9,09% en 2021 soit + 118 380 € par rapport à 2020. Ce montant n'est qu'une estimation transmise par la DDFIP.

### Evolution de la CVAE

Désignation	2017	2018	2019	Prévisionnel 2020	Prévision DGFIP 2021	TOTAL
Cotisation sur la valeur ajoutée	1 323 678	1 292 821	1 379 566	1 302 583	1 420 963	
Evolution N / N-1 en €		- 30 857	86 745	- 76 983	118 380	97 285
Evolution N / N-1 en %		-2.3%	6.7%	-5.6%	9.1%	

La Direction Générale des Finances Publiques ne peut pas, à la date de rédaction de ce document, fournir le détail par entreprises des montants de CVAE, ces données restant susceptibles de subir des modifications déclaratives. Le détail devrait être envoyé dans le courant du 1er trimestre 2021. Pour expliquer la baisse entre 2019 et 2020, deux possibilités peuvent être avancées :

- La valeur ajoutée servant au calcul de la CVAE peut avoir diminué significativement pour certains établissements.
- Plusieurs établissements de taille importante situés sur le territoire de la communauté de communes font partie d'un groupe. Dès lors, la CVAE payée par le groupe au niveau national est répartie au sein de chaque collectivité bénéficiaire selon deux critères : 1/3 pour la valeur locative foncière des locaux utilisés et 2/3 pour les effectifs salariés. Si la part de l'établissement situé sur le territoire de l'EPCI diminue dans un des deux critères au sein du groupe, la CVAE reversée à la CC TERRES DES CONFLUENCES diminuera également, quand bien même la valeur ajoutée du groupe aurait augmenté.

### La TASCOT

Le montant de la TASCOT est quant à lui lié au nombre de surfaces commerciales présentes sur le territoire de l'EPCI. Une augmentation du coefficient a été actée en conseil communautaire le 30 septembre 2020 pour passer de 1,10 à 1,15.

Les entreprises concernées par cette taxe sont les commerces exploitant une surface de vente au détail de plus de 400 m<sup>2</sup>, et réalisant un chiffre d'affaires hors taxe à partir de 460 000 €.

#### Evolution de la TASCOM

Désignation	2017	2018	2019	Prévisionnel 2020	Prévision DGFIP 2021	TOTAL
Taxe sur les surfaces commerciales	526 943	461 958	533 554	502 096	522 180	
Evolution N / N-1 en €		- 64 985	71 596	- 31 458	20 084	- 4 763
Evolution N / N-1 en %		-12.3%	15.5%	-5.9%	4.0%	

L'IFER : comprend neuf composantes en lien avec les activités exercées dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications. A noter que les montants et tarifs de chacune des composantes sont revalorisés annuellement du taux prévisionnel d'évolution des prix à la consommation des ménages, hors tabac.

#### Evolution de l'IFER

Désignation	2017	2018	2019	Prévisionnel 2020	Prévision DGFIP 2021	TOTAL
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux	168 683	180 906	192 455	200 657	206 677	
Evolution N / N-1 en €		12 223	11 549	8 202	6 020	37 994
Evolution N / N-1 en %		7.2%	6.4%	4.3%	3.0%	

#### 4. Hypothèses budgétaires 2021 d'évolution des principales ressources fiscales

##### Evolution des taux depuis 2017 et prévision 2021

Taux	2017	2018	2019	2020	Prévision 2021
TH	9,38%	9,57%	9,76%	9,76%	
TFB	1,04%	1,06%	1,08%	1.1	3%
TFNB	6,38%	6,51%	6,64%	6.77	6,77%
CFE	33,14%	33,14%	33,14%	33,14%	33,14%

#### 5. Les autres taxes

La taxe de séjour : mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2018, elle a généré 56 999.33 €, 74 227 € en 2019 et devrait atteindre 56 341 € en 2020. Le produit de cette taxe est reversé à l'office de tourisme intercommunal, après déduction de 4% de frais de gestion de perception, afin de proposer des actions de promotions touristiques. Suite à la crise sanitaire, le produit de cette taxe a chuté en 2020.

La taxe GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), mise en œuvre en 2018, est restée stable pendant de 2 ans, avec un produit attendu voté pour 2018 et 2019 à 50 000 €. En 2020, le produit attendu et voté était de 100 000 €. Il est proposé de reconduire 100 000 € pour 2021.

Le produit voté de cette taxe doit être entièrement affecté aux dépenses de la GEMAPI : l'établissement du produit perçu doit se baser sur les dépenses prévues. Pour 2021, les dépenses sont prévues à hauteur de 172 000 € et comprennent :



- Des actions découlant du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) réalisé à l'échelle du bassin versant du Tarn en groupement de commandes avec le grand Montauban, le pays Lafrançaisain et le Grand Sud Tarn et Garonne. Parmi ces actions, la principale devra débuter en 2021 et porte sur l'étude de danger des systèmes d'endiguement pour un coût estimé à 132 000 €.
- Les participations aux divers syndicats (SMIAVSA, Syndicat Mixte du bassin de la Gimone, Syndicat Mixte du bassin de Lemboulas, Syndicat mixte Barguelonne Lendou) pour 40 000 €

En 2020, le produit avait été voté à hauteur de 100 000 € et les dépenses réelles se sont élevées à 48 288.42 € (soit un trop perçu de 51 711.58 €).

Le montant des dépenses 2021 étant évaluées à 172 000 €, en déduisant le trop-perçu de 2020, le produit à percevoir se situera à hauteur de 120 000 €.

Il est important d'engager l'étude de danger des systèmes d'endiguement dans le contexte actuel car il s'agit d'une compétence obligatoire.

➔ La mise en œuvre de la compétence GEMAPI va donc générer un niveau de dépenses équivalent en 2021 à celui de 2020. Le produit attendu devra faire l'objet d'une délibération au moment du vote du budget.

## 6. La TEOM et la mise en place de la Redevance Spéciale

S'agissant de la TEOM, celle-ci est perçue sur l'ensemble du territoire mais à des taux différents. Il a été acté en 2020 le maintien des taux par rapport à 2019. Le produit perçu en 2019 était de 3 910 731 € et celui de 2020 est estimé à 3 955 906. Voici les différents taux pratiqués :

COMMUNES	taux 2018	taux 2019 / 2020 / 2021
ANGEVILLE	13,95%	14,09%
BOUDOU	10,40%	10,50%
CASTELFERRUS	11,99%	12,11%
CASTELMAYRAN	14,67%	14,82%
CASTELSARRASIN	10,40%	10,50%
CAUMONT	11,87%	11,99%
CORDES TOLOSANNES	11,54%	11,66%
COUTURES	17,04%	17,21%
DURFORT LACAPELETTE	10,40%	10,50%
FAJOLLES	11,97%	12,09%
GARGANVILLAR	16,14%	16,30%
LABOURGADE	10,05%	10,15%
LAFITTE	16,08%	16,24%
LA VILLE-DIEU-DU-TEMPLE	11,42%	11,53%
LIZAC	10,40%	10,50%
MOISSAC	10,40%	10,50%
MONTAIN	15,68%	15,84%
MONTESQUIEU	10,40%	10,50%
SAINT AIGNAN	11,80%	11,92%
SAINT ARROUMEX	13,15%	13,28%
SAINT NICOLAS DE LA GRAVE	10,87%	10,98%
SAINT PORQUIER	11,42%	11,53%

Il est proposé de maintenir les taux de TEOM sur l'année 2021 ;

Par délibération n° 09/2018-1 de septembre 2018, le conseil communautaire a instauré la redevance spéciale pour les producteurs non ménagers de déchets ménagers assimilés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 de manière

à pouvoir leur facturer le coût réel du service qui leur est rendu. La mise en place d'une redevance spéciale concourt :

- au respect de l'équité fiscale entre les ménages et les professionnels, en faisant participer les producteurs non ménagers à hauteur du volume de déchets qu'ils produisent ;
- à la sensibilisation des producteurs non ménagers à la gestion des déchets, au tri et à la prévention ;
- à la réduction des déchets et l'accroissement de la valorisation.

La recette correspondant à cette redevance spéciale est estimée à 383 955 €.

Pour 2021, les recettes estimées de la redevance spéciale devraient s'élever à 367 634 €. La baisse s'explique par la fin du recours au service public de collecte des déchets par l'enseigne LECLERC. Cette dernière faisant appel à un prestataire privé.

La mise en place de la redevance spéciale a permis d'obtenir une **recette supplémentaire d'environ 360 000 € sur l'année 2020.**

**Le résultat de clôture provisoire 2020 à reprendre sur le budget collecte et traitement des déchets de 2021 est donc de :**

- **442 575.46 € en fonctionnement**
- **327 386.55 € en investissement**

**L'excédent global de clôture est donc de 769 962.01 € (pour mémoire, il était de 407 248.11 € au Compte Administratif 2019).**

Il faut toutefois nuancer en précisant qu'une subvention d'équilibre du budget principal a été nécessaire pour financer ce budget annexe à hauteur de :

- 0 € en fonctionnement (0 € en 2019, 206 591.31 € en 2018)
- 200 000.00 € en investissement (0 € en 2019, 150 000 € en 2018)

**A terme pour l'année 2021, le budget devrait s'équilibrer grâce :**

- **A la redevance spéciale mise en place en 2019, et pour laquelle de nouvelles recettes sont encaissées à compter de 2020**
- **Le renouvellement des Bennes à Ordures Ménagères qui permet d'avoir moins de dépenses de fonctionnement (principalement des réparations)**
- **Le non renouvellement de Bennes à Ordures Ménagères en 2021 et 2022**

**Une réflexion sera proposée à partir de 2021 pour une harmonisation des taux de TEOM à l'échelle intercommunale.**

## 7. Les compensations fiscales

Les compensations fiscales sont versées par l'Etat aux collectivités. Elles font suite aux différentes exonérations décidées par l'Etat et imposées aux collectivités. Ainsi, les baisses de recettes fiscales des collectivités liées aux exonérations décidées par l'Etat sont compensées par ce dernier.

Evolution des compensations fiscales						
Désignation	2017	2018	2019	Prévisionnel 2020	Prévision 2021	TOTAL
Compensations fiscales	460 761	465 521	560 471	585 968	577 365	
Evolution N / N-1 en €		4 760	94 950	25 497	- 8 603	116 604
Evolution N / N-1 en %		1.0%	20.4%	4.5%	-1.5%	



## C. Les attributions de compensation.

En 2020, aucune compétence n'a été ni transférée à la Communauté, ni restituée aux communes.

Les modifications apportées sur les attributions de compensation de 2020 concernaient :

- La refacturation du service commun d'instruction des demandes d'urbanisme au coût réel du service de 2019.
- La restitution des subventions aux associations.
- La retenue complémentaire au titre de la compétence « action sociale » (RAM) suite au transfert effectif au 1<sup>er</sup> juillet 2019.

	AC 2020 Fonctionnement		AC 2020 Investissement	
	DEPENSES A verser aux communes	RECETTES A verser par les communes	DEPENSES A verser aux communes	RECETTES A verser par les communes
Boudou	77 668.34			30 971.79
Castelsarrasin	4 046 285.00			106 956.34
Durfort Lacapelette	26 632.77			81 190.48
Lizac	23 736.09			34 990.15
Moissac	3 025 529.92			64 004.36
Montesquieu	31 881.40			59 608.83
Angeville		16 219.13	13.18	
Castelferrus		1 478.70	1 698.87	
Castelmayran	3 216.93		788.68	
Caumont		24 030.28	546.23	
Cordes Tolosannes	5 765.62		139.85	
Coutures		20 402.43	41.27	
Fajolles		26 014.10		
Garganvillar		47 886.33	484.90	
Labourgade	7 224.13		319.25	
Lafitte		17 179.45	581.77	
Montain		11 548.33	5.73	
Saint-Aignan	15 234.99		763.46	
Saint-Arroumex		9 677.05	360.52	
Saint-Nicolas-de-la-Grave	191 229.67		1 223.86	
La-Ville-Dieu-du-Temple	53 573.90			59 974.45
Saint-Porquier	90 697.68			30 464.84
<b>TOTAL</b>	<b>7 598 676.42</b>	<b>174 435.80</b>	<b>6 967.57</b>	<b>468 161.24</b>

Pour rappel, la révision libre intervenue en 2019 pour retenir 100 000 € au titre de la participation au coût de fonctionnement du complexe aquatique du montant de l'attribution de compensation des deux communes concernées jusqu'à l'année de mise en service de l'équipement (2022) reste neutralisé par le versement d'un fonds de concours de 100 000 € par an par la Communauté.

Cette neutralisation prendra fin à la mise en service de l'équipement.

1. Récapitulatif des AC pour 2020

	AC 2020 Fonctionnement		AC 2020 Investissement	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
AC DEFINITIVES suite rapport de la CLECT	7 598 676.42	174 435.80	6 967.65	468 161.24

2. Les AC en 2021 :

Les attributions de compensations en 2021 devront être révisées avec le cout réel de 2020 du service instruction qui sera impacté sur les AC des communes concernées d'après les dépenses.

Pour rappel, il n'y aura plus à partir de 2021 de restitution aux communes concernant les associations sportives.

	AC 2021 Fonctionnement		AC 2021 Investissement	
	DEPENSES <i>A verser aux communes</i>	RECETTES <i>A verser par les communes</i>	DEPENSES <i>A verser aux communes</i>	RECETTES <i>A verser par les communes</i>
Boudou	76 844.25			30 971.79
Castelsarrasin	4 010 283.63			106 956.34
Durfort Lacapelette	26 632.77			81 190.48
Lizac	22 717.46			34 990.15
Moissac	2 973 622.99			64 004.36
Montesquieu	33 311.12			59 608.83
Angeville		16 219.13	13.18 €	
Castelferrus		492.63	1 698.87 €	
Castelmayran	3 323.11		788.68 €	
Caumont		24 030.28	546.23 €	
Cordes Tolosannes	7 601.49		139.85 €	
Coutures		20 402.43	41.27 €	
Fajolles		26 014.10		
Garganvillar		49 214.57	484.90 €	
Labourgade	7 224.13		319.25 €	
Lafitte		17 340.32	581.77 €	
Montaïn		11 548.33	5.73 €	
Saint-Aignan	12 893.26		763.46 €	
Saint-Arroumex		9 677.05	360.52 €	
Saint-Nicolas-de-la-Grave	190 717.59		1 223.86 €	
La-Ville-Dieu-du-Temple	48 655.45			59 974.45
Saint-Porquier	88 523.22			30 464.84
<b>TOTAL</b>	<b>7 502 350.49</b>	<b>174 938.84</b>	<b>6 967.57</b>	<b>468 161.24</b>



## D. Le Fonds de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales (FPIC)

En 2018, l'enveloppe des communes a été gelée afin qu'elles reçoivent le même produit qu'en 2017. L'objectif était de ne pas les léser et parallèlement, cela avait permis à la Communauté de Communes de bénéficier du montant de 2017 majoré soit 436 866 €.

Un vote à l'unanimité des conseillers communautaires était nécessaire pour cela ; ce qui a été le cas en 2018.

A l'occasion du débat d'orientations budgétaires en mars 2019, il a été stipulé que la répartition dérogatoire mise en œuvre en 2018, serait maintenue en 2019. En effet, il a été proposé et acté, à l'unanimité que les enveloppes allouées aux communes, en 2018, seraient « gelées » en 2019, la Communauté de Communes devant percevoir le reste de l'enveloppe FPIC. Lors du débat d'orientations budgétaires de 2020, ce même principe a été retenu. Cette enveloppe ayant diminué entre 2018 et 2019, la part allouée à la Communauté de communes a diminué, passant de 436 866 € à 419 028 €. En 2020, l'enveloppe a progressé de 74.583 € ce qui a permis pour la Communauté de percevoir 493 611 €.

Le montant du FPIC depuis 2018 s'est décomposé de la façon suivante :

	2018	2019	2020
<b>Part revenant aux communes</b>	<b>777 209</b>	<b>777 209</b>	<b>777 209</b>
<b>Part revenant à la Communauté de communes</b>	<b>436 866</b>	<b>419 028</b>	<b>493 611</b>
<b>Montant Total</b>	<b>1 214 075</b>	<b>1 196 237</b>	<b>1 270 820</b>

En effet, pour le FPIC, la communauté de communes a trois possibilités :

1. La Communauté de communes conserve la répartition dite de « droit commun » : en 2019 le montant de droit commun qui serait revenu à la Communauté de Communes aurait été de 250 409 € ;
2. Opter pour une répartition dérogatoire n° 1 « à la majorité des 2/3 » : la répartition dérogatoire doit être adoptée par délibération à la majorité des deux tiers de l'assemblée délibérante dans un délai de deux mois à compter de l'information du préfet. Dans ce cas, le prélèvement et/ou le reversement sont dans un premier temps répartis entre l'EPCI et ses communes membres en fonction du CIF, librement mais sans avoir pour effet de s'écarter de plus de 30% du montant de droit commun. Le montant de droit commun serait donc majoré dans la limite des 30% soit :  
**Pour 2019 : 250 409 € + 30% = 325 532 €**  
**Pour 2020 : 262 236 € + 30% = 340 906,80 € (prospective finance active)**  
**Pour 2021 : 264 880 € + 30% = 378 400 € (prospective finance active)**
3. Opter pour une répartition n° 2 « dérogatoire libre » : la répartition dérogatoire dite « libre » permet au conseil communautaire de choisir librement la répartition du prélèvement ou du reversement entre l'EPCI et ses communes membres suivant ses propres critères. Cette répartition peut s'effectuer :
  - Soit par délibération de l'organe délibérant statuant à l'unanimité dans un délai de deux mois à compter de l'information du préfet,
  - Soit par délibération de l'organe délibérant statuant à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés dans un délai de deux mois à compter de l'information du préfet, et **approuvée par les conseils municipaux des communes membres**. Les communes disposent alors de deux mois à compter de la délibération de l'EPCI pour se prononcer. A défaut, elles sont réputées l'avoir approuvée.

**S'il n'était pas satisfait à l'ensemble de ces conditions, la répartition de droit commun serait appliquée.**

- ⇒ Pour l'élaboration du présent rapport, la répartition dérogatoire n°1 a été retenue pour 2021. Cela est plus défavorable pour la Communauté de communes qui percevrait 378 400 € (montant de droit commun + 30%) contre 493 611 € en 2020. La part reversée aux communes évoluerait donc de + 115.211 € par rapport à 2020.

	2020	2021	Evolution 2020/2021
BOUDOU	19 802	22 737	2 935
CASTELSARRASIN	204 442	234 748	30 306
DURFORT-LACAPELETTE	24 746	28 414	3 668
LIZAC	13 704	15 735	2 031
MOISSAC	194 246	223 040	28 794
MONTESQUIEU	21 854	25 094	3 240
ANGEVILLE	6 648	7 633	985
CASTELFERRUS	11 422	13 115	1 693
CASTELMAYRAN	33 428	38 383	4 955
CAUMONT	9 023	10 361	1 338
CORDES-TOLOSANNES	8 548	9 815	1 267
COUTURES	3 238	3 718	480
FAJOLLES	2 878	3 305	427
GARGANVILLAR	21 137	24 270	3 133
LABOURGADE	4 870	5 592	722
LAFITTE	8 042	9 234	1 192
MONTAIN	2 982	3 424	442
SAINT-AIGNAN	10 153	11 658	1 505
SAINT ARROUMEX	4 062	4 664	602
SAINT-NICOLAS-DE-LA-GRAVE	40 182	46 138	5 956
VILLE-DIEU-DU-TEMPLE	91 232	104 756	13 524
SAINT-PORQUIER	40 570	46 584	6 014
<b>Part revenant aux communes</b>	<b>777 209</b>	<b>892 420</b>	<b>115 211</b>
<b>Part revenant à la Communauté de communes</b>	<b>493 611</b>	<b>378 400</b>	<b>-115 211</b>
<b>Montant Total</b>	<b>1 270 820</b>	<b>1 270 820</b>	<b>-</b>



## 4.2 Les dépenses de fonctionnement :

La prospective financière a pris en compte une évolution maîtrisée des dépenses de fonctionnement, avec une hausse de 2% par an.

Pour 2020, le montant du budget de fonctionnement s'est équilibré en dépenses et recettes à **25 050 704.80 €**.

Pour ce faire, la Communauté de communes va poursuivre et amplifier sa maîtrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement, en recherchant des pistes d'économies partout où cela est possible et ce sans altérer la qualité des services rendus aux administrés. Ainsi, il a été demandé aux services de proposer un budget de fonctionnement en limitant les dépenses avec pour **cible une augmentation de 2%**.

En 2021, il n'est pas prévu de transfert de compétence.

### A. Les charges de personnel :

La masse salariale représente 22% des dépenses de fonctionnement.

Ce ratio est inférieur à la moyenne constatée sur l'ensemble des intercommunalités à fiscalité professionnelle unique (38.30%). Leur maîtrise constitue donc un enjeu important dans un contexte financier contraint.

### B. Attributions de compensation :

Ce poste est le plus important des dépenses de fonctionnement (il représentait 60.5 % des dépenses de fonctionnement sur le budget 2020).

Pour 2021, il faudra réajuster ces montants en tenant compte :

- Du coût réel du service instruction sur 2020 pour le répercuter sur 2021
- A compter de 2021, fin de la restitution aux communes concernant subventions aux associations sportives

### C. Intérêt de la dette :

En 2021, la réalisation d'un emprunt sera nécessaire pour les projets structurants, notamment pour le centre aquatique : cela aura une incidence sur l'intérêt de la dette qui va augmenter.

### D. Charges exceptionnelles – Budget Annexe des Zones (chapitre 67) :

Versement d'une subvention d'équilibre de 200 000 € par an aux budgets annexes de zones d'activités afin de couvrir le déficit au prorata des surfaces déjà vendues dès 2019 et pendant 5 ans

#### Les raisons de ce versement

Une commission conjointe « Finances, Marchés Publics et Vie associative » et « Développement économique – Attractivité du Territoire et Agriculture » a eu lieu le 15 février 2019. Lors de cette commission, il a été présenté le bilan des zones d'activités gérées dans un budget annexe avec le prix de revient par zone et le prix de vente. Les zones concernées sont :

- Barrès 1
- Barrès 2
- Barrès 3
- Barrès 4
- Fleury
- Borderouge
- Zone de Saint Aignan

Lorsque le produit des ventes est inférieur au prix de revient, le budget est déficitaire et une subvention d'équilibre doit être versée par le budget principal (section de fonctionnement). C'est le cas pour les zones d'activités de la communauté de communes.

Compte tenu du déficit des zones d'activités à aujourd'hui et des m<sup>2</sup> vendus, des subventions d'équilibre du budget principal auraient dû être versées au fur et à mesure des ventes à hauteur de 2 593 662.19 €.

A ce jour, 1 950 897.20 € ont déjà été versés.

➔ Il reste donc à verser 642 764.99 € au budget annexe.

Afin de ne pas trop impacter le budget principal, les membres de ces commissions ont validé le principe d'étaler le versement sur 5 ans soit 200 000 € par an, entre 2019 et 2023. En 2019 et 2020, 400 000 € ont été versés.

Il a été aussi noté, que lorsque des terrains seront vendus à un prix inférieur au prix de revient, le budget principal viendra combler le déficit au fur et à mesure des ventes.

De plus, lorsqu'un lot est destiné à être occupé par un équipement public et non vendu à un tiers, il doit faire l'objet d'une opération comptable entre le budget annexe et le budget principal intitulé « livraison à soi-même ».

C'est le cas pour le centre aquatique qui va être construit sur Fleury : la superficie de 15 207 m<sup>2</sup> a donc été « vendue », sur l'exercice 2020, au budget principal sur la base de 25 € le m<sup>2</sup> ce qui a généré :

- Une recette en fonctionnement sur le budget annexe de 380 175 € HT
- Une dépense en investissement sur le budget principal de 451 808.07 € TTC

## 7 – La politique ressources humaines

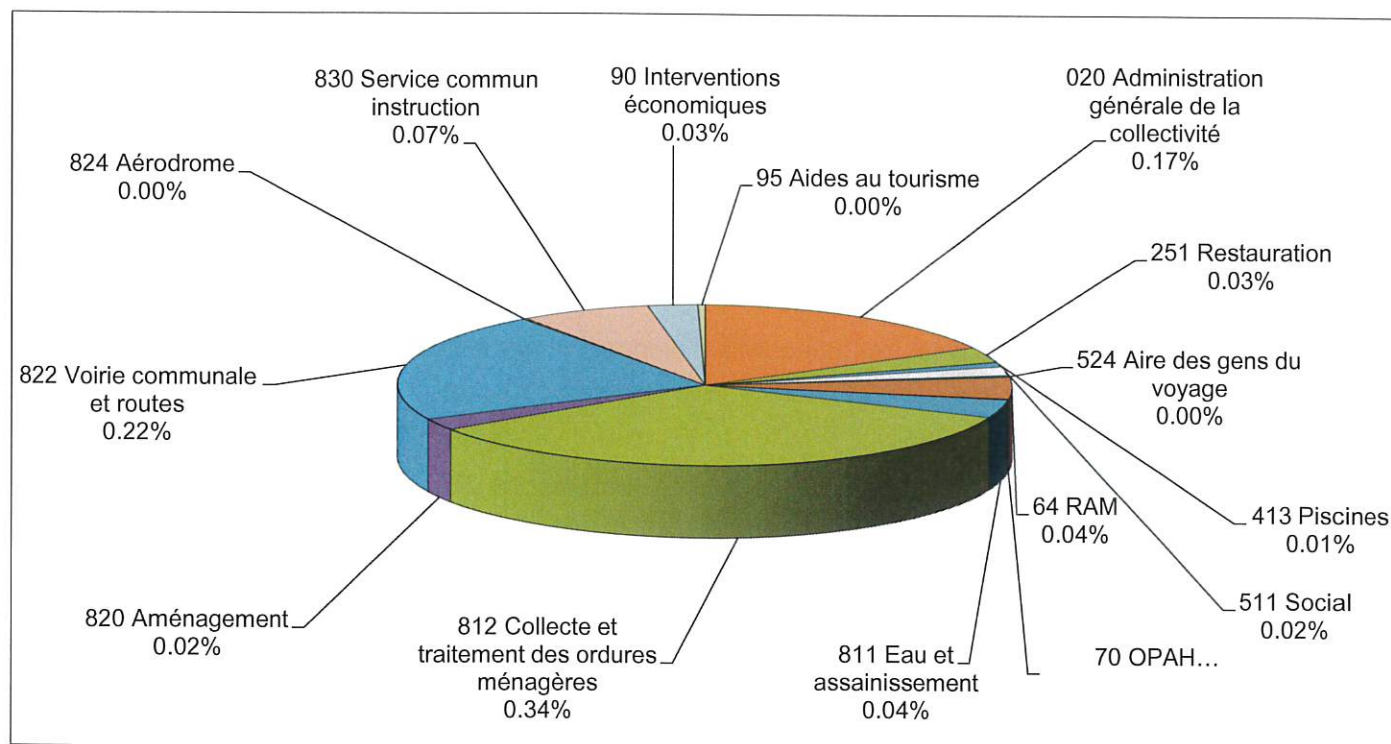
### 7.1 Evolution des charges de personnel

Le tableau suivant détaille les évolutions sur nos emplois permanents. La progression des effectifs de ces dernières années doit se lire à la lumière des mouvements techniques intervenus : fusion, transferts de compétences ou de personnel, structuration de la communauté de communes.

Au 31/12	2017	2018	2019
Effectif sur postes permanents pourvus (nb d'agents)	63	69	70,48
Les arrivées (nb d'agents)	1	5	3
<i>Dont détail des arrivées sur mutualisation ou transfert de compétences</i>	0	0	0
Les départs (nb d'agents)	1	3	5
Nombre de postes correspondant aux départs d'agents sur postes permanents non remplacés (hors variations de compétences, hors mutualisations et fusion)	Néant	Néant	Néant

### Le poids respectif des services dans le budget RH



**Structure du budget principal 2020****7.2 Evolution des dépenses depuis 2017 et perspective 2021**

**Les charges de personnel** sur le budget 2020 ont représenté environ de 22 % des dépenses de fonctionnement.

Ce ratio est inférieur à la moyenne constatée sur l'ensemble des intercommunalités à fiscalité professionnelle unique (38.30%). Leur maîtrise constitue donc un enjeu important dans un contexte financier contraint.

Toutefois, la communauté de communes est soumise à des croissances de charges. La mise en œuvre des mesures nationales s'impose à la collectivité en matière d'emplois et de carrière, d'augmentation des cotisations.

**A. Budget /Réalisé de 2017 à 2020**

2017		2018		2019		2020	
Budget	Réalisé	Budget	Réalisé	Budget	Réalisé	Budget	Réalisé
2 756 700	2 687 424	2 884 020	2 531 715	3 079 032	2 713 904	3 426 570	2 917 353

**B. Les évolutions d'effectifs à prévoir sur le budget 2021 :****⬆ Administration générale :**

- 1 agent d'entretien des locaux (avec en contrepartie une baisse du coût du prestataire Luka services)
- 1 nouveau DGA en emploi fonctionnel sur 12 mois (2020 : DGA sur 8 mois)

- 1 accroissement temporaire de 5 mois en CDD à 50% en renfort à la comptabilité / marchés publics
- 1 remplacement congés maternité sur 5 mois en CDD
- 1 accroissement temporaire à l'Accueil/secrétariat mutualisé 1 an en CDD à 80%
- 1 création Chargé de communication en Catégorie A à temps complet sur 12 mois
  
- ⬆ **Services techniques :**
- 1 nouveau Gestionnaire bâtiments sur 12 mois
- 1 DST à pourvoir sur 12 mois
  
- ⬆ **PAPI :**
- Chargé de mission PAPI recruté et mis à disposition par le Grand Montauban à hauteur de 8000€ par an en CDD sur 3 ans (2021, 2022, 2023)
  
- ⬆ **Petite Ville de demain :**
- Chargé de mission Petite ville de demain à hauteur de 30% en CDD pour 6 mois (les 70% restant étant pris en charge par l'Etat) (suite à la labellisation de la Communauté de communes et de la ville de Moissac au dispositif - *en attente instruction des services de l'Etat*)
  
- ⬆ **Déchets :**
- 2 stagiairisations à prévoir sur effectif constant (remplacement départ retraite et une mutation interne suite à reclassement)
- Technicien déchets toujours budgétisé sur 12 mois
  
- ⬆ **Assainissement non Collectif :**
- 1 agent à 100% parti à la retraite, non remplacé en interne (prestataire extérieur)
- 1 agent à 50% passe à 100% de son temps sur 12 mois
- 1 agent en CDD de remplacement congé maternité sur 5 mois à 50% du temps de travail
  
- ⬆ **Voirie-Polyvalents :**
- 1 agent à temps complet, reclassé
  
- ⬇ **Centre aquatique : pas de recrutement prévu.**
  
- ⬆ **Cuisine centrale :**
- 1 CDD en remplacement d'un agent mis à disposition du prestataire sur 8 mois

### C. De nouveaux éléments à prendre en compte pour l'établissement du budget :

Les éléments suivants sont à intégrer :

- Le PPCR 2021, les reclassements et la revalorisation du SMIC représentent près de 15.000 euros bruts chargés.
- Nominations suite à réussite à l'examen et promotion
- Stagiairisations (1 agent à la voirie et 1 agent à la pré-collecte)
- La loi de transformation de la fonction publique qui instaure une indemnité de fin de contrat égale à 10% de la rémunération brute versée à l'agent au titre de son contrat.

### D. Budget prévisionnel 2021

**Total budget prévisionnel 2021 : 3.259.587 €**



Il convient de nuancer ces dépenses qui sont compensées par des recettes.

	DEPENSES 2021	RECETTES 2020
BUDGET PERSONNEL	3 259 587	
M à DISPO Services techniques		9 763
M à DISPO Mairie Fajolles		1 673
CCAS MOISSAC LAEP CHAPELLE		11 742
IJ / AT		125 986
CAF		106 516
SIRTOMAD		31 662
CUISINE		70 768
M à DISPO TOURISME		0
ARS COORDO SANTE 50%		20 000
<b>DEPENSES / RECETTES</b>	<b>3 259 587</b>	<b>378 110</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 881 477</b>	

De plus, des mises à disposition de personnel et/ou de service sont mises en place :

Mises à disposition individuelles :

- Un agent de la commune de Castelsarrasin, sur la prospective financière, la gestion de la dette et la CLECT, est mis à disposition à hauteur d'un maximum de 20% annuel de son temps de travail.
- Un agent de la commune de Moissac est mis à disposition à hauteur de 50% pour des missions de géomaticien.

Mises à disposition de service :

- Dans le cadre des missions de voirie, mise à disposition des agents techniques des communes de La Ville-Dieu-du-Temple, Saint-Porquier, Boudou, Lizac, Durfort-Lacapelette, Montesquieu.
- Dans le cadre de la compétence de gestion des ZAE, mise à disposition des services techniques de Castelsarrasin et Moissac pour l'entretien des zones.

Prestations de service :

- Convention de prestation de service à venir, avec le service informatique de la commune de Castelsarrasin.
- Convention de prestation de service pour le service marchés publics de la commune de Castelsarrasin.

## E. L'absentéisme

Le nombre de jours d'absence s'est élevé à **1964** en 2017 dont :

- Accidents de travail : 380 jours
- Maladie ordinaire : 848 jours
- Maladie professionnelle : 730 jours
- Maternité : 6 jours

Cela représente un taux d'absentéisme de 10.98 % (En 2017, le taux d'absentéisme national des agents territoriaux est de 8.34 %).

Le nombre de jours d'absence s'est élevé à **1876** en 2018 dont :

- Accidents de travail : 304 jours
- Maladie ordinaire : 842 jours
- Maladie professionnelle : 730 jours

Soit une diminution de 4.5 % entre 2017 et 2018.

En 2018, cela représente un taux d'absentéisme de 10.34 % (En 2018, le taux d'absentéisme national des agents territoriaux est de 8.37 %).

Le nombre de jours d'absence s'est élevé à **3 483** en 2019 soit un taux d'absentéisme est de 17,95 %. Ces jours se décomposent de la façon suivante :

- Accidents de travail : 516 jours (dont 357 pour la collecte pour 4 agents)
- Maladie ordinaire : 1 358 jours
- Maladie professionnelle : 658 jours (dont 329 jours pour la collecte)
- Grave maladie : 329 jours (1 agent)
- Maternité : 156 jours
- Temps partiel thérapeutique : 55 jours

**Soit une augmentation de 63 % entre 2018 et 2019 du nombre de jours d'arrêt.**

Cette évolution importante s'explique notamment par les faits affectant le budget annexe de la Collecte, à savoir une hausse du nombre de jours de maladie ordinaire (au 29 Novembre 2019, **1 087 jours cumulés** contre 724 sur toute l'année 2018).

#### 2020 :

Le nombre de jour d'absence s'élève à **3311** jours en 2020 soit un taux d'absentéisme de 17%.

Les absences maladies concernent 41 agents sur 85.

Ces jours sont répartis de la manière suivante :

- Accidents de travail : 595 jours  
Dont 160 jours pour la collecte des déchets pour 3 agents, ce qui représente une forte baisse des accidents du travail en 2020 et 421 jours au service Voirie-Polyvalents pour 3 agents en forte augmentation)
- Maladie ordinaire : 922 jours
- Maladie professionnelle : 306 jours
- Grave maladie : 366 jours (1 agent)
- Congé longue durée : 366 jours (1 agent)
- Longue maladie : 366 jours (1 agent)
- Temps partiel thérapeutique : 343 jours (augmentation de + 5,2%)
- Maternité : 25 jours
- Paternité : 22 jours

Ce taux d'absentéisme s'explique notamment par de lourdes pathologies pour certains agents, placés en congés de grave maladie, longue maladie et longue durée (3 agents absents toute l'année représentent 1098 jours d'absence). Également, un accident du travail ayant généré 299 jours d'arrêt pour 1 agent.

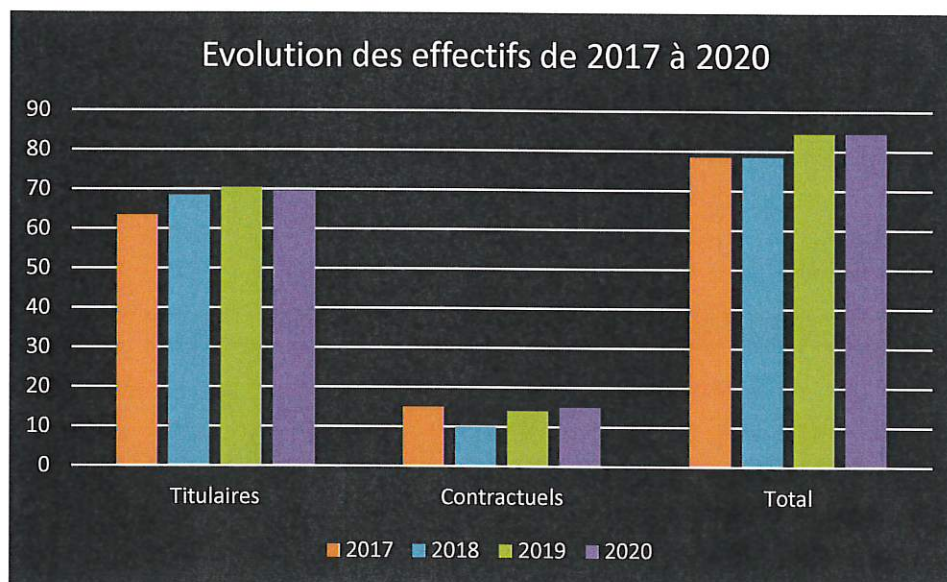
L'impact de la pandémie de covid-19 sur l'absentéisme du personnel est également un facteur sur l'année 2020, en effet, certains agents dit « à risque » ont été positionnés en maladie ordinaire et d'autres ont eu de courts arrêts pour cause de cas-contact (environ 160 jours).

L'assurance du personnel, modifiée par marché en 2020, prend en charge une part de ces absences et reverse à la collectivité des indemnités journalières à hauteur de : 400 jours.



## F. Le Tableau des effectifs

	2017	2018	2019	2020
Titulaires	63,48	68,48	70,48	69,48
Contractuels	15	10	14	15
Total	78,48	78,48	84,48	84,48



IV - ANNEXES							IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION							
ETAT DU PERSONNEL AU 16/12/2020 - Terres des Confluences							C1
C1 - ETAT DU PERSONNEL AU 16/12/2020 - TITULAIRES							
GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)							
DGS des EPC de 40.000 à 80.000 his	A	1		1	1		1
DGA des EPC de 40.000 à 150.000 hts	A	1		1	1		1
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)							
Attaché Principal	A	2		2	0		0
Attaché	A	3		3	1		1
Rédacteur Principal 1ère cl.	B	4		4	4		4
Rédacteur Principal 2ème cl.	B	2		2	2		2
Rédacteur	B	5		5	4	1	5
Adjoint Adminlstratif Principal 1ère cl.	C	2		2	2		2
Adjoint Administratif Principal 2ème cl.	C	1		1	1		1
Adjoint Administratif	C	3		3	1	1	2
FILIERE TECHNIQUE (c)							
Ingénieur en chef hors classe	A	1		1	0		0
Ingénieur principal	A	1		1	0		0
Ingénieur	A	1		1	1		1
Technicien	B	1		1	0		0
Agent Maîtrise Principal	C	4		4	4		4
Agent Maîtrise	C	6		6	6		6
Adjoint Technique Principal 1ère cl.	C	4		4	4		4
Adjoint Technique Principal 2ème cl.	C	19	2	21	19,68		19,68
Adjoint Technique	C	15		15	12		12
FILIERE ANIMATION (d)							
Animateur principal de 2ème classe	B	1		1	1		1
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)							
EJE de 1ère classe	A	2		2	2,00		2,00
EJE de 2ème classe	A		1	1	0,80		0,80
TOTAL GENERAL (a+b+c+d+e)		79	3	82	67,48	2	69,48
IV - ANNEXES							IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION							
ETAT DU PERSONNEL AU 16/12/2020							C1

C1 - ETAT DU PERSONNEL AU 16/12/2020 (suite) - NON-TITULAIRES							
		CATEGORIES  (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
				IM	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)							
Adjoint Technique	5	C	TECH	326		3-1	CDD
Rédacteur	1	B	ADM	343		3-2	CDD
Adjoint administratif	1	C	ADM	326		3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)							
Adjoint Technique	5	C	TECH	326		3-a	CDD
Adjoint administratif	2	C	ADM	326		3-a	CDD
Adjoint Technique	1	C	TECH			A/Autres	PEC
TOTAL GENERAL		15					



## 8- L'évolution de l'épargne du budget général

A la date de rédaction de ce document, les données 2020 sont des données provisoires

	2017	2018	2019	Prévisionnel 2020	A quoi ça sert ?
Epargne de gestion	2 110 948	2 280 651	2 073 726	2 212 786	Différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement de l'année
Intérêt de la dette	5 545	10 694	42 749	46 346	Intérêt de la dette
Epargne brute	2 105 403	2 269 957	2 030 977	2 166 440	AUTOFINANCEMENT C'est l'épargne de gestion minorée des intérêts de la dette. L'excédent contribue au financement de la section d'investissement
Remboursement capital de la dette	380 405	97 701	198 951	203 504	
Epargne nette (a)	1 724 998	2 172 256	1 832 027	1 962 935	AUTOFINANCEMENT NET L'épargne nette exprime le montant des recettes de fonctionnement pouvant être consacré aux dépenses d'investissement après remboursement du capital de la dette soit l'épargne disponible. Le niveau d'épargne nette dépend donc de la gestion de la dette : selon le mode de remboursement, on rembourse plus ou moins rapidement son encours.

Le premier emploi de l'épargne de gestion est d'assurer le paiement des annuités de la dette (intérêts et capital).

L'épargne nette (ou CAF nette) correspond à l'épargne brute déduction faite du remboursement en capital de la dette. Cet indicateur est essentiel : il correspond à l'autofinancement disponible pour le financement des investissements.

**L'épargne nette** tient compte des amortissements en capital de la dette. C'est un indicateur qui permet de connaître **les réserves qui sont disponibles pour pouvoir financer les dépenses d'équipement** souhaitées par la collectivité.

Pour 2020, le montant prévisionnel de **l'épargne nette** de la Communauté de Communes s'élève à 1 962 935 € contre 1 832 027 € en 2019 soit une **augmentation de 130 908 €**.

En effet, les recettes réelles de fonctionnement (15 809 969 €) devraient être bien supérieures aux dépenses (13 642 529 €) : soit une différence de + 2 167 440 € grâce :

- à la maîtrise des dépenses de fonctionnement (taux de réalisation de 90 % des dépenses)
- à des recettes de fonctionnement supérieures aux prévisions (taux de réalisation de 102 %)



Le remboursement du capital de la dette sera supérieur à celui de 2019 (203 504 € prévisionnel 2020) alors qu'en 2019 il était de 198 951 €.

En cas d'épargne nette négative, un recours aux recettes propres d'investissement pour couvrir le remboursement du capital de la dette est possible. Les recettes propres d'investissement sont composées du FCTVA, de la taxe d'aménagement et des produits de cessions d'immobilisations principalement.

### A. Le financement

Le tableau ci-dessous présente le **plan de financement de l'investissement**. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement.

Les principales ressources des investissements sont :

- les subventions,
- le FCTVA,
- l'épargne nette,
- le fonds de roulement,
- les emprunts.

On ajoute donc à l'épargne nette l'ensemble des recettes d'investissement (FCTVA, produits de cession...) qui vont permettre de financer l'investissement.

	2017	2018	2019	Prévisionnel 2020	A quoi ça sert ?
Epargne nette (a)	1 724 998	2 172 256	1 832 027	1 962 935	<p><b>AUTOFINANCEMENT NET</b></p> <p>L'épargne nette exprime le montant des recettes de fonctionnement pouvant être consacré aux dépenses d'investissement après remboursement du capital de la dette soit l'épargne disponible.</p> <p>Le niveau d'épargne nette dépend donc de la gestion de la dette : selon le mode de remboursement, on rembourse plus ou moins rapidement son encours.</p>
FCTVA (b)	171 711	109 678	322 022	570 170	<p>Le fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) est un fonds qui attribue aux collectivités territoriales des dotations compensant forfaitairement la TVA qu'elles acquittent sur les dépenses effectuées pour leurs activités soumises à la TVA.</p> <p>Le FCTVA est une dotation qui est liquidée, en appliquant au montant toutes taxes comprises des dépenses éligibles au FCTVA, un taux de compensation forfaitaire égal en 2017 à 16.404% quel que soit le taux de TVA ayant grevé la dépense, pour les dépenses éligibles réalisées sur l'année.</p> <p>L'attribution du FCTVA est exclusive du régime général de la TVA : il ne peut pas y avoir à la fois compensation et récupération par la voie fiscale de la même TVA.</p> <p>Seules les dépenses réelles d'investissement, ainsi que les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie payées depuis 1er janvier 2017 peuvent donner lieu sous certaines conditions, aux attributions du FCTVA. Le reste des dépenses de fonctionnement est exclu.</p>
Autres recettes (c)	96 993	59 874	99 624	268 455	



Produit de cessions (d)	0	42 625	11 512	1 000	Vente de biens à l'actif en 2020 : benne
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	1 993 702	2 384 433	2 265 185	2 802 560	
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	241 200	793 156	1 753 232	1 991 255	<b>Dont 1 500 000 € correspondant au fonds de concours pour le projet du centre aquatique :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Commune de Moissac : 750 000 €</li> <li>• Commune de Castelsarrasin : 750 000 €</li> </ul>
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	170 000	1 545 000	1 170 000	0	Aucun emprunt réalisé en 2020 <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Financement total h = (e+f+g)	2 404 902	4 722 589	5 188 417	4 793 815	Ressource disponible pour financer l'investissement.

Ce tableau permet de mettre en évidence les ressources disponibles pour financer les dépenses d'investissement.

A partir de l'épargne nette, on ajoute toutes les recettes d'investissement, ce qui nous permet de connaître le montant des ressources disponibles pour financer l'investissement.

**Pour 2019, le montant des ressources disponibles de la Communauté de Communes pour financer l'investissement s'élève à 5 188 417 € et passerait à 4 793 815 € en 2020 (soit – 394 602 €).**

Nous ne tenons pas compte des opérations d'ordre (qui ne génèrent pas de flux financiers) comme les amortissements.

Cette diminution s'explique par l'absence de recours à l'emprunt en 2020 contrairement aux exercices précédents. A noter, le dernier versement des fonds de concours des communes de Castelsarrasin et Moissac pour le projet de centre aquatique (750 000 €).

En 2020, les recettes perçues par le projet de centre aquatique sont supérieures aux dépenses réelles et viennent en anticipation des importantes dépenses qui vont être générées par ce projet en 2021 – 2022.

## B. Fonds de roulement

Le fonds de roulement ou excédent global de clôture correspond au résultat cumulé des opérations budgétaires (titres de recettes et mandats) de l'exercice telles que ces opérations figurent au compte administratif.

Le fonds de roulement permet de reporter les excédents et déficits budgétaires des années précédentes. Il constitue une réserve pour la collectivité.

Il ne doit pas être confondu avec l'autofinancement.

En effet, la capacité d'autofinancement représente donc l'ensemble des ressources dégagées au cours de l'exercice et définit donc le montant global des ressources que la collectivité peut consacrer à l'investissement.

Le fonds de roulement, c'est la différence entre les financements disponibles à plus d'un an (les dotations et réserves, les subventions, les emprunts) et les immobilisations (les investissements réalisés et en cours de réalisation). Cette différence correspond, en comptabilité budgétaire, à la somme des excédents définitifs que la Communauté de Communes a dégagé au cours du temps.



	2017	2018	2019	Prévisionnel 2020	A quoi ça sert ?
Fonds de roulement en début d'exercice	4 999 634	5 615 894	8 951 894	11 039 364	Il correspond au résultat de clôture de l'année N-1. C'est donc ce qui est reporté par délibération d'affectation du résultat sur l'année N.
Résultat de l'exercice	616 259	323 982	2 088 076	(318 797)	Ce résultat correspond à la différence entre recettes et dépenses cumulées. Il se calcule ainsi : (recettes de fonctionnement + recettes d'investissement) - (dépenses de fonctionnement + dépenses d'investissement)
Fond de roulement en fin d'exercice	5 615 893	8 855 723	11 039 970	10 720 567	Le résultat de clôture correspond à ce que la collectivité obtient en fin d'exercice à reporter sur l'exercice suivant par la délibération d'affectation de résultat. Il cumule le fonds de roulement antérieur et le résultat.

Pour 2019, le fonds de roulement disponible de la Communauté de Communes s'élève à 11 039 970 €. Ce montant était donc le fonds de roulement en début d'exercice 2020. Le fonds de roulement prévisionnel au 31/12/2020 serait de 10 720 567 €. Ces montants sont à atténuer car ils ne prennent pas en compte les budgets annexes. En analyse financière consolidée, c'est-à-dire en intégrant les budgets annexes et notamment le poids des déficits des zones, le fonds de roulement prévisionnel consolidé au 31/12/2020 est estimé à 7 919 040 €

Cette baisse du fond de roulement (- 319 403 €) sur le budget principal est due au résultat prévisionnel de l'exercice déficitaire de - 318 797 € s'expliquant essentiellement par les résultats de la section d'investissement et notamment l'absence de recours à l'emprunt en 2020 ; les recettes réelles d'investissement (2 829 880 €) ont été également inférieures aux dépenses (5 316 115 €) : soit une différence de 2 486 235 €

### C. Prospective épargne 2020-2021

	Rétrospective			Prospective	
	2017	2018	2019	Prévisionnel 2020	2021
Epargne de gestion	2 110 948	2 280 651	2 073 726	2 212 786	1 957 114
Intérêts de la dette	5 545	10 694	42 749	46 346	43 084
Epargne brute	2 105 403	2 269 957	2 030 977	2 166 440	1 914 031
Remboursement capital de la dette	380 405	97 701	198 951	203 504	178 069
Epargne nette	1 724 998	2 172 256	1 832 027	1 962 935	1 735 962



## 9- Le programme des investissements

### A. Les dépenses d'investissement et les engagements pluriannuels

La Communauté de communes porte un Projet Pluriannuel d'Investissement comportant plusieurs chantiers comme cela a été exposé plus haut. Les principaux projets de la Communauté de communes sont les suivants :

Libellé	Total Projet € TTC	2018	2019	2020	2021	2022
Centre aquatique intercommunal (*)	14 393 565	6 804	327 255	1 059 506	6 500 000	6 500 000
Cuisine centrale	4 332 127	23 032	155 552	1 030 051	3 123 492	
Extension 2 maison de l'intercommunalité	927 577		37 562	890 015		
Création d'un espace co-working	201 220	11 220	190 000			
Développement de modes de déplacement doux	15 276	3 276	3 000		3 000	3 000
Développer des itinérances	12 000		3 000	3 000	3 000	3 000
Fond de concours aux communes financées par le PETR	800 000		200 000	200 000	200 000	200 000
Numérique	362 539	210 097	60 000	7 442	10 000	15 000
OPAH et pilotage et suivi de la politique en matière d'habitat	670 000		61 500	26 986	300 000	300 000
PLU des communes membres	25 681	15 681	10 000			
Programme d'aide à l'immobilier d'entreprise	1 243 330	1 000	257 900	384 430	300 000	300 000
Requalification de l'aire de Laverdoulette	600 000				600 000	
Requalification des zones	997 109	5 052	153 000	43 057	523 000	273 000
Mise aux normes et modernisation des déchetteries	1 184 000	197 000	197 000		400 000	390 000
Totaux Généraux	25 764 424	473 162	1 655 769	3 644 487	11 962 492	7 984 000

(\*) : Au regard des charges de fonctionnement induites par un tel équipement et face au faible dynamisme des recettes de fonctionnement, une participation des communes de Castelsarrasin et Moissac de 100 000 € a été actée en Conseil Communautaire en Novembre 2019.

Il est ici précisé que le déficit prévisionnel d'exploitation du centre aquatique est intégré à la prospective financière de la Communauté.

Les dépenses du plan pluriannuel d'investissement porté à 38.3 Millions d'€ sur la période 2019-2022 a été revu en septembre 2020 dans le cadre de la nouvelle prospective. Il s'élève à 36,2 millions d'euros pour la période 2017-2026.

- Ce programme d'équipement serait financé :
  - par des recettes d'investissement (subventions, FCTVA) ;
  - par le solde de clôture (excédents de fonctionnement et d'investissement dégagés par les exercices antérieurs) ;
  - par le recours à l'emprunt

### **Autorisations de programme / Crédits de paiement (AP/CP) :**

Certaines de ces opérations d'investissement s'échelonnent sur plusieurs années et nécessitent une gestion pluriannuelle des crédits, via la mise en place des autorisations de programme.

Cette procédure permet à la Communauté de Communes de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seulement celles qui seront réalisées au cours de l'exercice. Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des opérations et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme (en permettant, par exemple, d'engager la totalité du montant d'un marché pour l'opération et la période considérées).

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Leur montant et leur durée peuvent être révisés.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement. La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme. Leur répartition par exercices peut également être révisée lors d'une session budgétaire.

L'autorisation de programme portait sur 5 projets en 2020 :

1. PLUI-H (prolongement du marché par avenant jusqu'au 31/12/2021)
2. La construction d'une piscine intercommunale
3. La construction d'une cuisine centrale
4. OPAH
5. Fonds de concours aux communes à raison de 200 000 € par an

Une nouvelle autorisation de programme sera inscrite en 2021 :

1. Travaux de mise aux normes et de modernisation des déchetteries pour 400 000€ en 2021 et 390 000€ en 2022.

## **B. Orientations budgétaires 2021**

### **Dépenses d'investissement**

Les chiffres clés en investissement pour 2021 :

- |  |                     |
|--|---------------------|
| ▪ Zone de Barrès 3 :                                   | 523 000 €           |
| ▪ Construction d'une cuisine centrale :                | 3 123 492 €(AP/CP)  |
| ▪ Etude et construction de la piscine intercommunale : | 6 500 000 € (AP/CP) |
| ▪ Mises aux normes des déchetteries intercommunales :  | 400 000 € (AP/CP)   |
| ▪ Numérique :  | 10 000 €            |



▪ Programme de renouvellement des camions bennes OM :	200 000 €
▪ Individualisation des bacs de collecte	100 000 €
▪ Renouvellement bacs, caissons et colonnes à verre	130 000 €
▪ Entretien et renouvellement voirie :	800 000 €
▪ Fonds de concours aux communes	200 000 € (AP/CP)
▪ Travaux réhabilitation de Laverdoulette	600 000 €

### Recettes d'investissement

Pour les autres actions du PPI, 2021 est une année charnière où la collectivité entre dans une phase d'endettement plus important pour financer les projets structurants. Notre structure de dette va vraiment évoluer à compter de 2021.

L'emprunt de 3 millions d'euros prévu en 2020 et non réalisé sera souscrit en 2021. La période de 2021 sera favorable à la réalisation de ce nouvel emprunt, car la collectivité pourra profiter de taux d'intérêts qui resteront encore bas sur l'année.

## 9 – La dette de la collectivité

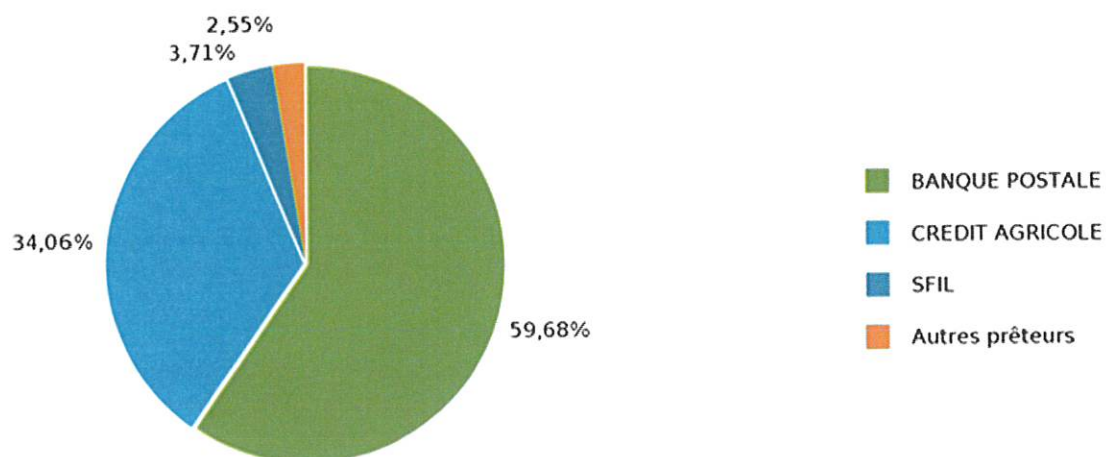
### A. Structure de la dette (budget principal + budget ZA Barrès Fleury Borderouge) :

Éléments de synthèse	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Variation
dette globale	5 752 066.20 €	6 268 427.12 €	↓
taux moyen hors swap s'élève à :	1.72 %	1.72 %	→
durée résiduelle moyenne est de :	14.16 ans	14.85 ans	↓
durée de vie moyenne est de :	7.34 ans	7.69 ans	↓

### Dette par type de risque

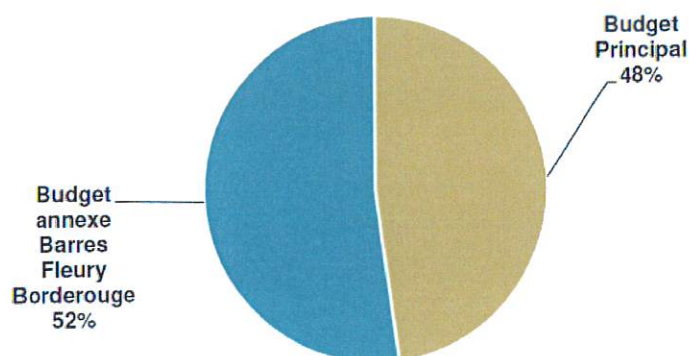
Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	5 119 332.17 €	89,00 %	1,92 %
Variable	632 734.03 €	11,00 %	0,11 %
<b>Ensemble des risques</b>	<b>5 752 066.20 €</b>	<b>100,00 %</b>	<b>1,72 %</b>

## Dette par prêteur



## Répartition budgétaire

Budget	Capital restant dû	Nombre de ligne	Taux moyen
Budget Principal	2 753 082 €	6	1,61%
Budget annexe Barres Fleury Borderouge	2 998 984 €	4	1,82%



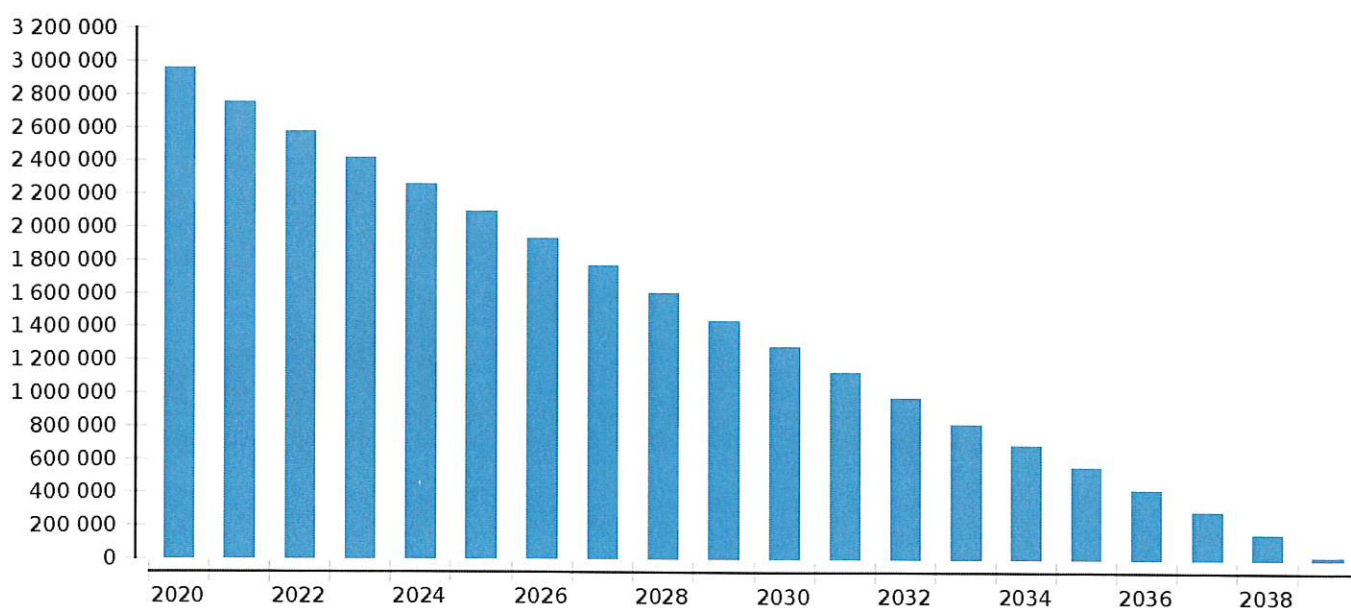


**B. Structure de la dette du budget principal :**

Elements de synthèse	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Variation
Votre dette globale est de :	2 753 082.17 €	2 956 586.61 €	↓
Son taux moyen hors swap s'élève à :	1.61 %	1.61 %	→
Sa durée résiduelle moyenne est de :	16.72 ans	17.41 ans	↓
Sa durée de vie moyenne est de :	8.73 ans	9.11 ans	↓

**Dette par type de risque**

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	2 753 082.17 €	100,00 %	1,61 %
Variable	0.00 €	0,00 %	0,00 %
<b>Ensemble des risques</b>	<b>2 753 082.17 €</b>	<b>100,00 %</b>	<b>1,61 %</b>

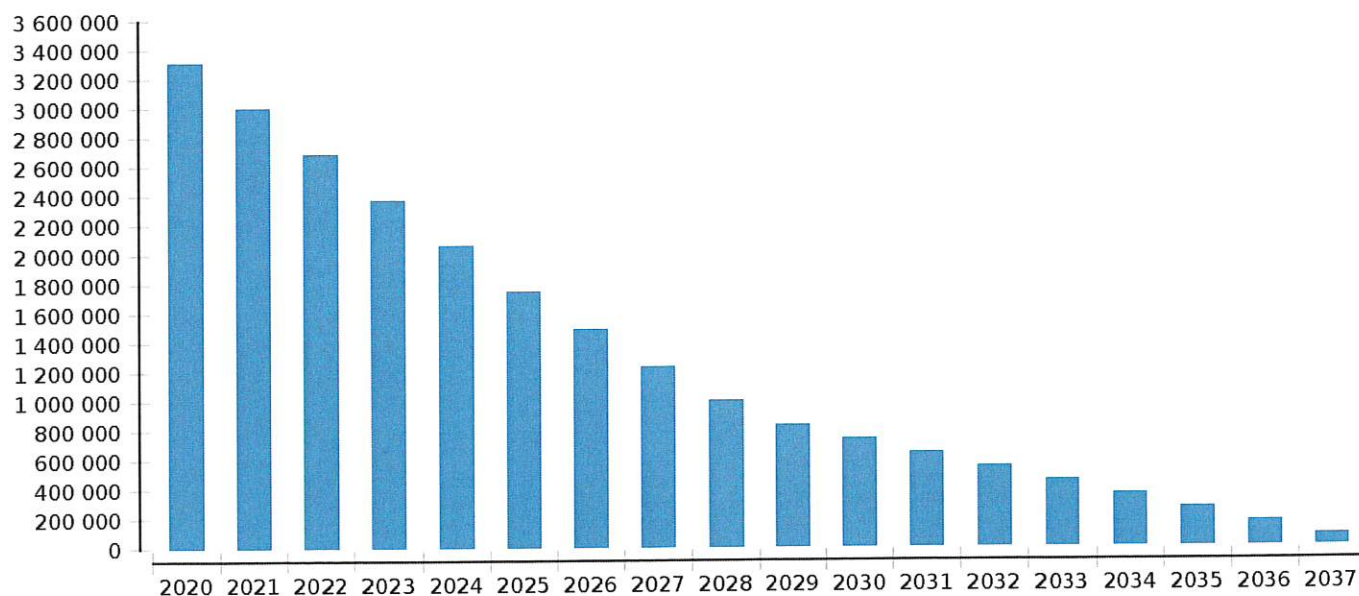
**Évolution du capital restant dû**

**C. Structure de la dette du budget annexe ZA Barrès Fleury Borderouge :**

Elements de synthèse	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Variation
Votre dette globale est de :	2 998 984.03 €	3 311 840.51 €	↓
Son taux moyen hors swap s'élève à :	1.82 %	1.82 %	→
Sa durée résiduelle moyenne est de :	11.80 ans	12.56 ans	↓
Sa durée de vie moyenne est de :	6.04 ans	6.43 ans	↓

**Dette par type de risque**

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	2 366 250.00 €	78,90 %	2,27 %
Variable	632 734.03 €	21,10 %	0,11 %
<b>Ensemble des risques</b>	<b>2 998 984.03 €</b>	<b>100,00 %</b>	<b>1,82 %</b>

**Évolution du capital restant dû**



**D. Le ratio d'endettement :**Capacité de désendettement :

	2017	2018	2019	2020
Communauté Terres des Confluences Budget principal	0.3	0.9	1.5	1.27
Communauté Terres des Confluences Budget Principal + Barrès	0.3	2.07	4.57	1.66
Moyenne de la strate	3,93	3,97	3.2	NC

Ce ratio indique en année la vitesse de remboursement de la dette si on y consacre l'ensemble de son épargne brute. C'est le rapport entre l'épargne brute et l'encours de dette.

Le ratio de désendettement prévisionnel au 31/12/2020 serait de 1,66 années.

**10 – Les hypothèses de prospective financière 2021**

Pour rappel, sans évolution des recettes de fonctionnement et du taux de foncier bâti la Communauté connaîtra, dès la fin de l'exercice 2021, des difficultés financières (capacité d'autofinancement fragilisée dès 2021 et négative en 2023 et impossibilité de recourir à de nouveaux emprunts en 2022 car le ratio de désendettement calculé sur l'épargne brute atteindrait les 12 ans fin 2021).

L'évolution des recettes de fonctionnement et plus particulièrement des recettes fiscales par l'augmentation du taux de taxe Foncière sur les Propriétés Bâties **est une nécessité démontrée par les différentes prospectives financières réalisées.**

Le schéma ci-dessous reprend les nouveaux scénarios étudiés pour le nouveau mandat 2020-2026. A noter, que ces scénarios sont bâtis en mode consolidé c'est-à-dire avec l'ensemble des budgets annexes.

Le plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) a été réduit et révisé. Il s'établit à 30 millions d'euros pour le budget principal sur la période 2020-2026.

Libellé	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
7.2.2 - Acquisition matériel et grosses réparations	175 160	0	0	0	0	0	0
4.1 - Construction d'une cuisine centrale	1 030 051	3 123 492	0	0	0	0	0
7.4.1 - Construction extension 2 Maison intercommunalité	890 015	0	0				
3.2 - Développer des itinérances	0	3 000	3 000	3 000			
7.2.1 - Entretien et renouvellement voirie	882 807	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000
4.2 - Etude et construction de la piscine intercommunale	1 059 506	6 500 000	6 500 000	0	0	0	0
7.3.1 - Fonds de concours aux communes sur les actions financées par le PETR	0	400 000	200 000	200 000	200 000	200 000	
4.4 - Numérique	7 442	10 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
6.1.1 - OPAH et pilotage et suivi de la politique en matière d'habitat	26 986	300 000	300 000	300 000	300 000		
6.1.3 - PLUIH	39 400	30 600	0				
1.4.1 - Programme d'aides à l'immobilier d'entreprise	384 430	300 000	300 000				
6.2.1 - Requalification de l'aire de Laverdoulette	0	600 000	0				
1.2.1 - Requalification des zones	43 057	523 000	273 000				
<b>Total dépenses programme</b>	<b>4 538 854</b>	<b>12 590 092</b>	<b>8 391 000</b>	<b>1 318 000</b>	<b>1 315 000</b>	<b>1 015 000</b>	<b>815 000</b>

Le plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) du budget annexe déchet s'établit à 2,9 millions d'euros pour le sur la période 2020-2026.

Libellé	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>7.3 - Individualisation bacs</b>		100 000	60 000				
<b>7.1.6 - Moderniser les outils de communication</b>			20 000				
<b>7.1.3 - Programme de renouvellement des camions d'une BOM par an</b>	385 625	200 000			200 000	200 000	200 000
<b>7.1.3.2 - Renouvellement de bacs de collecte + Caissons et colonnes à verre + achats divers</b>	98 574	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000
<b>7.1.1 - Travaux d'agrandissement et de mise aux normes des déchetteries</b>		400 000	390 000				
<b>TOTAL</b>	<b>484 199</b>	<b>830 000</b>	<b>600 000</b>	<b>130 000</b>	<b>330 000</b>	<b>330 000</b>	<b>200 000</b>

Pour information, les travaux des budgets annexes relevant de la section de fonctionnement ne sont pas traduits en plans pluriannuels d'investissements. Cependant, vous trouverez ci-après le détail des sommes budgétaires prévues et intégrées dans les nouveaux scénarios étudiés.

Pour le budget annexe ZA Barrès – Fleury – Borderouge :

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
81 818	1 237 261	1 215 972	632 042	648 677	21 000	112 500

Pour le budget annexe ZAC de Trabesses Saint-Aignan :

2020	2021
58 139	138 000

Pour le budget annexe de la zone de Terre Blanche :

2020	2021	2022	2023
0	0	0	590 000

Pour le budget annexe de la zone du Luc :

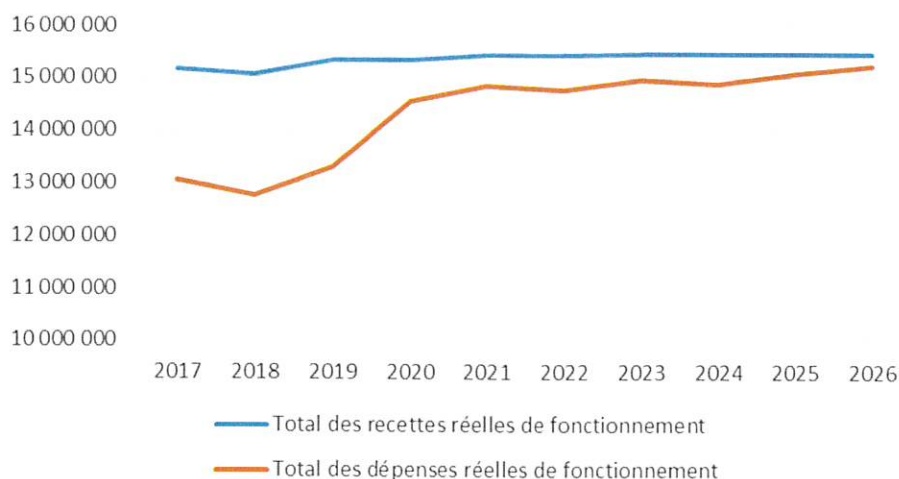
2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
28 136	3 000	124 600	120 301	111 031	111 031	333 073

Pour rappel, lors de la conférence des Maires du 22 septembre 2020, 6 scénarii ont été présentés.

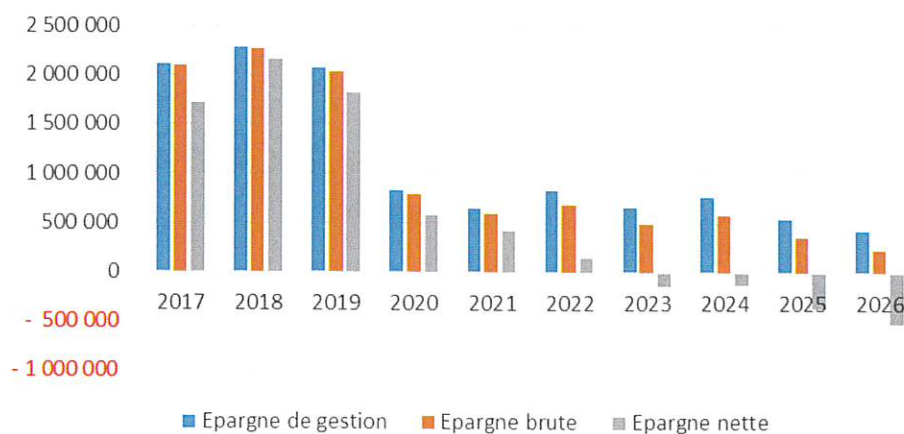


- **Le premier scénario** « Au fil de l'eau » qui prévoyait l'augmentation de 2% par du taux de TFPB faisait apparaître une capacité d'autofinancement très rapidement diminuée, négative dès 2023 et un ratio de désendettement de 19 ans au 31/12/2021. Ce scénario démontrait l'urgence de faire évoluer rapidement et significativement les recettes de fonctionnement et cela dès 2021.

Section de fonctionnement : Hyp. + 2% de TFPB

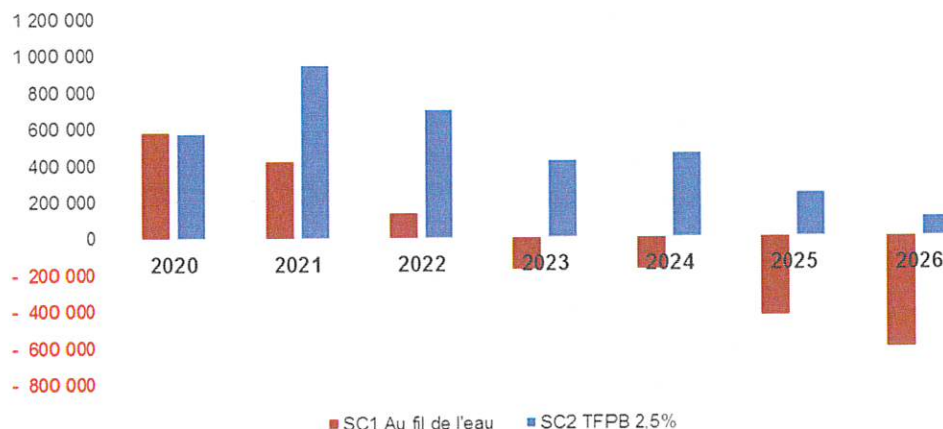


Evolution des épargnes : Hyp. +2% de TFPB par an



- **Le second scénario** « taux de TFPB à 2,5% dès 2021 » permettait de garantir une épargne nette positive sur la période mais très fragile. Aucun nouveau projet d'investissement ne pouvait être financé et la capacité de désendettement dépassait les 12 ans dès 2023.

Evolution comparée capacité Autofinancement  
Scénario "Au fil de l'eau et Scénario TFPB 2,5%"  
Juillet 2020



Durée de désendettement Sc1 et Sc2  
Juillet 2020



Suite à ces simulations, seuls les scénarii prévoyant un taux de TFPB > à 3% garantissent une situation financière saine, le financement du PPI et des ratios de désendettement inférieurs au seuil critique.

Sur ces éléments, deux scénarios de prospective pour la période 2020-2026 vous sont présentés ci-après et s'inscrivent dans les objectifs généraux suivants :

- limiter l'effet de ciseaux entre les dépenses et les recettes (baisse DGF, réduction des impôts de production, qui même compensés par l'Etat, ne connaîtront pas les dynamiques liées aux variations annuelles de base et des éventuelles hausses de taux)

- redynamiser les recettes : la fiscalité, reste un de seuls leviers dynamiques, même modérée

- la mise en œuvre des investissements actés dans la PPI en septembre 2020 en recherchant tous les financements possibles

- le maintien d'une CAF et d'un fonds de roulement pour investir sur d'autres projets courant ce mandat

Les hypothèses de travail restent réalistes : hausse des charges de fonctionnement de 2%, taux de TFB porté à 3% puis après stabilisation, intégration des investissements retenus en septembre 2020, pas d'augmentation de la CFE sur les années à venir.



### • Scénario alternatif 1

**Objectif :** Déterminer la capacité d'investissement résiduelle en bloquant le fonds de roulement à 1M€

**Hypothèses :**

- Fonds de roulement à 1 M € (4 mois de masse salariale)
- Taux de TFPB à 3%
- PPI réduit

### • Scénario alternatif 2

**Objectif :** Déterminer la capacité d'investissement résiduelle en bloquant le fonds de roulement à 1M€ et sans dépasser un ratio de désendettement de 8 ans

**Hypothèses :**

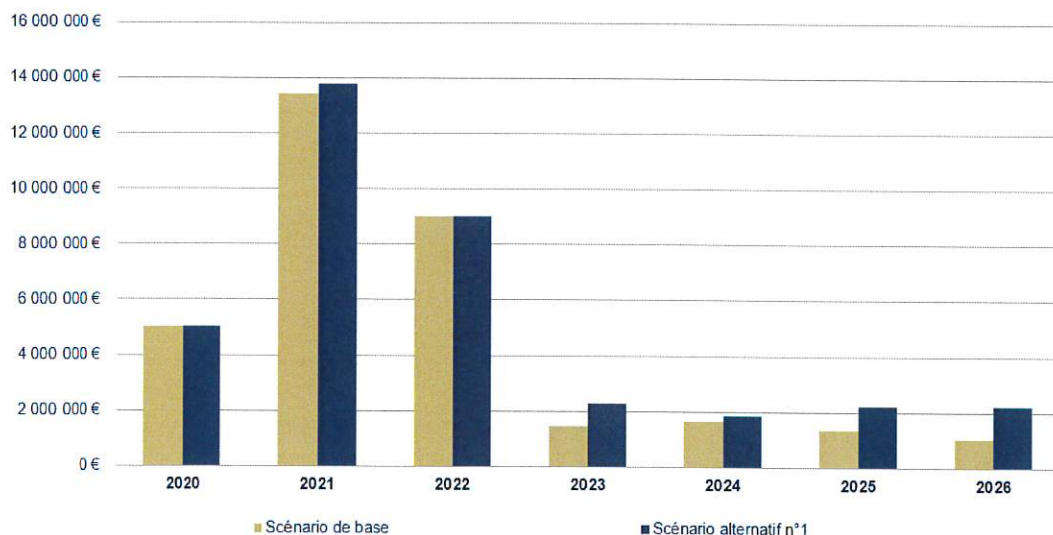
- Fonds de roulement à 1 M € (4 mois de masse salariale)
- Taux de TFPB à 3%
- PPI réduit

## Pour le scénario alternatif n°1

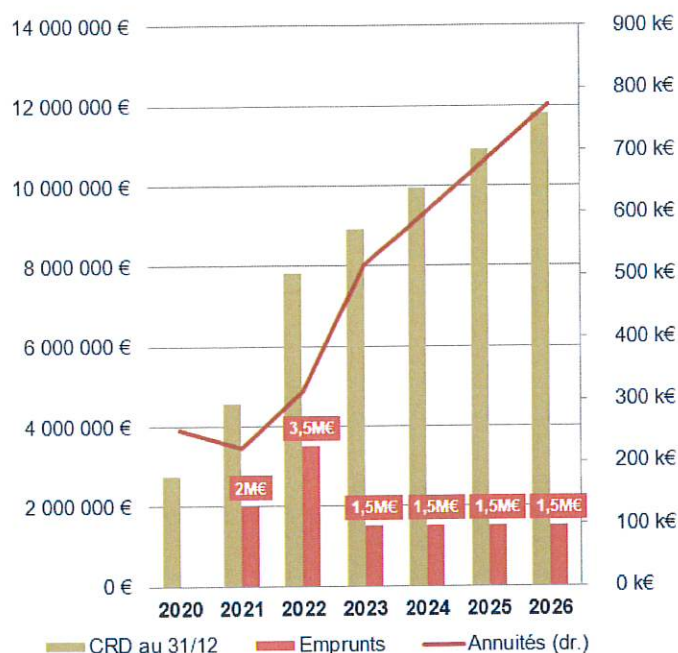
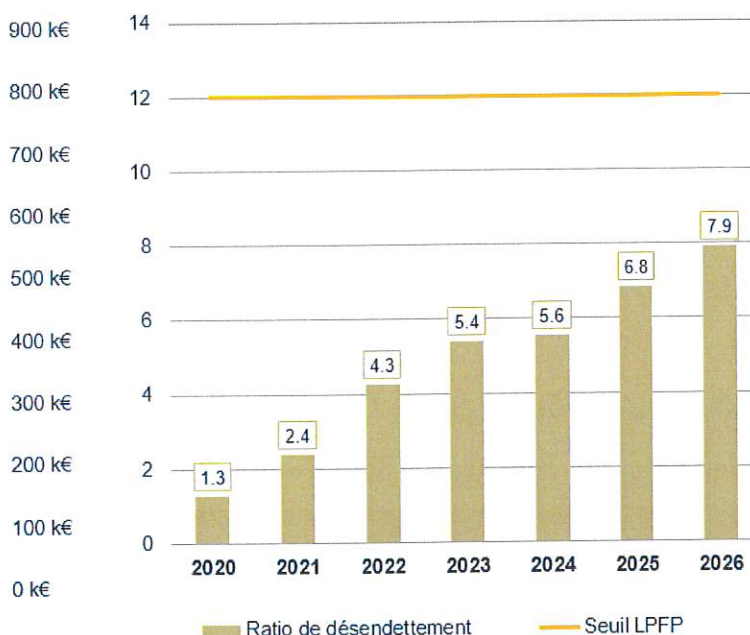
### Évolution du fonds de roulement consolidé

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Fonds de roulement en début d'exercice	7 549 285	7 919 040	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 001
Résultat de l'exercice	369 755	- 6 919 041	0	0	0	0	0
Fonds de roulement en fin d'exercice	7 919 040	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000

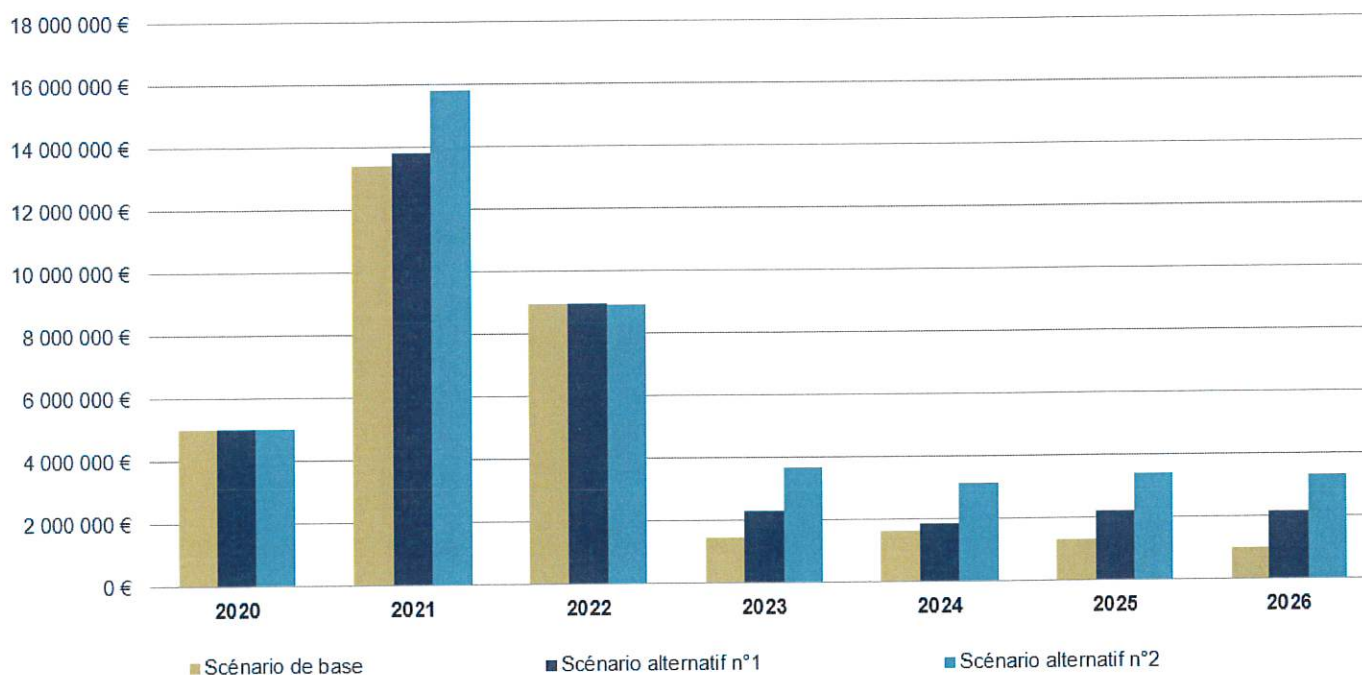
### Évolution des dépenses d'équipement



Ce scénario permet de financer 3,5 millions d'euros de dépenses d'investissement nouvelles sur la période 2020-2026.

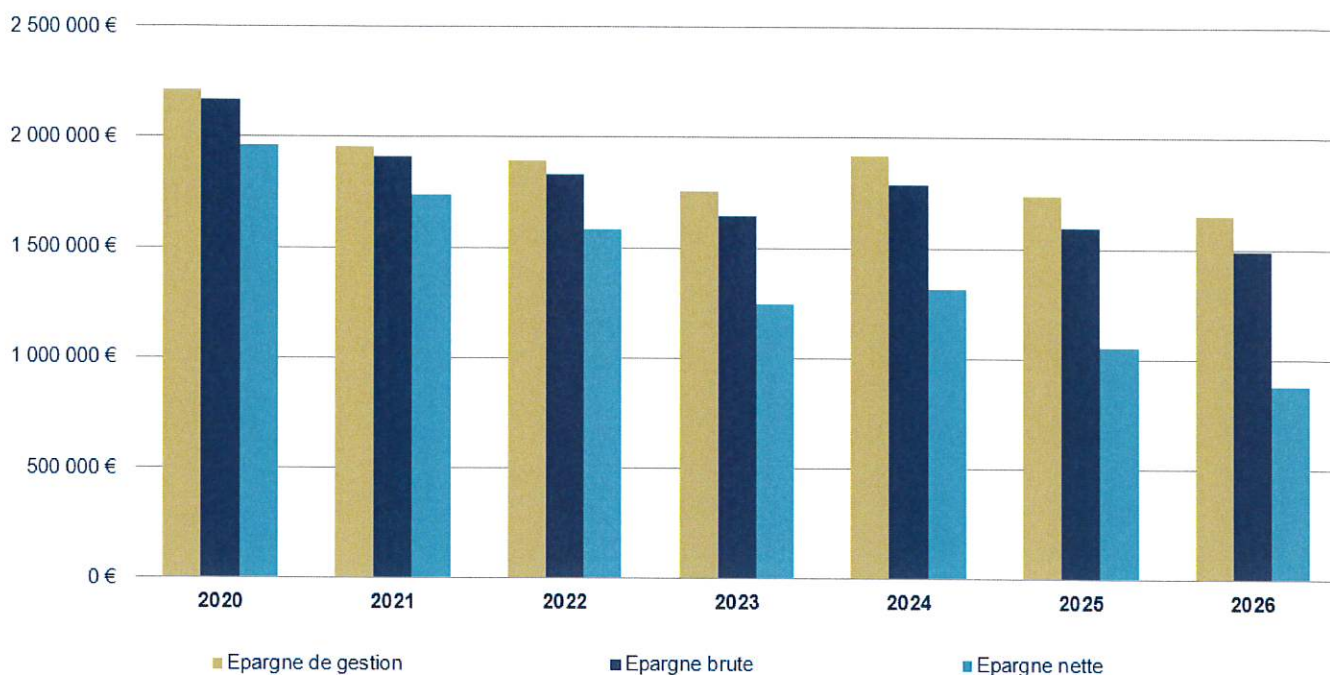
**Pour le scénario alternatif n°2****Évolution de l'encours de dette et du recours à l'emprunt (consolidé)****Le ratio de désendettement (en années) du budget principal**

Ce scénario prévoit un recours à l'emprunt de 11,5 millions d'euros sur la période sans dépasser le ratio de désendettement de 8 ans mais il permet également de financer 10,4 millions d'euros de dépenses d'investissement nouvelles tout en maintenant des niveaux d'épargne satisfaisants

**Évolution des dépenses d'équipement (consolidé)**



## Évolution des épargnes (hors cessions) – Budget principal



## Synthèse des scénarios consolidés

	Scénario alternatif n°1	Scénario alternatif n°2
Fonds de roulement au 31/12/26	1 M€	1M€
Emprunts sur la période	3,5 M€	11,5 M€
Investissements sur la période	36,7 M€	43,3 M€
Encours au 31/12/2026	5,6 M€	10,3 M€

**Scénario alternatif n°1:** En utilisant le fonds de roulement dans la limite d'1M€ (consolidé), la collectivité sera en mesure d'investir 3,8M€ supplémentaire tout en se désendettant sur la période.

**Scénario alternatif n°2:** Sur la base du scénario alternatif n°1, la collectivité est en capacité d'emprunter au total 11,5M€ sur la période sans dépasser les 8 ans de ratio de désendettement. Ce recours à l'emprunt va permettre de financer 10,4M€ d'investissements supplémentaires par rapport au scénario de base.